Semaine du 15 au 21 septembre 6e année No 30 35c

QUÉBEC-PRESSE

L'INTERVIEW
Péladeau, roi de la presse pop

DOSSIER

Un homme et son parti

Textes: Gérald Godin
Photos: Michel Elliott

Trois heures avec

PIERRE PÉLADEAU

"La force du Québec, ça ne passe pas par la politique, mais par l'argent."

Pierre Péladeau veut répéter aux Etats-Unis ce qu'il a réussi ici.

Pierre Péladeau fait partie, avec Jacques Francoeur et Paul Desmarais, du trio des hommes forts de la presse québécoise.

Il y a quelques années, quand on disait "les journaux à Péladeau", c'était presque une injure. Aujourd'hui, l'empire de Péladeau, Québécor, fait $100 millions de chiffres d'affaires par année. Une sorte de respect a fait place à une sorte de mépris.

L'autre matin, dans le bureau sans fenêtre de Pierre Péladeau, QUEBEC-PRESSE a passé près de trois heures avec le phénomène de la presse québécoise, fondateur du seul quotidien en Amérique du Nord qui ait réussi à se tailler une place sur le marché depuis 15 ans. On verra tout à l'heure comment il y est parvenu.

L'entrevue est émaillée de "christ", de "viarge" et de "bâtard", un peu comme dans les bandes sonores du Watergate où ces mots étaient remplacés dans les transcriptions par l'expression "expletive deleted". Nous, on les a laissés.

Ainsi, en plein conflit syndical avec les employés de ses hebdos de vedettes, il nous dira tout le bien qu'il pense du syndicalisme... mais tout le mal aussi, avec des accents dignes du pire "boss" du 19e siècle.

Sur la politique, il a sa petite idée aussi. Pour lui, "le pouvoir ne passe pas par les élections, mais par l'argent, christ". L'avenir du Québec? Il passe par l'économie: "On a les meilleurs gars au monde, ici."

Il parle avec l'assurance de celui qui a réussi, avec l'agressivité de celui qui s'est battu pour arriver.

Ecoutons-le donc.

"La famille de Vadeboncoeur était comme nous autres".

–Quel Vadeboncoeur, Pierre de la CSN?

P.P.: Oui, Pierre, c'est un vieil ami.

Arbres de Noël

Dans Outremont, il fit quelques piastres en vendant des arbres de Noël de porte en porte aux "péteux".

"J'achetais un camion d'arbres de Noël au marché. Je les payais $2.00 et je les revendais $2.50 ou $3.00. C'est comme ça que je ramassais quelques piastres. J'avais toujours quelques "jobettes" qui me permettaient d'avoir de l'argent dans mes poches."

Il suivit des cours de philo à l'Université de Montréal, après avoir été expulsé de Brébeuf et de Sainte-Marie. "J'ai fait le tour des collèges".

Avez-vous déjà porté la soutane?

P.P.: "Etes-vous fou, christ," (dans un éclat de rire magistral, soutenu, et comme plein de souvenirs fort peu catholiques).

Débats au Plateau

Et ensuite, il fit des études de droit à l'université McGill. Comment a-t-il payé ses cours? En présentant, au Plateau, des débats.

"Avant que je m'occupe de ça, on faisait des débats fort sérieux sur la guerre ou des sujets comme ça. Quand j'ai pris ça, j'en ai fait une farce monumentale: je présentais les vedettes du temps, Roger Baulu, Jacques Normand, Jean-Pierre Masson, dans des débats du genre: "Les filles préfèrent-elles les moustachus ou les gars rasés?" Résultat: il y avait 1,200 personnes au Plateau, alors qu'avant il n'y en avait que 200 ou 300. C'est comme ça que j'ai payé mon cours. Demandez-moi pas comment je l'ai fini, je pourrais pas vous le dire. A l'époque, mon rêve était de devenir imprésario."

"Mon premier journal, je l'ai acheté avec $1,500 que j'ai empruntés de ma mère"

"Mon premier journal, je l'ai acheté en empruntant $1,500 de ma mère, qui elle-même avait dû l'emprunter."

C'était **Le Journal de Rosemont.** Il existe toujours et il appartient aujourd'hui à Jacques Francoeur, qui l'a acheté de Péladeau par la suite.

A l'époque, Pierre Péladeau contrôle tous les hebdos de l'Est de Montréal: après le Journal de Rosemont, il fonde Le Journal de Ville Saint-Michel, puis Le Journal de Montréal-Nord, et ensuite le Guide de l'Est, qui couvre Pointe-aux-Trembles. Enfin, il achète L'Est Montréalais et, quittant l'est, s'essaie à Ville Saint-Laurent, mais ce n'est pas son territoire et c'est plus difficile. Ici se situe la période dite "de l'imprimerie".

L'imprimerie

"Fallait que je fasse imprimer ça, ces christ de journaux-là. C'était à l'imprimerie Verdun Printing, chez le père Duhamel qui était ce que j'appelle un vieux christ. Quand il voit que ça va bien mes affaires, il me fourre un concurrent dans les pattes, à Rosemont. J'étais en beau christ! J'ai sacré mon camp en criant "binne". Je pars de là, je m'en vais au Monitor. C'étaient tous des Anglais, il y avait des fautes partout, c'était une farce monumentale. Le Canada décide de prendre des clients, je m'en vais au Canada. Là tout s'arrange, mon affaire est correcte. Mais viarge, j'étais pas aussitôt rendu là, christ, les Pères de Sainte-Croix achètent l'imprimerie et ils décident de sacrer tous les clients dehors.

"Ils avaient une bien bonne presse au Canada, mais les Pères de Sainte-Croix n'en voulaient pas. J'étais poigné en bâtard. J'achète la presse et là je m'installe avec ma propre imprimerie sur la

"J'ai travaillé comme un christ de damné"

"Je travaillais comme un christ de damné". C'est un peu l'histoire de Pierre Péladeau.

"Rouleur" de tennis à l'âge de 13 ans, il trouvait le rouleau "lourd en viarge". La "job" né payait pas beaucoup, mais avec la "job", il y avait la concession du restaurant. "Je faisais de l'argent, avec ça".

Né à Outremont

Né à Outremont d'une famille qui s'était enrichie dans le marché du bois et qui était à peu près ruinée au moment où Pierre Péladeau était étudiant, il faisait partie de ce qu'il appelle ces "faux riches" d'Outremont qui, même après leurs difficultés, continuaient à demeurer dans Outremont dans des maisons "hypothéquées jusqu'aux oreilles".

QUEBEC-PRESSE

est publié par l'Association coopérative des publications populaires, 9670, rue Péloquin, Montréal 358, Québec.

Directeur général: Normand Caron.
Directeur de l'information: Louis Fournier.
Chef de pupitre: Michel Hotte.
Comité de rédaction: Normand Caron, Michel Elliott, Louis Fournier, Gérald Godin, Michel Hotte, Pierre Julien, Jacques Keable, Micheline Lachance, Christian Lambert, Robert Lévesque, Jean-Claude Pelletier, Paul Terrien, Yvon Tremblay.

Rédaction: 381-8684.
Bureau de Québec: (418) 643-1357.
Sports: Pierre Terroux, directeur.
Christian Lambert, adjoint.
Publicité: Yvon Tremblay, 381-1385.

Distribution et abonnements: Jean-Claude Pelletier, 381-9936.
Administration: Gilbert Rambo, Monique Vanden, 381-9936.

Courrier de deuxième classe sous le numéro d'enregistrement 2314. Port de retour garanti à Montréal, 9670, rue Péloquin, Montréal 358, Québec.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Maquette et lighographie par Journal Offset Inc., 254 boul. Benjamin-Hudon, Ville Saint-Laurent, Québec.

rue Plessis. Là, je suis tout seul, j'ai pas assez de contrats. Je dis aux gars qui ont des journaux de quartier: Voulez-vous embarquer avec moi? On va régler le problème une fois pour toutes, on sera plus à la merci de n'importe quel Jos Bleau qui va nous sacrer dehors du jour au lendemain. Ça s'appelait l'Imprimerie Hebdo.

"Mais l'imprimerie, je ne connaissais rien là-dedans, moi. Il a fallu que je l'apprenne ce christ de métier-là. Je rebondissais à l'imprimerie à 4 heures 30, 5 heures du matin, tous les jours, et je partais à minuit, quand je couchais pas là."

– Mais pourquoi les journaux? Après les arbres de Noël, les débats au Plateau? Par hasard?

Don Quichotte

"Il n'y a pas de hasard là-dedans. Le journal représentait une sorte de don-quichottisme qui est le propre de tous les journalistes, n'est-ce pas? Et il y en a qui poussent ça plus loin que d'autres, n'est-ce pas, messieurs de **Québec-Presse?** De plus, il y avait là-dedans un élément commercial, et ça, c'est mon fort.

"Dans les débuts de l'imprimerie, j'en arrache en christ. Là je vends les journaux de quartier que j'avais. J'étais devenu exclusivement imprimeur. Je vais chercher des contrats et mon affaire commence à bien aller. Parmi les journaux que j'imprime, il y en a un que je finance en partie: Nouvelles et Potins, qui appartient à Gaston Houle. Finalement, à force de le financer, j'embarque et je l'achète. C'est mon premier. J'imprime avec Allô-Police et le Journal des Vedettes, qui appartiennent à deux avocats. La bisbille poigne entre les deux, un veut acheter l'autre, mais il n'a pas l'argent pour. Je lui dis: j'achète ton Journal des Vedettes et avec l'argent, tu achètes la part de ton associé. Me voilà rendu avec deux journaux.

"J'apprends ensuite que Jack Tietolman de CKVL a de la misère avec son imprimerie du Progrès de Villeray, qui imprime Radio-Monde. Il a un maudit paquet de problèmes, il mange une claque pas ordinaire. J'appelle Jack, je lui dis: Ecoutes, tu vas la fermer ton imprimerie. J'achète Radio-Monde? Il accepte. Ca m'en fait trois.

"Ensuite de ça, il y a Poirier et Bessette qui sont en faillite ou à peu près. Ils avaient la Revue Populaire et le Samedi. Ils prétendaient qu'ils avaient 125,000 de tirage avec la Revue Populaire. C'était pas vrai pas une bâtard de miette: ils crevaient. Je ramasse Poirier et Bessette que j'ai pour une chanson. Je venais d'acheter et les gars de l'ITU me fourrent une grève sur la gueule, christ! Je leur dis: "Ecoutez, christ, cette affaire-là perd de l'argent. Fourrez-moi pas une grève sur la gueule, christ, je vais fermer les portes". Ils pensent que je bluffe. Christ, je bluffe pas, j'ai jamais bluffé moi, je dis les choses telles qu'elles sont.

"Avec le Samedi, me v'là rendu à quatre. C'était une revue mensuelle, j'en fais un hebdo. La même fin de semaine, ou la semaine suivante, le pape meurt... celui d'avant Jean XXIII. Comment s'appelait-il déjà?

– Pie XII.

"Oui, c'est ça. Je publie un gros spécial, toute la carrière du pape, des photos en masse, je fais un "hit" avec ça."

Et suivent Photo-Vedettes et Le Grand Journal.

Voilà pour les débuts du "roi de la presse populaire au Québec", comme l'appelait, il y a un an, le très sérieux Financial Times.

A droite...

A gauche...

En avant...

En arrière...

"Le Journal de Montréal? Ça m'a pris cinq ans avant de rendre ça rentable"

"Le Journal de Montréal? C'a été long en christ, et déprimant, aussi. On a pris cinq ans avant de faire de l'argent avec ça."

Car le plus gros succès de Pierre Péladeau, c'est Le Journal de Montréal. En effet, à une époque où les quotidiens meurent comme des mouches un peu partout en Amérique du Nord, Pierre Péladeau, lui, réussit non seulement à rendre un quotidien rentable, mais encore il gruge petit à petit le célèbre Montréal-Matin, devenu le No 2 du matin. On dit aujourd'hui que Le Journal de Montréal menace même La Presse. Montréal-Matin, l'ancien No 1, a la langue longue, il tire la patte. Il est rescapé au bord du gouffre par Power Corporation et, aujourd'hui, il songerait à prendre le format du Devoir et du Jour, tellement le marché du matin n'est plus fait pour lui. Cette réussite du Journal de Montréal, comment Pierre Péladeau l'explique-t-il?

"En 1964, arrive la grève de La Presse, Francoeur (Jacques du Dimanche-Matin) est supposé sortir un journal. La grève commence un lundi. Francoeur doit sortir mardi ou mercredi. Il prend la chienne, il sort pas son journal. J'apprends ça. Je dis: Francoeur a peur d'y aller, je vais y aller, moi. Vendredi matin, je dis à mes gars: on sort un quotidien lundi matin. Ils ont rasé de tomber morts: Es-tu fou raide? J'ai dit: Non, christ, on sort. On s'organise et le lundi matin, on était sortis. Evidemment, au début, c'était une farce monumentale, mais c'est pas une traînerie qu'on monte à $80,000 de tirage. On a commencé le 15 juin. En novembre ou en décembre, on était à 80,000.

"La première semaine de janvier, La Presse revient sur les kiosques. Dans quinze jours, le tirage fond de 80,000 à 15,000. Christ, j'avais jamais vu une affaire de même. C'était déprimant en enfant de chienne. On avait fait $100,000 de profits pendant ces sept mois-là. Je peux faire deux choses: mettre le $100,000 dans mes poches et dire: salut Luc, ou le repomper là-dedans. Dire "christ, on recommence". C'est ça que j'ai fait.

- Est-ce que le $100,000 a fondu lui aussi?

"Ah christ, je comprends. Et plus encore! J'ai mis $400,000 "right through" là-dedans. La différence entre Brillant (Jacques) et moi, et entre Métro-Express et le Journal de Montréal, c'est que je l'ai fait moi-même. J'étais là sur un bâtard de temps. Jour et nuit, c'est le cas de le dire.

- Il a mis combien de temps à faire ses frais?

"Ah viarge, ça a pris du temps. Quelques mois après le retour de La Presse, je me souviens j'étais debout dans la porte, là. Poissant, mon conseiller financier, me dit: "Ferma ça, ça n'a pas de bon sens, tu vas te pêter la gueule, tu vas tout manger ce que t'as". J'ai dit: "D'la marde, je vais le fermer, mais avant de le fermer, je me donne encore trois mois. Si dans trois mois je double pas mon tirage, si je me rends pas à 25,000, je le ferme".

- Quels moyens avez-vous pris?

"J'ai travaillé comme un cochon, jusqu'aux oreilles, au coton".

- Au-delà de ça, avez-vous engagé du monde, coupé les dépenses?

"Non, j'avais pas d'argent. Les gars qui faisaient le journal, c'était des gars de la radio. Des gars de CKAC, de CKVL qui venaient ici deux ou trois heures par soir. Je les payais à l'heure. Ce qu'il y avait d'important, c'est qu'ils m'apportaient le "fil" des nouvelles de leur poste. Canadian Press a pas voulu me le donner. Ils me demandaient des conditions de fou: $200,000 de dépôt. Des christ d'hypocrites. Si ils voulaient pas me le donner, ils avaient rien qu'à le dire. Quelques années après, je leur ai parlé en christ. Je l'ai dit d'ailleurs devant la Commission Davey.

"Au bout de trois mois, j'avais 24,000 de tirage. La première étape était franchie. Ensuite, on s'était établi un point mort de 33,000. Mais là, mon point mort changeait tout le temps. Mes dépenses augmentaient au fur et à mesure que mon tirage augmentait. Ca a duré des mois comme ça. De 25,000 à 50,000, ça a été long en cochon. Mais ça, ça me ramène à Beauchamp. J'entends dire que Beauchamp (Jacques) est pas heureux à Montréal-Matin. Je vais chercher Beauchamp. Je m'en souviens, c'était le cinquième anniversaire du Journal de Montréal...

- Faisait-il ses frais, à ce moment-là?

"Non, pas encore. Une autre chose, c'est qu'en 1964, quand je lance le journal, mes journaux sont distribués par Eclair, qui appartient à l'époque à Berthold Brisebois. Vendre 80,000 Journal de Montréal, c'était payant pour Brisebois, mais quand on est tombés à 10,000, c'était pas payant pas une miette, ça ne l'intéressait plus. Quand j'ai vu ça, j'ai dit merde, je vais monter ma propre maison de distribution. Alors je monte ma propre maison et je la sors du jour au lendemain. Ca a été dur en enfant de chienne. C'est ça qui est toute la patente. Au fond c'est élémentaire: le produit final, faut le contrôler, savoir où il s'en va. Les Messageries Dynamiques ont été lancées en 1965 et c'est devenu la plus grosse bébelle de Québécor."

"L'Evangéline? J'vais aller chercher leurs meilleurs hommes"

"Je m'en viens en septembre avec deux nouveaux quotidiens: un dans l'Abitibi et un à Moncton".

En Abitibi, Péladeau a acheté "L'Echo Abitibien" et "La Frontière". Il réfute les objections de ceux qui l'accusent d'a-

→

voir utilisé des subterfuges pour faire "main basse" sur la presse de cette région. "C'est Lucien Fontaine lui-même qui est venu me les offrir. Il était assis précisément là où vous êtes."

- Vous n'avez pas acheté les petits actionnaires un par un jusqu'au jour où Fontaine s'est retrouvé minoritaire?

"Pas une miette. Il n'y avait que deux actionnaires à cinquante-cinquante et j'ai acheté les deux, quand Fontaine me l'a offert lui-même."

"L'Evangéline à Moncton, je fais comme si ça n'existait pas. J'ai voulu l'acheter, ils ont refusé, je marche pareil".

- Vous allez les jeter à terre.

"Ca existe pas, pour moi, l'Evangéline. C'est clair. Je vais aller chercher leurs meilleurs gars un par un, en les payant ce qu'ils valent. Il y en a un là qui est payé à peu près $225. Il vaut $500, christ, et même plus, avec les responsabilités qu'il a. Je vais lui donner le $500, moi.

- Et dans Chicoutimi?

"Pas tout de suite, c'est pas mûr".

D'après nos renseignements, Péladeau aurait l'oeil aussi sur Joliette-Journal. On sait que Québécor a acheté le magazine "Vivre" qui était imprimé sur les presses de Joliette-Journal, propriété de Bertrand Malo. Les hommes de Péladeau auraient convaincu l'imprimerie d'acheter ses encres d'une des filiales de Péladeau: "Les Encres du Québec", sinon "Vivre" s'en irait ailleurs. Aujourd'hui, c'est fait. L'étape suivante, c'est d'acheter l'imprimerie et le journal. Une affaire à suivre.

"Mao, c'est dépassé. Aujourd'hui, ce qu'il faut, c'est le dialogue"

"Mon attitude avec les syndicats, elle est simple: je négocie. Mes gars ont les meilleurs salaires et ils les auront tout le temps, partout".

Sauf que pour vos hebdos, vous êtes devant le commissaire-enquêteur...

"Les hebdos, c'est autre chose. On en parlera tout à l'heure. Le syndicalisme, c'est essentiel. On serait pas rendus là si on n'avait pas eu le syndicalisme. Partout, que ce soit chez Dumont, à Granby, au Journal de Québec, au Journal de Montréal, les gars ont les meilleures conditions. Je leur avais dit aux gars, d'ailleurs: attendez un peu que notre affaire marche. Quand elle va marcher, je vais vous donner les meilleures conditions de travail. Le problème, c'est que les trois quarts du temps, nos meilleurs journalistes, c'est pas les militants du syndicat".

"Les gros ont raison de vouloir se remplir les poches, mais le petit a raison de se battre pour en avoir plus. S'il ne se bat pas, c'est un lâche. Une affaire que Pépin (Marcel) a pas compris, c'est que les christ de syndicats d'un bord et les christ de patrons de l'autre bord, c'est fini, ça. Il y a personne qui a toute la vérité de son bord, c'est pas vrai ça, christ.

Vous, qu'est-ce que vous faites?

"Je négocie, christ. Il y a toujours moyen de s'entendre. Prenons l'indexation, par exemple. Le petit Dalcourt **(André, président du syndicat au Journal de Montréal),** vient me voir. Je lui ai dit: "T'as raison, christ. On a signé en décembre, les conditions ont changé". Je fais calculer tout ça, j'offre $7.75. Il me dit: "C'est dix piastres ou rien. Si on n'a pas dix piastres, c'est la grève". Je lui ai dit: "Mon petit christ, tu me montreras pas comment mener cette boîte-là. On peut te donner $7.75, pas une cenne de plus. Si tu sors, tu vas rentrer vite en christ. Je l'ai bâti à bout de bras, moi, ce journal-là, c'est pas vous autres qui allez me dire quoi faire".

Il y a toujours moyen de s'entendre. Comment? Par le dialogue. Mettre les gars face à face. Ceux qui disent tout est noir d'un bord, tout est blanc de l'autre, c'est pas vrai, ça. Mao, c'est dépassé."

"Dans les hebdos, le gars qui organise le syndicat roule en Corvette. C'est pas mal, hein?"

"Dans les hebdos, on les a pas congédiés. Ils travaillaient pas pour nous autres, c'étaient des pigistes. Ils venaient porter un article une fois de temps en temps. C'est pas des syndiqués, ça. En plus, ils apportaient de mauvais articles, toutes sortes de maudites chansons. Quand je les vois parler du viol des consciences! C'est eux autres christ qui les ont écrits, ces articles-là, c'est pas moi. Je les blâme, mais je blâme surtout mon monde à moi, qui les a achetés. D'ailleurs, le gars qui faisait ça, il n'est plus là, je l'ai enlevé. C'est mon erreur, je le reconnais et j'ai payé pour.

– Est-il possible que vous refusiez qu'ils soient syndiqués parce que ça vous coûterait moins cher?

"Pas une christ de miette. Le gars qui organise le syndicat, il roule en Corvette. C'est pas si mal, hein? Il se débrouille pas mal pour un gars mal payé."

Toutefois, un fait demeure: Québécor use de tous les moyens imaginables pour empêcher la syndicalisation d'une quarantaine de personnes qui travaillent dans les hebdos dits "à Péladeau". Congédiements, déplacements de personnel, promotions à ceux qui ne sont pas chauds syndicalistes et, même, ce qu'on appelle "le piano". Le syndicat, par exemple, demande la reconnaissance syndicale des employés de Québécor Inc. Les avocats de Québécor Inc. affirment que tel journal appartient à une filiale, donc pas à Québécor directement, etc.

Trois avocats se sont succédé au dossier déjà. Le fond du problème: la sécurité d'emploi. Il y a des collaborateurs de plus d'un an, et même davantage, que Québécor s'entête à considérer encore comme pigistes. L'avantage pour Québécor: s'en débarrasser n'importe quand. L'inconvénient pour le journaliste ou le photographe: il peut se retrouver en chômage à une heure d'avis, pour n'importe quelle raison. Il doit donc "plaire au boss". Les relations sont donc plutôt féodales que modernes. Des relations qui datent d'avant Mao... qui, dans ce cas-là du moins, n'est donc pas encore dépassé.

"Un bon banquier, c'est un gars qui ne prête pas seulement aux riches"

"J'ai beaucoup de respect pour l'économie québécoise. On a des christ de bons hommes, maintenant".

Pour Pierre Péladeau, ce qui s'est passé de plus important au Québec ces dernières années, c'est la montée des hommes d'affaires compétents. A partir de là, selon lui, l'étape à franchir actuellement, pour le Québec, ce n'est pas l'indépendance politique, mais l'indépendance économique.

"Avant, les hommes d'affaires, c'étaient les restants des curés, des avocats et des médecins. Des gens qui ne savaient ni lire ni écrire. Aujourd'hui, les gens deviennent hommes d'affaires par vocation, par goût et par compétence. Pendant longtemps, au Québec, on a eu de très bons intellectuels, de très bons peintres, de très bons comédiens: tout ce qui touche le domaine de la culture au sens large. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que nous sommes aussi bons dans le domaine des affaires. On n'a rien à envier à personne, nous autres. C'est pour ça que je m'en vais aux Etats-Unis. Je veux faire là-bas la même chose qu'ici. La distribution, là-bas, c'est organisé en "habitant". On est vingt ans en avant d'eux autres dans ce domaine-là. La prochaine étape, elle est simple: l'argent. Il faut faire de l'argent. La puissance, elle est là.

"Prenez Israël. Un petit christ de pays. Ils ont réussi à mettre les Etats-Unis de leur bord et on est venu à deux doigts d'une guerre mondiale il y a quelques mois. Avec quoi ils ont réussi ça? Avec l'argent. Ils sont pas fous. Les fils d'Américains, qui ne sont pas plus prosémites que n'importe qui, seraient allés mourir pour les Juifs dans le désert. C'est-y assez fort ça? Mais là, les Arabes ont fait un coup de génie. Aujourd'hui, c'est eux autres qui l'ont l'argent. Qu'est-ce que les Américains ont fait? Ils ont signé une entente avec Sadate en Egypte. If you cant beat them, join them. C'est pas pour rien qu'ils mènent le monde. C'est ça que le Québec doit faire. On a tout pour ça, maintenant. On a de maudits bons banquiers...

- C'est quoi, pour vous, un bon banquier?

"Un gars qui prête, christ. Prenons Lavoie, à la Banque Provinciale. Il m'a prêté deux fois $3 millions. Sur mon nez, christ. Faut que je vous conte ça, c'est trop drôle. Il y a sept ou huit ans, j'ai besoin de $300,000. Je demande à la Banque Royale, avec qui je fais affaire depuis quinze ans, de me prêter ça. Ils demandent mon endossement personnel. Et puis ça prend du temps, ça taponne. Je leur dit: "Christ, ça fait quinze ans que je fais affaire avec vous autres, puis vous me demandez mon endossement personnel? D'la marde, je m'en vas." J'appelle Lavoie à la Banque Provinciale. Je lui raconte tout ça en détail et je lui dis: vous me prêtez $500,000 et je m'en vas chez vous. Il me rappelle. Il dit: d'accord.

"Je lui dis: il peut m'arriver d'avoir besoin de $1, $2, $3 millions. Je veux pouvoir vous parler à vous et je veux que vous me disiez carrément: oui ou non, sans taponnage. Il me dit d'accord. Trois mois après, christ, arrive l'affaire du Petit Journal. J'ai besoin de $3 millions pour acheter ça. En 24 heures, Lavoie me l'a obtenu. Ca c'est un banquier. C'est Power Corporation qui a acheté le Petit Journal, en le payant une couple de millions trop cher. J'ai dit o.k., so what, ils feront rien avec. C'est ça qui s'est passé. Il a baissé à 150,000 de tirage.

"On dit que les banques prêtent rien qu'aux riches, c'est pas vrai ça. Un mauvais banquier prête rien qu'aux riches. Un bon banquier prête aux deux. C'est une question de pif, de flair."

"C'EST UNE QUESTION de pif, de flair..."

QUOI DE NEUF

par l'équipe

Marc Carrière a vendu Gattuso

Marc Carrière, le président de Sogéna, a vendu dans le plus grand secret, au cours de l'été, deux de ses compagnies: les pâtes alimentaires Gattuso et la conserverie Alfred Raymond. L'acheteur: un conglomérat britannique, RHM Foods, via sa filiale canadienne CanVin Products (vinaigre A-1, jus de pomme Allen's, sauce Bisto, etc.). Le prix de la transaction n'est pas connu. Tout indique que Marc Carrière avait un grand besoin d'argent comptant...

Des péquistes appuient les grévistes du métro

Aucun parti politique n'a appuyé les grévistes du métro et des autobus, à Montréal, mais ce qu'il est convenu d'appeler l'aile gauche du PQ l'a fait, elle. Et il est à peu près temps que ça se cache! C'est le 19 août dernier, à l'unanimité des délégués présents, que le Conseil régional de Montréal-Centre du PQ a décidé d'appuyer les grévistes. La région de Montréal-Centre groupe 17 comtés de l'est et du sud-ouest de la ville. La résolution adoptée est la suivante: "Attendu que la CTCUM nie à ses employés d'entretien l'exercice d'un droit qui leur a été reconnu par un tribunal d'arbitrage et attendu que ses employés revendiquent la réouverture de leur convention collective, ce qui est justifié en raison de la hausse actuelle du coût de la vie, il est résolu que la région Montréal-Centre du PQ accorde son entier appui aux employés dans leur lutte". Qu'attend le parti Québécois "au complet" pour en faire autant?

Premier journal de quartier à Québec

Trois comités de citoyens de la basse ville de Québec publient et distribuent depuis la semaine dernière le premier journal de quartier de Québec.

Droit de Parole, "le journal de la basse ville", sera distribué gratuitement dans les quartiers populaires de la capitale. Il n'acceptera aucune publicité et compte assurer son financement par des "abonnements de soutien" (minimum $5 par année).

Le premier numéro de ce journal mensuel a été tiré à 2,000 et distribué, par des bénévoles, dans les quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch.

Cette initiative a été réalisée par le comité de citoyens de l'aire 10, le comité de citoyens de St-Sauveur et le Centre coopératif des travailleurs.

Pour s'abonner, on peut appeler à 522-1140.

Une coopérative funéraire à Montréal

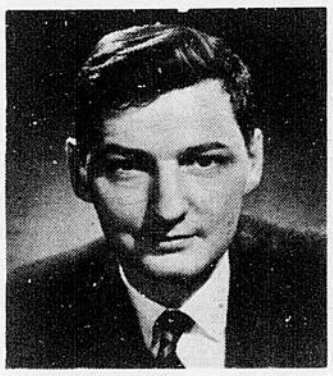
Un projet de coopérative funéraire est en cours de réalisation à Montréal, comme il en existe déjà ailleurs au Québec. Ce projet vise à venir en aide à des familles comme celles du quartier Saint-Henri, dans le Sud-Ouest, qui se retrouvent après des funérailles sans un sou et souvent endettées parce qu'on a joué avec leur émotivité dans une situation difficile. Ce projet de coop de frais funéraires est piloté par le POPIR, le projet d'organisation populaire, d'information et de renseignement. Le POPIR est un comité qui réunit une dizaine de travailleurs de Saint-Henri depuis 1970 et qui reçoit une petite subvention de la Fédération des oeuvres de charité. Pour renseignements: 4028 ouest rue Notre-Dame. 935-4640.

Cartographie du "Québec-résistant"

Une "cartographie" du "Québec-résistant", de la gauche québécoise. Telle est le projet ambitieux que caressait la revue "Maintenant". Elle ne l'a évidemment pas réalisé mais on trouvera, dans le dernier numéro de la revue, des éléments de réflexion utiles à un inventaire des forces d'opposition. Il y a là des textes de Pierre Vadeboncoeur, Fernand Dumont, Louis O'Neil, Jacques Grand'Maison, Pierre Vallières, André d'Allemagne et plusieurs autres. Sans compter une chronologie de la vie québécoise qui court de 1952 à 1972.

Paul Desmarais au pays de Mao

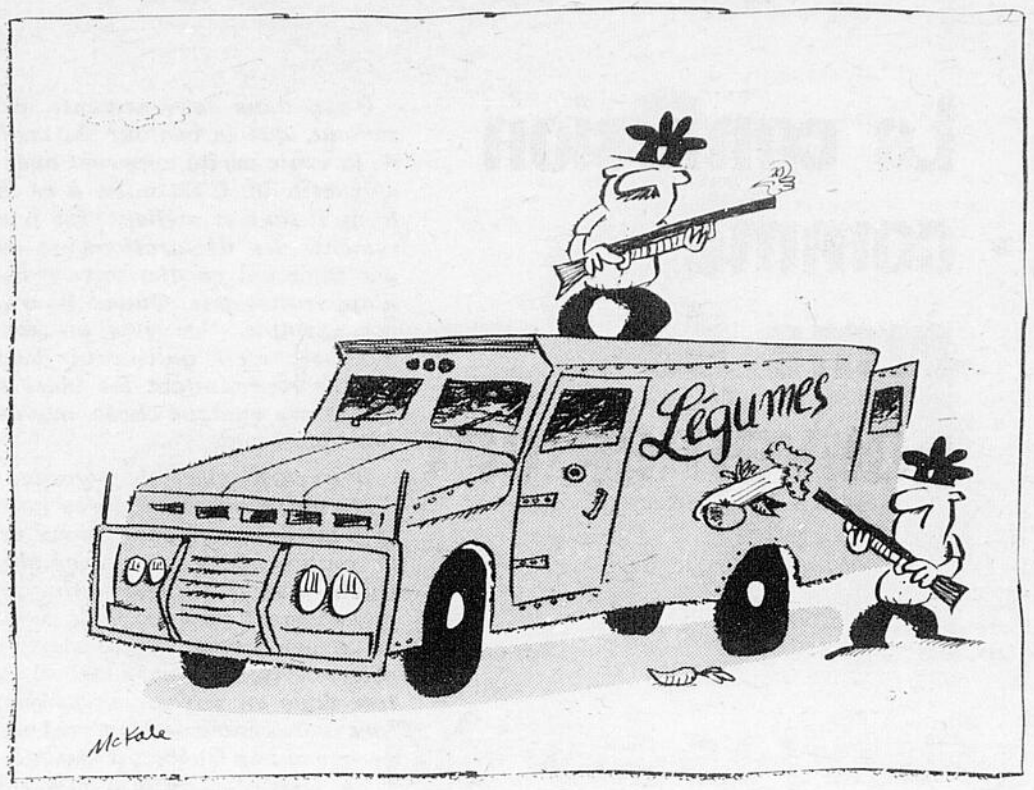
Paul Desmarais s'en va-t-en Chine. En Chine communiste! Il y sera à l'occasion du 25ème anniversaire de la Révolution chinoise, le 1er octobre, invité par le gouvernement de Mao. Le grand patron de **La Presse** fait partie d'une délégation d'administrateurs de media d'information du Canada. Il sera accompagné de Roger Lemelin, grand amateur de techniques maoïstes, et du compère Jacques Francoeur, dont **Le Soleil** se lève à l'est. Tout ce beau monde passera 15 jours en Chine populaire pour voir un peu comment on pourrait construire le socialisme ici.



PAUL DESMARAIS

Une pièce de Tremblay à New York

Après l'étonnant succès qu'a remporté "Hosanna" à Toronto, la pièce de Michel Tremblay que la critique montréalaise a boudée, prend la route de New York. C'est la première fois qu'une pièce de Michel Tremblay sera jouée sur une scène américaine. Puisqu'il est question de Michel Tremblay, on apprend que le journal américain International Herald Tribune publié à Paris affirmait récemment que "Les Belles soeurs" est le meilleur spectacle étranger qui a été présenté à Paris au cours de la dernière saison. Toutes ces bonnes nouvelles ont fait dire à Michel Tremblay que "si la pièce avait été un flop à Paris, la presse québécoise aurait dit que Michel Tremblay s'est cassé la gueule. Comme ç'a été un succès, on dit le théâtre québécois fait une percée importante à Paris!"



Siffler en travaillant

S'il faut en croire un dossier publié par le Bulletin populaire, les boss de la General Electric préfèrent l'employé qui présente les caractéristiques suivantes: aimer les sports de masse comme le hockey et le football, la télévision, les sorties fréquentes; avoir une vie sexuelle mouvementée; détester le théâtre; être peu porté vers la lecture et être réticent à travailler avec d'autres. Le dossier cite aussi les moyens utilisés par les grosses compagnies pour stimuler la productivité des employés. Plusieurs patrons louent le système de musique Musak, qui diffuse durant les heures de travail une musique qui provoque un rythme plus cadencé, tout en maintenant les employés "de bonne humeur". D'autres utilisent la technique des couleurs. Il s'agit de peindre les murs de l'usine de couleurs vives et différentes. Le rendement, semble-t-il, s'en trouve amélioré.

"La Québécoise d'aujourd'hui"

Une série de rencontres a été préparée à l'intention des femmes du quartier Ahuntsic à Montréal. En effet, l'Union des familles d'Ahuntsic inc., organisme d'éducation et d'action familiale, a organisé une série de rencontres avec des professeurs et des animateurs en collaboration avec le Service d'Education aux adultes (CECM). Ces rencontres ont pour but de permettre aux femmes de se renseigner sur toutes les questions qui les préoccupent à l'heure actuelle. En plus de ces réunions qui portent le nom "La Québécoise d'aujourd'hui, l'Union des familles d'Ahuntsic inc. offre des cours d'artisanat, de ceinture fléchée, de décoration intérieure et de yoga. Pour les enfants, on propose des cours de folklore. Rappelons que l'Union a aussi son club de l'âge d'or, un groupe de familles à parent unique et un service de gardiennes. Il faut s'adresser au Centre récréatif Saint-André apôtre, 215 ouest rue Prieur.

Le fief de l'autre Ryan

A Montréal-Nord, fief du maire Yves Ryan, le véhicule de la pensée officielle a toujours été le Guide de Montréal-Nord. Toutefois, depuis quelque temps, un nouvel hebdomadaire a fait son apparition: Le Citoyen. Dans sa plus récente parution, Le Citoyen demande au maire Yvan Ryan combien d'argent a été versé au Guide de Montréal-Nord depuis 1970, sous forme de publicité ou autre. "Il y va de l'intérêt public de connaître les liens qui existent entre le Guide et l'administration Ryan", conclut le journal. Une affaire à suivre. De toute manière, les Ryan sont des hommes à fief. L'un exerce ses tendances seigneuriales au Devoir, l'autre à Montréal-Nord.

Le "français" qui vient (peu) du froid...

Le Consulat de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques à Montréal est plus fort sur le bilinguisme russo-anglais que sur l'autre bilinguisme que vous savez. Da! Realpolitik!

Avec un peu de chance, si vous mettez les pieds au Consulat, on vous parlera français. Mais c'est pas sûr. Les rares parlant-français du Consulat peuvent très bien être au restaurant ou en commission quelque part. Et alors, vous devrez parler russe, anglais, repasser ou vous intéresser à d'autres pays.

Qu'en conclure? 1) Brejne n'a pas lu le bill 22, ce qui est l'humiliation suprême pour Bourassa et Cloutier;
2) le communisme ne parle probablement que fort peu français, ce qui devrait calmer la police canadienne. Ainsi, la RCMP pourra se reposer et ses agents pourront éviter d'aller placer des bombes qui risquent de leur éclater dans les mains. Ca salit inutilement les réputations.

Marc Carrière dans l'enseignement?

Nous affirmions la semaine dernière que Marc Carrière était un ancien nationaliste. De nouveaux renseignements nous permettent d'affirmer que Marc Carrière, le grand patron de chez Dupuis Frères, est toujours nationaliste. La preuve: il donnerait des cours de français à des hauts fonctionnaires fédéraux, à Ottawa. Tout ça pour l'unité nationale. Il est donc toujours nationaliste, mais à la "Canadian" plutôt qu'à la québécoise. D'autre part, on s'est laissé dire que s'il avait pu prendre part à la campagne de Boutin dans le comté de Johnson et promettre aux électeurs un magasin Dupuis à Saint-Pie de Bagot, par exemple, Maurice Bellemare aurait pu être battu. On s'explique mal que Paul Desrochers n'y ait pas pensé...

Dans Québec-Presse vos cartes d'affaires

SONT REMARQUEES

Appelez Michelle Simard

381-1385

Service de la Publicité

EDITORIAL

La confusion comme arme de gouvernement

C'est dans les moments de crise, surtout, que le contour du vrai visage de la vraie vérité apparaît avec le plus d'exactitude. C'est aussi à ce moment-là qu'il faut se méfier, plus particulièrement, des déclarations de ceux qui ont intérêt à ce que cette vraie vérité n'apparaisse pas. Quand Bourassa dit, par exemple, "Je suis un homme de gauche", c'est qu'il veut désamorcer ce que représentent les idées de gauche et que quelque chose, quelque part, fonctionne mal.

Il importe alors de regarder la vie. Celle qu'on vit. Jour après jour. En se méfiant des mots pour mieux examiner la réalité. Celle, par exemple, de ce Québécois qui, chaque matin, quitte son appartement où il y a juste ce qu'il faut et un peu moins; quitte sa rue un peu sale, entassée et sans arbre, pour entrer dans un paradoxal building plantureux du centre de Montréal ou du gouvernement du Québec, à Québec.

Ce Québécois, qui a mis son habit propre, sait au trente sous près combien il a dans ses poches, après avoir mis de côté son "deux" pour l'Inter. Et il passe sept ou huit heures dans son building ultra-moderne: tapis mur à mur, insonorisation, ascenseurs, boss bilingue ne parlant vraiment qu'anglais et, souvent, vue panoramique sur la ville. Avec musique de fond. Building oblige: il portera un je ne sais quoi de "in" dans son vêtement et sourira, "Dieu vous aime"!

Ce qu'il fait là? Il gagne sa vie. Aprement. Puis, le soir, il se glisse tranquillement dans la cohue, s'y insère discrètement, enfile sa petite misère bien à lui, le plus cachée possible, "individuelle". Un peu honteuse, comme si lui seul en était affligé.

$1 million en prime

Le soir, chez lui, à l'abri, entre Lise Payette et une de celles "qu'on boit chez nous", l'idée le frappe sournoisement: le coût de la vie. De celle qu'on paie. Et là, les choses se détraquent. La machine dérape.

Comment, en logique, comprendre que l'honnête citoyen qu'il est a de la difficulté à payer ses oeufs alors même que l'annonceur de la télévision vient de lui dire, sur un ton neutre, que quelques millions d'oeufs ont été déversés dans les dépotoirs! Comment concilier un haut taux de chômage avec cette autre nouvelle: c't'année, les bleuets pourrissent dans les champs! On jettera peut-être aussi du poulet et de la dinde. Comment concilier le building luxueux où il va travailler et l'appartement étroit qu'il habite, où il gèle en hiver et où il sue en été, et qu'il a meublé à crédit? Comment comprendre que le même Drapeau qui refuse d'indexer les salaires de certains employés municipaux offre en même temps un cadeau d'un million de dollars à un constructeur déjà richard, s'il termine à temps le stade olympique?

Qui, alors, peut offrir une réponse à ces questions? Les détenteurs du pouvoir public, qui doivent normalement assumer une large part de la responsabilité, se disent "à gauche", après avoir emprisonné les dirigeants syndicaux et proclamé les Mesures de guerre!

Le mensonge est à droite

D'abord démêler les choses: la droite, c'est ce groupe de gens qui font leurs choux gras d'une situation générale pénible et, surtout ceux-là mêmes qui détiennent des pouvoirs. Trudeau et Bourassa sont ceux-là.

La gauche, c'est ce groupe de citoyens qui, conscients, s'informent, contestent et agissent pour que la société soit moins inique et qu'on cesse, au même moment, de fabriquer des skidoos et de jeter des oeufs.

Ne pas confondre: la gauche n'est pas la droite, et inversement. Et M. Bourassa devrait pourtant savoir, avant de parler trop fort, que le mensonge est à droite. Il le sait d'ailleurs très bien, comme il sait que la confusion est une arme de gouvernement. Quand ce gouvernement est, justement, de droite.

Le comité de rédaction
par Jacques KEABLE

LECTEURS

Non à l'indexation, oui aux salaires

Vous êtes chanceux vous autres, syndiqués, qui avez le pouvoir de demander l'indexation au coût de la vie; nous, les gardes de sécurité, on est "indexés" mais on n'est pas "payés" (vous comprenez..., ou plutôt, vous saisissez?)

Vous: "Non aux injonctions, oui à l'indexation".

Nous: "Non à l'indexation, oui aux salaires" (surtout ceux de la CTCUM).

Autre chose: à propos de votre édition Québec-Presse du 1er septembre '74, véritablement d'un bout à l'autre (queq'fleurs!) A l'avenir, parlez donc un peu (plus!) de nous autres (et tous les autres!), "NOUS", les "super" (...) travailleurs ... à $2.10 de l'heure.

Camaradement vôtre!
Réal Pelletier,
Montréal.

Votre journal ne vaut plus 5 cents

Comme on avait toujours lu votre journal à $0.35 pour vous donner notre aide, nous avons risqué encore $0.35 sur votre nouveau journal avec les portraits de Bourassa et de Caouette, etc.

On voit bien que le fameux Lacroix des Iles-de-la-Madeleine vous a fait peur et que vous voulez "licher" Power Corporation. Pour nous, fini Québec-Presse. On aime mieux donner $0.35 au Jour qu'à votre journal au portrait de Bourassa qu'on voit trop souvent gratis.

Donc, ne vous fiez plus sur nous. Votre journal ne vaut plus $0.05!

Un groupe de Sherbrooke
Prov. Qué.
par R. Leblanc

L'impôt, un bel exemple du fédéralisme rentable

Ayant investi un certain montant comme part sociale dans une caisse populaire et dans des caisses d'entraide économique, le Ministère fédéral du Revenu refuse d'accepter comme déduction sur mon rapport d'impôt les frais de financement occasionnés par ces placements, tel qu'indiqué dans son propre guide à l'article 31A dernier paragraphe.

Sans doute par inadvertance, l'un de ses fonctionnaires a sorti le chat du sac en me disant que les caisses Populaires, les caisses d'Entraide Economique et autres du même genre ne sont pas reconnues par le fédéral comme organismes de placements, étant des créations provinciales québécoises. Pourtant, le Ministère fédéral du Revenu ne se gêne pas pour imposer ces sociétés de même que les sociétaires. Ce même fonctionnaire m'a dit que si ces investissements avaient été faits par le truchement d'une banque à charte, d'une compagnie de finance ou d'un trust à charte fédérale, les frais de finances auraient été acceptés comme déduction. Qu'il est beau notre fédéralisme rentable, ne trouvez-vous pas?

Est-ce que les autorités fédérales craignent à ce point les milliards de nos caisses populaires et de nos caisses d'économie? Peut-être ont-ils raison car ils savent parfaitement que ce sont ces organismes qui financeront éventuellement l'indépendance du Québec. Pour ma part, lorsque j'ai quelque dollars à investir, je me fais un devoir d'encourager ceux-là mêmes qui contribueront à libérer les Québécois du joug devenu insupportable d'un gouvernement étranger, celui d'Ottawa.

Pour en revenir au frais de placements, la Division des Décisions, à Ottawa, a préféré ne pas se mouiller les pieds en rejetant ses responsabilités sur les épaules de fonctionnaires subalternes, au bureau du district local à Québec. Ici, on évoque l'article 18.1 de la loi qui se lit comme suit:

"Dans le calcul du revenu du contribuable, tiré d'une entreprise ou d'un bien, les éléments suivants ne sont pas déductibles.

a) Un déboursé ou une dépense **SAUF** dans la mesure où elle a été faite ou engagé par le contribuable en vue de tirer un revenu des biens ou de l'entreprise ou de faire produire un revenu aux biens ou à l'entreprise" (Sic).

Est-ce que le fait de déplacer un montant d'argent d'un compte d'épargne, à un taux d'intérêts de 4 1/2 pour cent, pour le placer à du 8 ou 10 pour cent ne répond pas aux exigences du paragraphe (a) ci-haut? Est-ce que le Ministère du Revenu national ne bénéficie pas de la différence des intérêts ainsi acquis par le truchement des impôts? De deux choses l'une: ou il y a une mauvaise interprétation de la loi, ou bien il y a un sous-entendu que l'on se refuse à dévoiler, craignant des répercussions malheureuses.

Que l'on ait donc la franchise et l'honnêteté de dire la vérité en ajoutant un paragraphe à l'article 31A du guide mis à la disposition des contribuables aux fins de l'impôt, paragraphe qui se lirait à peu près comme ceci:

"Ne sont pas déductibles les frais de finances sur les placements effectués par l'entremise des caisses populaires, caisses d'Economie ou tout autre organisme coopératif québécois."

Etant donné la mise au ban de ces sociétés, celles-ci ne devraient pas être autorisées à émettre la fameuse Formule T5 à l'intention de l'impôt fédéral.

Aux prochaines élections provinciales, j'espère que les victimes de cette législation à sens unique demanderont des comptes à notre soi-disant infaillible premier ministre québécois et à ses supporteurs. Les organismes coopératifs québécois et leurs milliers de sociétaires ainsi spoliés exigeront de nos ministériels qu'ils définissent ce qu'ils entendent par leur fédéralisme rentable. Une explication évasive ou négative de leur part pourrait fort bien causer une mauvaise surprise au parti qui a usurpé le pouvoir en octobre 1973 en utilisant des slogans frauduleux et mensongers tels: LA SOUVERAINETE CULTURELLE et le FEDERALISME RENTABLE.

Ronald Roy,
Charlesbourg.

Politesse d'un arbritre de lutte

"Je te demande de ne pas lui mordre le pouce...
Je te prie de ne pas lui démancher l'épaule...
Je te sollicite de ne pas lui fracturer la mâchoire...
Je te supplie de ne pas lui égrener le poignet...
Je t'implore de ne pas lui perforer l'abdomen...
Je quémande que tu ne lui arraches pas cette oreille-là...
Je t'invite à ne pas lui incendier le visage...
Je désire que tu ne lui écrases pas le scrotum sur le poteau...
Je souhaiterais que tu ne lui crèves pas les yeux avec ce clou...
J'aurais envie de postuler que tu ne lui casses pas le cou...
Excuse-moi de te déranger: tu me ferais plaisir si tu le laissais respirer encore une fois...
Un, deux, trois, tu as gagné!!!"

Armand Croteau,
Montréal.

Crime contre l'humanité

Les journaux de la semaine dernière nous révélaient que des millions d'oeufs avaient été jetés aux rebuts. Y a-t-il trop de nourriture dans ce monde?

Le ministre de l'Agriculture, M. Toupin, nous déclare candidement: "Les oeufs, on ne peut pas les entreposer longtemps."

Non, M. le ministre, mais vous les entreposez assez longtemps pour qu'ils ne soient plus mangeables.

Quels sont les coupables? Quelles accusations seront portées contre eux? Négligence criminelle? Banditisme? Mauvaise administration? Gaspillage?

Nous avons deux ministres de l'Agriculture, Toupin à Québec et Wheelan à Ottawa. Que font-ils? Toupin pensait que Wheelan s'en occupait et Wheelan pensait que c'était Toupin. Deux poires que l'on paie $40,000.00 par année.

Recevront-ils une injonction leur enjoignant de ne plus gaspiller de nourriture? J'en doute, les injonctions, c'est pour les travailleurs. Le système pourri qui prétend nous administrer ne s'occupe pas de ces crimes contre l'Humanité. Il y a des gens intouchables au Canada et au Québec.

Que fera Jérôme Choquette et les 100 autres concombres à Québec? RIEN.

C'est ça la société juste de Trudeau et Bourassa.

Jules Lebeau,
Montréal.

Bourassa et le jour où . . .

A propos de "l'arrivée des jeunes sur le marché du travail" dont il est question dans la très intéressante entrevue de monsieur Bourassa, ne croyez-vous pas que:

1. le jour où les mères de familles et les étudiants seront considérés comme des travailleurs (producteurs au moins autant que les fonctionnaires,) et recevront comme tels une rémunération;

2. le jour où les pères de famille ne pourront cumuler deux emplois ni faire du temps supplémentaire à cause de leurs obligations d'éducateurs de leurs enfants, et

3. le jour où tous les services seront accessibles vingt-quatre heures par jour, sept jours par semaine grâce à un roulement d'équipes.

Ne croyez-vous pas que ce jour-là le chômage aura disparu?

Félicitations au nouveau Québec-Presse.

Claude Lefrançois,
Montréal

"Il faut être adulte", ouais!

On dit qu'il faut développer le sens de la critique, c'est ce que je fais à l'instant.

Depuis quelque temps la Commission scolaire fait une publicité tapageuse et "coûteuse" en offrant un service d'éducation aux adultes et selon Yvon Deschamps "il faut être adulte." N'est-ce pas une façon de se moquer des gens? A mon avis, c'est de l'aberration mentale, c'est tomber dans le ridicule!!! On dirait que cette Commission scolaire ne sait pas quoi faire de son argent.

Et pour comble, ces cours ne sont pas gratuits, c'est de la publicité trompeuse. Une heure de cours par semaine c'est bien juste le temps de s'installer et de repartir aussitôt. Je parle de peinture.

Ces cours sont-ils organisés pour occuper temporairement les professeurs congédiés, pour les tenir en respect? Pourquoi ne pas donner des cours sur la politique, sur laquelle les gens ordinaires ne sont pas renseignés. Egalement, sur le syndicalisme et aussi sur l'histoire du Québec que nous connaissons mal? Afin que les Québecois sachent "QUI ils sont".

Vous êtes pas tannés de mourir, bandes de caves???

Anita Labonté,
Longueuil.

CKVL bat en retraite

Entre l'animateur "je, me, moi" qu'est Mathias Rioux de CKAC et Gilles Proulx à CKVL, la radio nous offrait enfin des choix en ce qui concerne les émissions de lignes ouvertes. CKVL n'aura pas tenu longtemps. Cette station s'est empressée de se débarrasser de l'ancien candidat du PQ pour le remplacer par un avocat, militant du parti Libéral. Me Marc Trahan. Comme si le Barreau n'était pas suffisamment représenté au canal 10 et à la radio privée. Après la période Frank Shoofey, ce sera celle de Me Trahan. Je ne peux m'expliquer l'attitude de CKVL qui se vantait, dans les journaux, d'avoir été la première station à engager un indépendantiste. Gilles Proulx faisait un bon travail et nous informait sur des sujets très variés, contrairement à Mathias Rioux qui se borne toujours sur sa seule page politico-syndicale.

Pourtant, CKVL ne peut guère se vanter de diffuser la culture populaire avec ses Jarraud, (candidat fédéraliste battu) Matti, Drolet et autres personnages vulgaires. Dommage, CKVL vient de retraiter. Il est vrai que cette station du troisième âge est surtout écoutée par les retraités...

Françoise Smith,
345 Preston Drive,
Beaconsfield.

QUEBEC-PRESSE nous a manqué

Québec-Presse nous a manqué, nous sommes très heureux que vous nous soyiez revenus et plus intéressants que jamais.

Nous permetterez-vous de nous servir de votre journal pour signaler qu'une réunion a eu lieu le 28 août dernier, pour la formation d'un comité du "Tribunal de la Québecoise" dans le but de juger les coupables qui ont voté la loi "matraque 22."

Malgré la grève des transports, nombreuses étaient présentes les Québecoises qui ont répondu à l'appel d'urgence lancé par ces femmes courageuses qui ont eu l'audace de se présenter à l'Assemblée nationale afin d'éveiller l'opinion publique du danger qui menace l'existence d'un peuple qui continu à parler le français sur le sol du Québec. Nous profitons de l'occasion pour remercier toutes ces dames au coeur français.

Un mouvement d'une telle valeur mérite d'être encouragé par une publicité de la part des journaux québecois.

Tribunal de la Québecoise
Notre-Dame-de-Grâce,
Montréal

Dépêchez-vous!

La date limite pour faire une demande de PRET-BOURSE est le 30 septembre!

Le service des prêts et bourses aux étudiants du ministère de l'Éducation accorde chaque année une aide financière aux étudiants désireux d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures, et dont les ressources financières s'avèrent insuffisantes. Cette aide est attribuée aux étudiants sous forme d'un prêt garanti et d'une bourse en rapport avec les besoins de chacun.

Si vous avez demandé de l'aide en 1973-74, vous avez reçu un formulaire qui porte votre identification personnelle. Le traitement de votre demande sera plus rapide si vous complétez ce formulaire. Retournez-le dès maintenant.

Si vous n'avez pas encore votre formulaire, vous pouvez vous en procurer un immédiatement dans tous les collèges et toutes les universités du Québec ainsi que dans les bureaux régionaux du ministère de l'Éducation. Complétez-le et retournez-le dès maintenant.

QUÉBEC

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Service des prêts et bourses aux étudiants
Edifice G, 22e étage, Québec G1A 1J6
Tél.: 643-3750

L'enfance difficile de l'Etat québécois

par Robert-Maurice Migner
(collaboration spéciale)

HAMELIN, Marcel. **Les Premières Années du parlementarisme québécois (1867-1878).** Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1974. XII + 386 pages.

Quiconque s'intéresse à l'actualité et à l'avenir de l'Etat québécois ne peut que se passionner pour les origines de cette institution politico-légale. Cependant, jusqu'à la parution récente de l'ouvrage de Marcel Hamelin, le lecteur intéressé, le chercheur, le journaliste avait peu de chose à se mettre sous la dent.

Ils pouvaient certes lire ou relire quelques tomes de la fresque de Robert Rumilly mais ils risquaient de se perdre dans les avenues parfois ombragées et souvent partiales de cette longue chronique. Se référaient-ils aux solides études spécialisées d'Andrée Désilets sur le parti conservateur de l'époque confédérative ou de Jean-Paul Bernard sur la pensée et l'action des Rouges ils ne trouvaient effectivement que peu de réponses aux questions qu'ils se posaient sur la naissance et les premières années de l'Etat québécois. C'est à cette lacune historiographique que le professeur Marcel Hamelin a décidé de s'attaquer. Ce qu'il a réussi avec un succès remarquable.

Un tour de force

Le livre qu'il présente aux lecteurs québécois est une thèse de doctorat d'histoire, genre généralement austère, voire repoussant, à cause de la nécessité des démonstrations rigoureuses et du lourd appareil scientifique que la tradition académique exige. Mais par son style à la fois précis et imagé, par le rythme qu'il a su imposer à son récit historique et par la discrétion des notes bibliographiques, Marcel Hamelin a réussi le tour de force de rendre sa thèse accessible à un public qui dépasse largement la brochette de spécialistes auxquels s'adressent la plupart du temps ces thèses universitaires. Car chez Hamelin, et le lecteur s'en réjouira, l'historien est talonné de près par l'écrivain.

Le développement économique

Dans son ouvrage, Hamelin nous démontre que le développement économique de la province a été la question la plus fréquemment et passionnément débattue par ces parlementaires aux longs favoris. Ce thème revenait dans la plupart des discours, comme un ***delenda est Carthago.*** *On cherchait alors à industrialiser le Québec afin d'enrayer l'émigration des Canadiens français vers les Etats-Unis. Et les hommes politiques ne cessaient de réclamer capitaux, marchés et outils de développement afin de faire entrer le Québec dans la révolution industrielle. On comprendra facilement la hâte des générations suivantes à concéder les richesses naturelles québécoises à tout capitaliste promettant une usine.*

Le professeur Hamelin souligne également la dépendance de Québec envers Ottawa. Cette infériorité s'explique facilement. C'est d'Ottawa que Québec recevait ses précieux subsides, véritable ossature de son budget. Cette dépendance était aussi accentuée par les liens très étroits entre politiciens provinciaux et fédéraux. C'est l'époque, ne l'oublions pas, du double-mandat: un politicien pouvait siéger comme député à Québec et à Ottawa. Enfin, le gouvernement fédéral pouvait désavouer les lois des législatures provinciales. Et Sir Macdonald ne s'en gêna pas.

Privilèges des Anglais

La question des privilèges de la minorité anglo-québécoise, surtout en matière d'éducation, fait l'objet de pages serrées de Marcel Hamelin. Il nous rappelle que les Anglo-québécois ont même réussi à saborder le premier gouvernement québécois, celui de Cauchon, à causes de ses positions au sujet des droits scolaires des anglophones que ceux-ci, plus méfiants que jamais, jugeaient trop radicales. On se croirait en plein débat sur le projet de loi 22! Marcel Hamelin décrit également les tensions fédérales-provinciales. Ceux qui croyaient que ces conflits remontaient à l'époque de Maurice Duplessis reviseront rapidement leurs positions à la lecture de cet ouvrage.

Inutile de souligner le travail de Marcel Hamelin en histoire administrative. Dans ***Les Premières Années du parlementarisme québécois,*** *il reconstitue fidèlement la formation et l'évolution des divers ministères du gouvernement québécois après 1867. Ce travail pénible et patient nous est présenté, toutefois, avec toute la souplesse permise par ce type d'analyse.*

Cependant, certaines lacunes se doivent d'être soulignées. L'auteur a complètement négligé d'étudier les mouvements de protestation ou d'association, tels les syndicats ouvriers ou les groupements agricoles (comme l'Union agricole nationale) qui se développent à cette époque. Grands perdants aux yeux de l'histoire, ces mouvements ont souvent prononcé sur leur temps un diagnostic sévère qui constitue un envers de médaille que l'histoire ne peut ignorer. De plus, le professeur Hamelin n'a pas cru bon ou n'a pas réussi à expliquer les relations dynamiques entre les forces sociales et l'appareil politique québécois au lendemain de la Confédération. Ceux qui croient à la lutte des classes comme moteur de l'histoire devront extrapoler à partir des données abondantes que l'auteur nous livre.

Malgré ces deux lacunes, on peut parier que **Les Premières Années du parlementarisme québécois,** *de Marcel Hamelin, remportera quelque prix littéraire en 1974. Ce livre a l'étoffe du finaliste.*

CARTES D'AFFAIRES

Paul Unterberg
Avocat
1980, Sherbrooke, Ouest, Suite 700
Montréal H3H 1E8 Tél.: 934-0841

Benoit Kemp, o.d.
Optométriste
4980, boul. Henri-Bourassa, Est.
Montréal-Nord Tél.: 321-5682

Décary, Jasmin, Rivest et Laurin
avocats
1010, Côte du Beaver Hall
Suite 750
Montréal H2Z 1R3
866-7921

L. Ray Tétrault
Luthier
Ventes et réparations d'instruments à cordes
737, rue Louise (près boul. Roland Therrien)
Longueuil. 674-6375.

Huguette Viger
Notaire
264, rue de la Couronne, Québec
G1K 6C8 Tél.: (418) 529-5701

Jean Dicaire
Pharmacien
Centre de prescription du Québec
815, rue Provost, Lachine
4541, boul. Saint-Laurent, Tél.: 637-4441
Mtl. H8S 1M0 844-9335
Ligne directe pour l'extérieur:
1-800-361-6444

Pierre Gagnon
Assureur-conseil
Tél.: 842-1124 385 est, rue Sherbrooke
Montréal 129
Membre de l'A.P.A.V.Q.

QUÉBEC-PRESSE Pour vos cartes d'affaires, Service de la publicité: 381-1385

FEMMES DEMANDÉES

Pour sollicitation par téléphone dans la ville de Québec.

Bonne commission.

Les intéressées sont priées de s'adresser à:

Jean-Claude Pelletier

(514) 381-9936

(à frais virés)

QUÉBEC-PRESSE

Les petites annonces

"SOS - RECHERCHE - SOS: Depuis 6-7 ans, je désire me procurer des cornes de bélier (exemblème du RIN). Si vous pouvez m'aider à trouver ça, veuillez communiquer avec Gil Bertrand: 523-0724.

L'aeternitalogie
C'est une explication du super-conscient et une nouvelle méthode d'aborder les problèmes d'inquiétudes, tensions nerveuses, dépressions, etc, causés par la crainte de la mort ou la peur de la vie. (Analyse de problèmes personnels. Tél. 235-3668) L. Hotte, 114 Boteler, Ottawa, Ont., KIN5A6

AMASO
Service de rencontres, 822 Sherbrooke, Est suite 5
Marthe Gaudette, B b.a., b. péd., b. phil., lic. ès lettres.
Service sérieux pour personnes seules, intéressées à des relations durables. Informations et entrevue gratuites.
Cotisation raisonnable. Dépliant sur demande. 524-3852

MACHINES A DICTER
Sono Services Inc.
416 McGill
Montréal 125, P.Q.
Tél.: 842-4651
André E. Laberge

Les méthodes SGAV (CREDIF) pour l'enseignement des langues secondes.
Marcel Didier (Canada) Ltée
1442, Avenue McGill College,
Montréal 110, Québec.
Téléphone: (514) 288-7191
Didier

PARIZEAU

EN LIBERTÉ

L'indépendance: après le pourquoi, le comment

Pour toutes sortes de raisons, dont la moindre n'est pas l'approche de la date du congrès national du parti Québécois, les discussions se multiplient autour du même thème: le mode d'accession à l'indépendance. On peut toujours soutenir que le moment n'est pas très bien choisi, mais peu importe. Il y a trop longtemps que plusieurs aspects de cette question avaient été négligés. Qu'on cherche à les préciser ne peut être malsain.

Il y en a que ce genre de préoccupations agacent. Pour eux, la prise du pouvoir par le parti Québécois va à ce point changer les conditions de la vie politique, au Canada et au Québec, que de chercher à savoir par quel cheminement exact l'indépendance se fera leur semble un exercice futile de futurisme. Il y a du vrai dans ce point de vue. Pour une part, le déroulement des événements entre l'élection du PQ et l'indépendance est nécessairement semé d'impondérables. Il est vrai aussi qu'une telle élection aurait immédiatement d'énormes conséquences politiques.

Les questions

Il n'en reste pas moins que pour tous ceux qui ont le moindrement fréquenté les réunions ou assemblées du PQ, il doit être clair que la préoccupation du "comment" se fera l'indépendance est constante. Il s'en faut de beaucoup qu'on y réponde assez concrètement. Bien sûr, à la question fréquente "Et si l'armée entre?", on comprend que les réponses varient selon le tempérament de chacun. A celle, presque aussi fréquente, "Et si, après 4 ans, un parti fédéraliste bat le PQ, retourne-t-on comme avant?", on pourrait souhaiter un peu plus de cohérence dans les réponses. La question "Quelle monnaie?" ne peut apporter de réponses superficielles. C'est le compte en banque qui est directement mis en cause. Enfin, il est inexcusable de ne pas offrir de réponses précises et claires lorsqu'on aborde la sécurité d'emploi des employés fédéraux, les pensions de vieillesse ou celles des vétérans.

Finalement, dans ces études qui, un peu partout, sont préparées sur l'accession à l'indépendance, il me paraît essentiel de distinguer deux types d'analyses et de les garder bien distinctes.

En premier lieu, une série de gestes, de mesures de changement découlent obligatoirement de l'indépendance ou de sa préparation. Il n'y a pas vingt et une façons de procéder. Tout pays qui devient indépendant passe par là. Examiner ces mesures, les annoncer à l'avance ne relève pas d'hypothèses plus ou moins futuristes. Même si parfois, pour bien des gens qui y sont exposés pour la première fois, les réponses sont surprenantes, elles découlent inévitablement de l'indépendance.

En second lieu, certains cheminements politiques dépendent essentiellement des circonstances: du vote obtenu par le PQ, des réactions d'Ottawa par la suite, du calme ou de l'agitation au Québec et, dans une forte mesure aussi, des personnalités politiques de l'époque. On peut bien esquisser des scénarios sans trop se faire d'illusions sur leur réalisme.

La plomberie de l'indépendance

Dans la première catégorie, il faut ranger une liste considérable de sujets. C'est ainsi qu'il faut prévoir un mode de partage des actifs et des dettes du gouvernement fédéral. Enormes exercices d'évaluation dans le cas des actifs immobilisés, l'opération est évidemment beaucoup plus simple pour les actifs financiers et pour les dettes.

Certains refusent de penser au partage des dettes dans une espèce de refus global du fédéral. Dans une conjoncture de séparation brutale, cela, à la rigueur, serait concevable. Dans l'optique d'une indépendance de caractère démocratique, inutile de rêver: on récupérera les dettes avec les actifs. Et cela est normal.

Une seconde tâche consistera à préparer l'incorporation, comme sociétés québécoises, de milliers de compagnies qui ont pour l'heure des chartes fédérales ou dont la charte relève d'une autre province. La majeure partie du programme du PQ à l'égard des entreprises serait inapplicable autrement. Mais de toutes façons, il faudrait en arriver là.

Puis, sur un troisième plan, il faut être en mesure de préparer l'administration du nouveau pays. Cela comporte des tâches simples comme des transferts de registres, des tâches simples dans leur principe mais longues et minutieuses comme l'incorporation de quelques dizaines de milliers de fonctionnaires et la réaffectation de quelques milliers d'entre eux. Surtout, il faut préparer les organismes administratifs dont le nouvel Etat ne peut se passer et dont les tâches relèvent, actuellement, du gouvernement fédéral.

Un de ces organismes est la Banque centrale. Même dans l'hypothèse d'une monnaie commune, à plus forte raison dans celle d'une monnaie distincte, elle doit être en mesure de fonctionner dès le départ.

Finalement, il faut déterminer avec le gouvernement fédéral sur ce quoi les deux nouveaux pays peuvent collaborer: union douanière (avec ajustement pour les produits agricoles?), droit de transit à travers le Québec, droits de navigation dans le Golfe, etc.

Tout cela peut paraître écrasant ou inatteignable. Et pourtant un pays qui devient indépendant passe par là. Comme il faut tout de même y mettre le temps nécessaire, on prévoit donc habituellement un délai (si tout se passe dans l'ordre) entre l'acceptation du principe de l'indépendance et le jour de son entrée en vigueur.

Sans doute, dans les paragraphes qui précèdent, on a dû couper les coins assez ronds. Il y a là un champ d'examen qui ne sera bien couvert que lorsqu'il aura donné lieu à des descriptions précises et concrètes. Tant qu'une sorte de manuel n'aura pas été préparé à cet effet, il ne faudra pas s'étonner que certains orateurs indépendantistes donnent l'impression de patiner un peu devant des questions précises.

Les scénarios

Le deuxième ordre de préoccupations est celui du cheminement politique. Dans ce domaine, il faut multiplier les hypothèses, et les jalons sont beaucoup plus difficiles à poser.

Pour certains, dès son accession au pouvoir, le PQ déclare l'indépendance. Les questions techniques se régleront par la suite. On peut sourire. On voit déjà le désordre incroyable dans la perception des impôts, dans l'expédition des chèques de sécurité sociale, dans les instructions aux compagnies, etc.

Pour d'autres, les pouvoirs du gouvernement fédéral ne seraient que graduellement arrachés à Ottawa et intégrés au giron québécois de sorte qu'un jour, en pratique, l'indépendance serait faite. Cela relève d'une espèce de nostalgie des années 1960, alors que MM. Lesage et Johnson avaient réussi, pendant un temps, des opérations assez spectaculaires. Il est loin d'être certain que l'indépendance ne prendra pas un temps considérable pour aboutir de telle façon, ou même qu'au bout d'un certain temps la translation des restes ne bloque pas complètement.

La question du référendum est tout aussi incertaine. Un référendum peut être un droit de la population dans certaines circonstances et, dans d'autres, une arme de négociation pour un gouvernement. Selon les hypothèses qu'on adopte, on peut tout aussi bien ne pas avoir besoin d'un référendum que de trouver utile d'en faire deux ou trois. A chacun ses scénarios!

Dans ces conditions, il semblerait que la façon la plus simple et la plus correcte de procéder soit, dans l'immédiat, de garantir les droits des gens à être consultés. Sans entrer pour cela dans des descriptions de circonstances qui apparaîtront arbitraires tout de suite et peut-être folichonnes dans deux ou trois ans.

Il est probablement bien plus utile de poursuivre l'effort d'amener systématiquement les hommes politiques fédéraux à s'affirmer, publiquement et souvent, qu'ils acceptent que le Québec pourra accéder à l'indépendance de façon non violente. C'est ce qui s'était fait sur une grande échelle en 1972. Et cela vaudra mieux que d'imaginer ces hommes politiques fédéraux forts, faibles, unis, divisés, enragés, conciliants, minoritaires, majoritaires, ce qui est inévitable quand on commence à construire des scénarios.

Pour faveur obtenue

NOUVELLE SESSION D'AUTOMNE
débutant le 30 septembre

POUR ADULTES & ENFANTS
choix de cours en
TEXTILES-CERAMIQUE-BEAUX-ARTS
Ainsi qu'un programme d'étude de trois ans

Les 14 & 15 sept. venez à notre "OPEN HOUSE"
de 14:00 à 18:00 heures.

Demandez la brochure 488-9559
350 avenue Victoria, Westmount

ABONNEZ-VOUS À
QUÉBEC-PRESSE l'hebdo des québécois

Abonnez-vous : $15 par année ☐ $7.50 pour 6 mois ☐ $5 pour 4 mois ☐

par la poste (le lundi ☐ ou le mardi, suivant les régions)

Je désire m'abonner à Québec-Presse: 9670 Péloquin Montréal 358, Québec.

Pour une maison ou un appartement en montagne

VOIR LE
DOMAINE DES HAUT-BOIS DU MONT BRUNO
Sur la Rive-Sud, à quelques minutes de Montréal route 20 (Transcanadienne) sortie 62

UNE CITÉ DANS LA NATURE
QUI VOUS OFFRE TOUTES LES FACILITÉS D'ÉTABLISSEMENT

* UNE MAISON PERSONNALISÉE EN MONTAGNE maintenant 37 plans disponibles.
Prix à compter de $29,950.

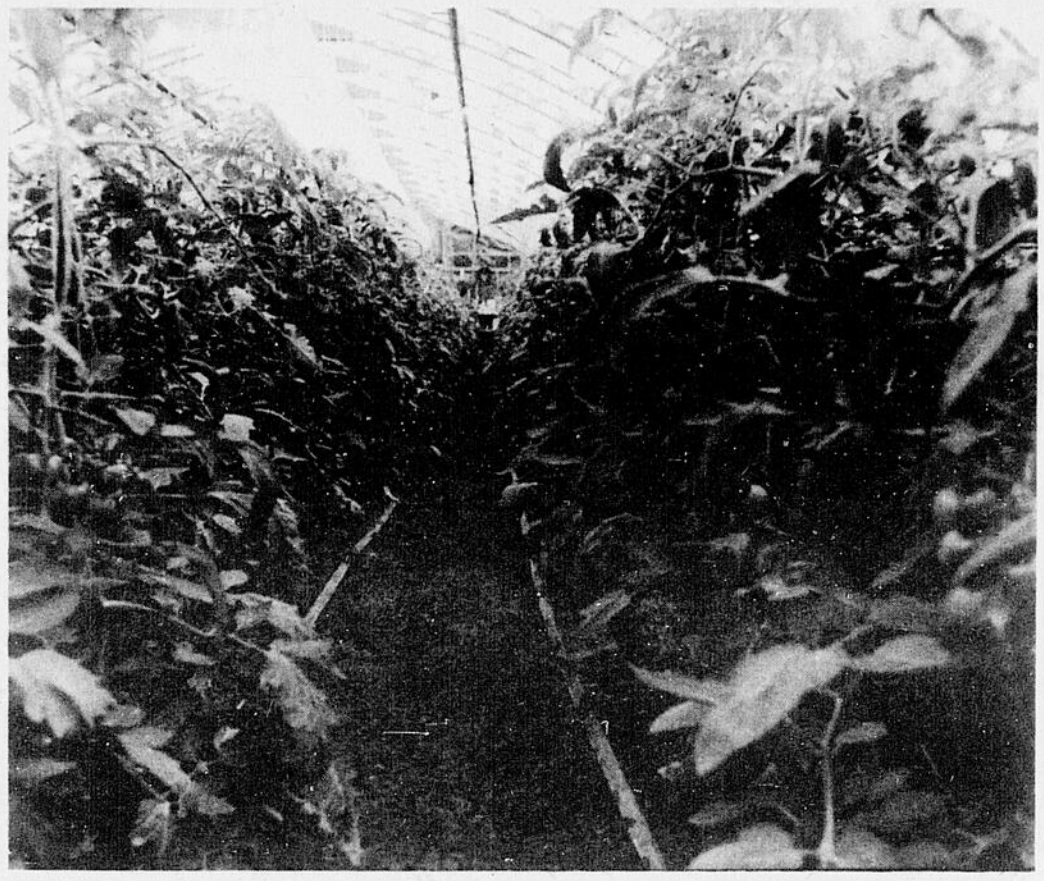
* UN APPARTEMENT TOUT-CONFORT SURPLOMBANT LA PLAINE DANS UN SECTEUR PARTICULIER
3½, 4½ pièces, $175. et plus par mois

* UN TERRAIN BOISÉ POUR CONSTRUIRE PLUS TARD VOTRE MAISON.
Payable à termes - Intérêt 7%

"LE MONT SAINT-BRUNO EST UN ENVIRONNEMENT DE FORÊTS ET DE LACS PROPICE À LA DÉTENTE ET AUX SPORTS DE PLEIN AIR"

DOMAINE DES HAUT-BOIS

ITINÉRAIRE
Par le pont Jacques-Cartier et la route 3 ou par le pont-tunnel Lafontaine, on emprunte la route 20 (Transcanadienne) pour **9 minutes** jusqu'à la **sortie 62** de Sainte-Julie où des enseignes indiquent l'endroit.



COMME ON S'Y ATTENDAIT, la récolte des tomates a rapporté $6,000 cette année.

Michel Eliott

Manseau

Une subvention "gelée"?

par Pierre Julien

Le 19 juin dernier, les membres de la coopérative de tomates en serres de Manseau apprenaient une bonne nouvelle. Un fonctionnaire du ministère des Institutions financières leur annonçait que leur demande de subvention était acceptée et que le ministre enverrait sous peu le chèque de $10,000.

Mais voilà! Nous sommes au milieu de septembre... et le chèque n'est toujours pas entré! Pourtant, il a quitté le bureau du ministre. Les gens de Manseau n'ont pas entrepris d'enquêtes auprès du ministère des Postes: ils soupçonnent le député libéral du comté, Georges Massicotte, de retenir le chèque. Ils l'ont interrogé à ce sujet et il n'a pas nié. Il s'est contenté de répondre, fort évasivement, que cela faisait un mois qu'il n'avait pas ouvert son courrier. Au même moment, l'organisateur libéral de Lotbinière, Fred Savoie, a contacté officieusement les membres de la coopérative pour leur parler d'une fête populaire au cours de laquelle le député leur remettrait le fameux chèque. Il profiterait également de la fête pour adresser quelques mots à la population.

Du capital politique

"C'te c...-là, y a jamais levé le p'tit doigt pour nous et il veut ramasser tout le crédit de l'affaire", bougonne Théophane Lavoie, mari de Yolande Lavoie, présidente du conseil de la coopérative.

L'histoire remonte au printemps, au moment où le président de la Fédération de Québec des caisses populaires Desjardins, Alfred Rouleau, faisait des pression auprès du gouvernement afin que celui-ci accorde des subventions aux petites coopératives naissantes. Des fonctionnaires du ministères des Institutions financières suggèrent alors à la coopérative de Manseau de faire une demande de subvention, soulignant "qu'il reste des fonds de tiroir". Une coopérative de pêcheurs des Iles-de-la-Madeleine fait de même et reçoit un chèque peu après. Celle de Manseau attend toujours le sien. Elle destinait cet argent au financement d'une partie de ses immobilisations, à celui de son équipement existant et à son fonds de roulement. Faisant confiance à la parole du ministre, elle dépensa le montant de la subvention: les créanciers attendent... et les intérêts augmentent.

"Si nous avions la preuve que Massicotte a notre chèque en sa possession, nous lui intenterions une action en justice pour rétention de fonds, commente Pierre Allard, coordonnateur de la coop. Mais une telle preuve est difficile à établir."

QUEBEC-PRESSE a tenté pendant trois jours de rejoindre M. Massicotte, tant à Québec qu'à son bureau de Saint-Agapit. Il doit rappeler.

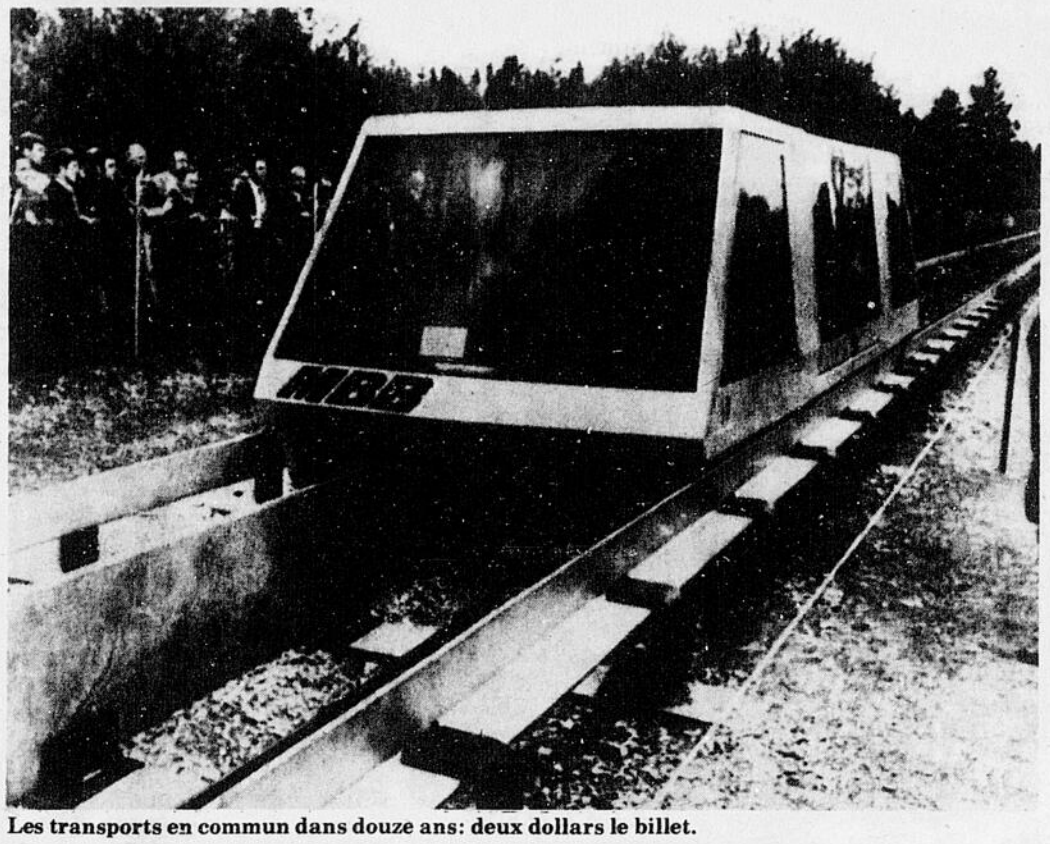
Une serre d'un acre

Entre-temps, la coop entreprend la construction d'une immense serre d'un acre. Le terrain est déjà nivelé et on commence l'érection des structures. Afin de mener à terme ces travaux évalués à quelque $122,000, on a fait appel aux ministères de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture et du Travail, en tout six organismes tant fédéraux que provinciaux. "Aucune réponse favorable ne nous est encore parvenue, note Pierre Allard, mais ça ne fait rien. On commence quand même les travaux parce que les Québécois, eux, croient en notre tentative. Note campagne de financement n'est pas encore officiellement commencée et nous avons déjà vendu pour $12,000 de parts privilégiées. La semaine dernière seulement, la population nous en a acheté pour $1,500. La serre d'une acre est formée de douze "chapelles". Nous avons assez d'argent pour en terminer deux. Le sol de ces serres sera ensemencé au mois de novembre."

La récolte des tomates de Manseau a rapporté $6,000 cet été. Ce montant est conforme à celui que les "experts" prévoyaient.

QUEBEC PARTOUT

par Pierre Julien



Les transports en commun dans douze ans: deux dollars le billet.

Québec

Un avenir reluisant

Une maison unifamiliale moyenne dans la région de Québec pourrait coûter $75,000 en 1986 et nécessiter des déboursés de l'ordre $6,000 par année pour les taxes foncières, municipales et scolaires.

Telle est la joyeuse prédiction faite par la Commission d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec (CUQ). L'étude de cet organisme s'étend aussi à d'autres secteurs. C'est ainsi qu'il pourrait en coûter $10 par jour pour stationner une voiture dans le centre-ville dans 12 ans, tandis que le prix du passage dans les véhicules du transport en commun grimperait à $2.00.

Cette vision optimiste de l'avenir ne s'arrête pas là. L'espace manquant, les touristes délaisseraient Québec et les autorités seraient forcées de livrer une partie des Plaines d'Abraham à la construction. L'accroissement du taux de pollution aurait pour effet de quadrupler le nombre de maladies nerveuses, les hôpitaux ne suffiraient plus, tandis que la criminalité et les suicides augmenteraient considérablement. La Commission d'aménagement cite d'autres bienfaits de la civilisation mais l'espace nous manque pour les énumérer tous. L'avenir est plein de promesses, et le ministre de l'Environnement répète que le gouvernement fait des efforts pour améliorer la qualité de la vie. C'est vrai que les efforts, c'est important.

"Droit de parole"

Un nouveau journal est né dans les quartiers Saint-Roch, Saint-Sauveur et Champlain dans la basse ville de Québec. Pierre Péladeau n'y est pour rien. Power Corporation non plus. C'est justement en réaction contre le contrôle des media par les monopoles qu'un groupe de comités de citoyens a mis sur pied **"Droit de parole"** afin de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas. Voué à la promotion du milieu par les citoyens, le mensuel tire en ce moment à 5,000 exemplaires. On prévoit déjà une plus large diffusion mais pour ce faire, il faut compter sur les abonnements de soutien car le journal est distribué gratuitement.

Lucerne

Non à la super-ville

Le conseil municipal de Lucerne vient de dire non à la formation d'une super-ville formée de Hull, Aylmer, Deschenes et Lucerne. La raison? Les Lucernois ne veulent pas assumer un fardeau de taxes qui, d'après le conseil, serait le double de ce qu'ils paient en ce moment. Autant rester peinard dans une petite municipalité. Ils refusent la fusion aussi pour une autre raison: la langue officielle adoptée par la super-ville serait le français. Or, les Lucernois ont le sens de l'avenir. Et ils s'inscrivent dans ce que notre gouvernement a eu la sagesse de prévoir, l'avenir justement, en adoptant le Bill 22.

Louiseville

Après 22 ans

Ca faisait 22 ans que les 800 travailleurs de l'Associated Textile n'avaient pas acclamé un chef syndical. Marcel Pepin a eu un instant d'émotion, dimanche soir dernier, quand il est venu féliciter les 800 nouveaux syndiqués. Car, bien avant la demande officielle d'accréditation au ministère du Travail, il suivait le dossier de Louiseville personnellement. Après les échecs de 1961 et de 1961 et de 1968, les promoteurs du syndicat ont dû employer des techniques de Tupamaros pour arriver à mettre en pratique ce droit d'association pourtant reconnu par la loi: réunions secrètes tenues dans les villes différentes, utilisation de codes, interdiction pour les organisateurs de porter sur eux les listes des membres sympathisants, conciliabules clandestins. Exactement le genre de choses que font les militants dans les pays terrorisés par des juntes militaires. Car, après le démantèlement par la force brutale des mercenaire duplessistes, en 1952, la peur s'était installée. La délation aussi. Et les décisions arbitraires de la compagnie. Mais le mépris n'a toujours qu'un temps. Une compagnie qui accorde des augmentations annuelles de $0.13 crée les conditions idéales pour se voir opposer, tôt ou tard, un syndicat. Espérons qu'il saura rattraper ces 22 années qu'on lui a ravies à coups de crosse.

Acton Vale

Vote de non-confiance au maire

Le conseil municipal d'Acton Vale a adopté, à l'unanimité moins une voix, un vote de non-confiance à l'endroit du maire Henri Boisvert, qui dirige les destinées de cette municipalité de 4,500 personnes depuis huit ans. Si on en juge par le texte de la résolution, on constate que les conseillers en ont épais sur le coeur. Le proposeur, Jacques Jetté, accuse le maire de s'être prévalu de ses influences pour contrecarrer les projets du conseil, d'avoir attaqué le service de la police sans raisons valables, de projeter dans le public une fausse image de l'administration municipale, d'avoir usé d'interférence personnelle dans l'attribution d'un contrat de vidanges. Et le reste et le reste. Enfin, on l'accuse de s'être absenté de toutes les réunions de comités depuis deux ans. Le maire d'Acton Vale n'a pu se défendre de toutes ces accusations: il était absent.

On attend la décision de la Donohue pour que le projet d'un complexe forestier intégré puisse démarrer.

Saint-Félicien

La ronde des délais

La compagnie Donohue devait annoncer, le premier septembre, si elle participait ou non à l'implantation du complexe papetier de Saint-Félicien au Saguenay-Lac-Jean. Le ministère des Terres et Forêts et la population locale attendent cette décision depuis plusieurs mois. Or, la compagnie n'a rien annoncé du tout, estimant qu'il lui faut un autre quatre mois pour bien mûrir sa décision. Et le gouvernement lui a accordé encore une fois ce nouveau délai. La population félicienne gronde. Le journal local, L'Etoile du Lac, tonne: "Quand donc le ministère des Forêts acculera-t-il la Donohue au pied du mur, pour la forcer à dire clairement et définitivement ce qu'elle veut faire ou ne pas faire à Saint-Félicien?" Mais le gouvernement ne force personne, surtout pas les compagnies (la Donohue est contrôlée par la Société générale de financement pourtant). Afin que le projet d'un complexe forestier intégré démarre, il faut que toutes les parties intéressées (scieries, exploitants de bois, etc.) précisent leurs intentions. Rien ne pourra être entrepris tant que la Donohue ne précisera pas les siennes. Et cette compagnie peut très bien annoncer, dans quatre mois, qu'elle n'a pas l'intention de participer au projet. Qu'arriverait-il dans une telle éventualité? Le ministre Kevin Drummond, qui a réponse à tout, déclare simplement qu'il étudiera la possibilité de contacter un autre investisseur. Mais, entretemps, tout est bloqué.

Trois-Rivières

Duplessis toujours vivant...

C'était l'époque où la province était dirigée par un vrai chef.

L'ancien premier ministre du Québec, Maurice Lenoblet-Duplessis, est encore bien vivant dans le coeur de bien des gens. Pour commémorer le quinzième anniversaire de sa mort, survenue on s'en souvient à Schefferville en 1959 la Société des amis de Maurice Duplessis a fait chanter un service, dimanche dernier, à la cathédrale de Trois-Rivières. Tous les bancs de la cathédrale étaient occupés mais de méchantes langues nous ont dit qu'il y avait une personne par banc. Quoi qu'il en soit, on a remarqué la présence de Jean-Noël Tremblay, pilier de la Société et peut-être son futur aumônier ainsi que celle de Mlle Auréa Cloutier, qui fut pendant plusieurs années la secrétaire particulière de M. Duplessis. Notons que le pont du même nom, qui relie Trois-Rivières à Cap-de-la-Madeleine, est toujours en place, le communisme étant en régression au Québec. Quant à l'autre pont construit tout à côté, plus large et plus moderne, il a été question dans les milieux officiels de le baptiser du nom de Maurice Bellemare. C'est finalement le nom de Pierre Radisson qui l'a emporté.

Le lourd héritage génétique du Québec

par Paul Terrien

QUEBEC - La condition historique du Québec, replié sur lui-même après la Conquête, a eu, entre autres effets, le résultat de créer ici une incidence de maladies génétiques plus élevée qu'ailleurs au Canada.

Le ministère des Affaires sociales, qui a créé un "réseau de médecine génétique" qui regroupe quatre centres hospitaliers universitaires, a déjà identifié, depuis quatre ans, certaines maladies qu'on peut attribuer à la consanguinité et qu'on retrouve même en plus grand nombre dans certaines régions.

Le Dr Claude Laberge, de la clinique de médecine génétique du Centre hospitalier de l'université Laval, parle même, dans la revue du ministère des Affaires sociales, des "risques d'être Canadien français".

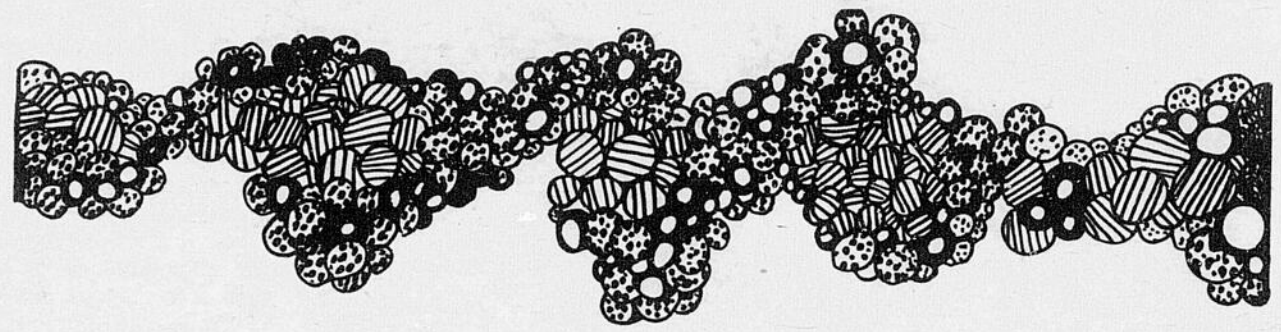
Car, souligne-t-il, "environ 5,000 individus différents ont fondé le Canada français. Au bout de 12 générations, nous sommes devenus 5 millions presque sans apport de l'extérieur. Nous ressemblons donc encore à nos ancêtres sans compter que certains d'entre eux ont contribué plus que d'autres à l'accroissement de la population: on estime par exemple que 80 à 90 pour 100 des Canadiens français ont au moins un Tremblay dans leur arbre généalogique".

Tous cousins

Le Dr Laberge en conclut que "en un sens, les Canadiens français sont presque tous cousins".

Cette homogénéité génétique relative, à cause de la consanguinité – liens de parenté plus ou moins étroits chez un couple – expose les Québécois à un risque plus grand de maladies génétiques (ou héréditaires) que les Ontariens ou les Manitobains, par exemple.

Car tout individu porte en lui des gènes défectueux; si ce gène rencontre, dans sa descendance, un autre gène imparfait du même type, l'effet néfaste s'en trouve doublé.



Maladie des sociétés fermées

Le même phénomène a été constaté dans plusieurs autres groupes sociaux plutôt fermés: une tribu d'Indiens de l'Ouest canadien est affectée par une luxation congénitale de la hanche; les Noirs américains souffrent en nombre exceptionnel d'anémie à hématie-Falciforme ("sickle-cell" anemia"); les communautés juives de la maladie de Tay-Sachs, etc.

Les maladies régionales

Parmi les "maladies québécoises régionales", on a par exemple remarqué, dans la région du Lac-Saint-Jean et de Charlevoix, une incidence suspecte de tyrosinémie, qui se caractérise notamment par l'apparition de la cirrhose du foie chez le nouveau-né.

On a aussi cru remarquer dans la région de la basse Côte-Nord un taux élevé de maladies des yeux qui serait attribuable à la consanguinité. Un ophtalmologiste de Québec poursuit présentement sur la basse Côte-Nord l'étude de ce phénomène sur lequel on ne possède encore aucune statistique sérieuse.

Le ministère des Affaires sociales a aussi accordé une attention spéciale à la phénylcéthonurie, maladie métabolique qui peut dans certains cas occasionner des retards mentaux. Cette maladie particulière se manifeste, de façon générale, plus souvent chez les Anglo-Saxons que chez les descendants de Français.

Ces maladies génétiques n'ont aucun rapport avec les maladies vénériennes qui, elles, sont infectieuses, et dont l'incidence au Québec est inférieure à la moyenne canadienne.

Incurables

Bien que les maladies génétiques ne touchent pas une très grande partie de la population, elles constituent quand même un fardeau considérable pour l'Etat puisque la plupart d'entre elles sont incurables et nécessitent l'hébergement de la personne atteinte durant 30 ou 40 ans. On estime donc, en termes uniquement financiers, que le coût du dépistage de ces maladies est inférieur à celui de l'hospitalisation.

Dans les quatre centres du réseau de médecine génétique, on offre aux futurs ou nouveaux couples des consultations "génétiques", par lesquelles on tente de prédire les "risques" de maladie génétique chez les enfants éventuels.

On évalue, de façon très approximative, le "risque habituel" à 2 pour cent; en situation de consanguinité, il est généralement accepté que le risque double; s'il s'agit de "porteurs sûrs" de tares génétiques, le taux de risque peut être de 10 pour cent et même aller jusqu'à 50 pour cent dans le cas de gènes dominants. Au-delà de 10 pour cent, on déconseille la procréation.

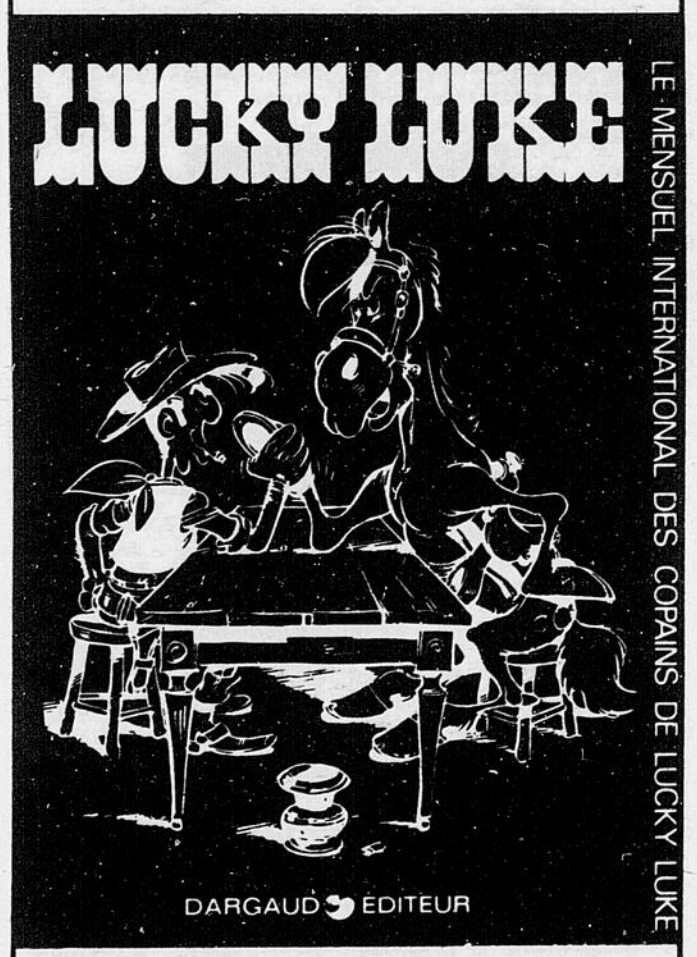
Grâce à son nouveau programme de dépistage, le ministère des Affaires sociales rejoint de 90 à 92 pour cent des nouveau-nés québécois. Dans 135 des 147 hôpitaux du Québec, on prélève des échantillons d'urine et de sang avant que le nouveau-né ne quitte l'hôpital, généralement à l'âge de 5 jours. Si ces examens révèlent une anomalie héréditaire, l'hôpital prend l'enfant en charge.

$500,000

Ce programme de dépistage coûte environ $500,000 par année au ministère des Affaires sociales, soit environ $2.50 par nouveau-né, a-t-on calculé au ministère. Le Centre hospitalier de l'université Laval, le centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, l'hôpital Sainte-Justice (affilié à l'université de Montréal) et le Montreal Children's Hospital (affilié à l'université McGill) sont à la base du réseau de médecine génétique.

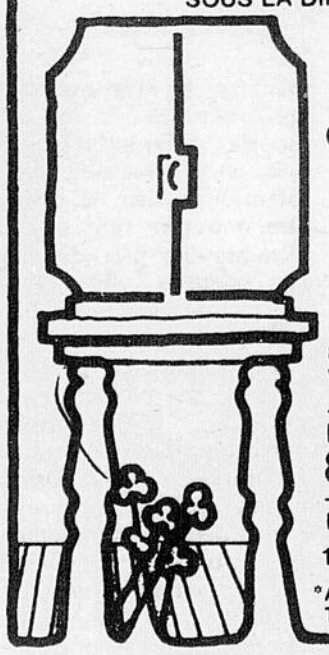
Malgré l'efficacité de ce réseau, on admet que les véritables solutions au problème de la consanguinité sont difficiles et délicates. Comment convaincre, en effet, un jeune de Blanc-Sablon qu'il vaudrait peut-être mieux pour lui de chercher une femme à Sept-Iles que chez lui?

en vente maintenant



UNE EXCLUSIVITÉ DES
DISTRIBUTIONS ÉCLAIR Ltée
DANS TOUS LES BONS KIOSQUES

COURS D'INITIATION À LA DÉCORATION INTÉRIEURE*
SOUS LA DIRECTION DES
ARTISANS DU MEUBLE QUÉBÉCOIS INC.



88 EST- RUE ST-PAUL
VIEUX-MONTRÉAL (127)

RENSEIGNEMENTS:
866-1836

DÉBUT DES COURS:
16 SEPTEMBRE 1974

*APPROUVÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

OFFRE D'EMPLOI

LA MAISON DE QUARTIER DE POINTE SAINT-CHARLES INC.

2 postes à temps plein ou partiel (selon les candidats)

A. dans le secteur "travail"
Avec le groupe "travail" déjà existant, prendre contact avec des travailleurs du quartier, organiser des rencontres, etc.

B. dans le secteur "logement-information"
Organiser avec le groupe "logement" de la Pointe Saint-Charles, des actions dans le domaine, préparer des soirées d'informations, etc.

EXIGENCES
- prioritairement des gens du quartier
- expérience dans des comités de citoyens
- connaissance pratique du secteur (logement ou travail)
- disponibilité pour suivre des sessions de formation (au Carrefour d'Education Populaire ou ailleurs)

Période d'entraînement de 3 mois.
Salaire selon l'échelle établie par l'assemblée générale.

Les intéressés(ées) doivent envoyer leur curriculum vitae ou entrer en communication avec madame Rita Bibeau à la Maison de quartier de Pointe Saint-Charles In., 1971 rue Centre, Montréal 104, Québec, d'ici le 23 septembre.

HOCHELAGA-MAISONNEUVE un quartier qui vieillit

par Louis Fournier

"Hochelaga-Maisonneuve, c'est un quartier d'ouvriers, de travailleurs. Eh bien, les trois conseillers que nous avons à l'hôtel de ville sont tous des professionnels ou des petits hommes d'affaires, à commencer par le bijoutier Pierre Lorange qui est là depuis des années. Celui-là, il a fait son temps."

Gilles Gauthier est déjà en campagne électorale. Il veut prouver que le **Rassemblement des citoyens de Montréal** est un parti de travailleurs et que les citoyens du quartier où il se présente vont se reconnaître dans le RCM.

"Je n'ai qu'une douzième année mais j'ai toujours vécu dans le coin. Et surtout, j'ai vécu les problèmes des gens du quartier, les problèmes de tout le monde."

Et quels sont ces problèmes? Dans un secteur francophone à tout près de 93%, la population a baissé de 85,000 à 73,000 personnes en 10 ans (de 1961 à 1971). Et elle a vieilli. "Le district s'en va chez le diable à mesure que les maisons vieillissent", dit Gilles Gauthier.

La moitié des logements en effet, ont plus de 54 ans. Et 89.8% des logements sont occupés par des locataires (la moyenne à Montréal est de 64.7%). Des locataires qui sont, bien souvent, de grosses familles et qui vivent dans moins de pièces que les autres Montréalais.

La fameuse autoroute est-ouest a démoli 1,358 logements en bon état. Elle a aussi rasé une vingtaine d'entreprises qui donnaient 2,000 emplois dans le quartier.

Le grand problème

"Le logement ici, c'est le grand problème, raconte Gilles Gauthier. Ce sont les problèmes de logement qui amènent d'abord les gens à vouloir quitter le quartier. Ajoutes à ça l'autoroute et le grand remue-ménage des Jeux Olympiques, ça contribue à tuer la vie de quartier. La population s'en va aussi parce que l'environnement est malsain, les espaces verts insuffisants, les loisirs quasiment inexistants."

Des solutions? Il faudrait rénover, restaurer les logements avant qu'ils ne se détériorent. Il faudrait aussi construire non pas des HLM mais des maisons unifamiliales, avec trois ou quatre chambres à coucher pour les grosses familles.

Et les espaces verts?

"Depuis 1955, explique Gilles Gauthier, Hochelaga-Maisonneuve a perdu 24% de ses espaces verts! Selon le directeur du service d'habitation et d'urbanisme de Montréal, Guy Legault, une ville devrait avoir au moins 5 acres d'espaces verts par 1000 habitants. Or, en nous enlevant 108 acres du Parc Maisonneuve (Viau) pour les Jeux olympiques, il nous reste à peu près 45 acres en tout. C'est très exactement 0.6 acres par habitant!"

Et les loisirs?

"Les patinoires sont de moins en moins arrosées l'hiver. On a deux arénas couverts mais celui de Préfontaine, par exemple, est loué par la ville à des gens de Saint-Lambert, le samedi matin. C'est-y assez fort? Les taxes des contribuables, ça sert à quoi? Et les centres de loisirs, ils sont ouverts de 9 à 5, à des heures qui ne conviennent pas. Ils sont rarement ouverts le samedi. Il faudrait que les centres soient mis à la disposition de la population en tout temps."

Comme on voit, ce ne sont pas les problèmes qui manquent dans Hochelaga-Maisonneuve. Comme ailleurs à Montréal aussi.

Il faut réagir

"On ne veut pas se plaindre tout le temps, dit encore Gilles Gauthier, mais il faut bien réagir avant qu'on soit obligé de rebâtir un autre quartier! Il faut arrêter l'autoroute, reconstruire ce qui a été démoli, augmenter les espaces verts."

La population du quartier réagira-t-elle? Une population qui, notamment, compte près de 7,000 assistés sociaux, soit 9% des habitants (à Montréal, le pourcentage est de 7.8%).

Gilles Gauthier est confiant. Il donne en exemple les résultats des dernières élections: le député Robert Burns a augmenté de 47 à 51% son pourcentage des voix. "Robert va d'ailleurs nous donner un bon coup de main pour les élections.

Mais Gilles Gauthier ne compte pas seulement sur le député Burns, ni même sur la "machine" électorale du parti Québécois. Il compte sur les militants de l'association du RCM dans le district (une centaine de membres déjà) et sur les contacts étroits qu'il faut établir avec la population.

Dans un quartier ouvrier, les travailleurs de Hochelaga- Maisonneuve vont-ils faire confiance à l'un des leurs?

SCRIBEC

45 est, rue Jarry
Montréal H2P 1S9
387-2486

SECRETARIAT
DACTYLOGRAPHIE
IMPRESSION

PHOTOCOPIE XEROX

1-3		10¢
4		9¢
5-10		8¢
11-16	copies du même original	7¢
17-30		6¢
31-49		5¢
50-70		4¢

la copie

Format légal et papier couleur: 10% en sus
Réduction à partir de 14" x 18"

IMPRESSION OFFSET

copies	8½ x 11"	8½ x 14"
100	3.25	3.75
200	4.30	5.40
300	5.40	6.50
400	6.50	8.35
500	7.55	9.15
600	8.35	10.25
700	8.90	10.80
800	9.45	11.60
900	10.00	12.15
1000	10.80	12.70
2000	19.15	23.50
3000	28.00	34.55
4000	36.75	45.35
5000	45.35	56.15

LE 13 SEPT.
après "LES DEUX FEMMES EN OR"
LE NOUVEAU FILM DE
CLAUDE FOURNIER
La pomme, la queue... et les pépins!
aux cinémas: PIGALLE, LAVAL, PAPINEAU, VERSAILLES, GREENFIELD PARK

Un ouvrier de la rue Adam au Conseil municipal?

GILLES GAUTHIER, candidat du Rassemblement des citoyens de Montréal dans Hochelaga-Maisonneuve: 40 ans dans la rue Adam.

Michel Elliott

(L.F.) - Gilles Gauthier est né il y a 40 ans rue Adam, dans l'est de Montréal, et il a toujours habité la même rue. "Même si ça fait une dizaine de fois que je déménage", dit-il en riant.

Son quartier, c'est Hochelaga-Maisonneuve, un comté du "bord de l'eau", un comté ouvrier qui a réélu avec 51% des voix le député péquiste Robert Burns, l'automne dernier.

Depuis l'âge de 20 ans, Gilles Gauthier travaille dans les manufactures de vêtements pour dames. Il est "ouvrier de la robe", comme il dit.

Depuis l'âge de 20 ans aussi, il est marié. Il a quatre enfants, deux filles et deux garçons. "Ils vont à quatre écoles différentes, explique-t-il. Et comme je m'occupe des comités de parents, ça me fait quatre comités différents!"

En plus de tout ça, Gilles Gauthier est péquiste, "tant qu'il y aura de la place pour les travailleurs dans ce parti-là". Ancien militant du RIN, il est aujourd'hui président de l'association du PQ-Maisonneuve et vice-président de la régionale Montréal-Centre du parti Québécois.

Enfin, Gilles Gauthier s'intéresse aux élections municipales qui auront lieu le 10 novembre à Montréal. En mai dernier, il était élu à l'exécutif du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), le parti qui fait la lutte à la clique du maire Drapeau.

Le 10 novembre, Gilles Gauthier pourrait bien se retrouver conseiller municipal à Montréal. Car en plus de tout le reste, il a décidé de se présenter aux élections dans son quartier.

Rentrée des classes

CARRIÈRES DANS LE DOMAINE DES ORDINATEURS par CONTROL DATA

Un des plus grands fabricants d'ordinateurs au monde

COURS INTENSIFS EN INFORMATIQUE

- Keypunch (perforatrice) (recyclage, niveau secondaire) durée 6 semaines
- Opérateur d'ordinateur (recyclage, niveau secondaire) durée 3 mois
- Programmeur (crédits... niveau collégial) durée 8½ mois
- Technicien de la maintenance (cours... niveau collégial) durée 10 mois

DÉBUT DES COURS: 23 SEPT.

"Séances d'information" (sans frais ni obligation)
Tous les lundis soir à 8 h p.m.
FILMS • TEST D'APTITUDE • DISCUSSION DE GROUPE

Le choix de 3 différents horaires permet à l'étudiant d'occuper durant son cours, un emploi à temps plein ou à temps partiel.

Nos diplômés on ne les laisse pas tomber

INSTITUT CONTROL DATA

SERVICE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE CONTROL DATA (CANADA) LTÉE

2020, rue University, 16e étage
H3A 2A5
Ouvert de 8:30 a.m. à 7:00 p.m.
284-8484 STATION DE METRO McGILL DANS NOTRE ÉDIFICE

Veuillez m'expédier gratuitement votre brochure d'information

AVANT DE CHOISIR UN CENTRE DE FORMATION
Regardez autour
Comparez les différentes écoles
Obtenez tous les renseignements
Ne vous inscrivez pas à votre première visite

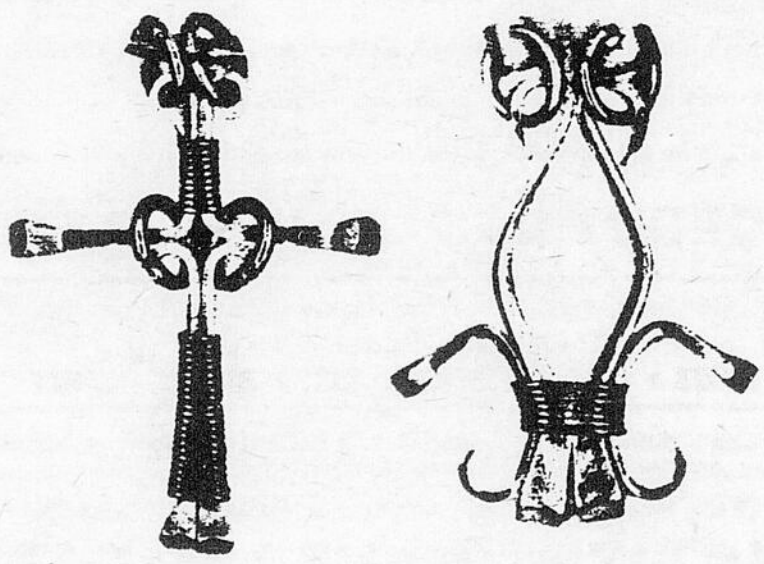
Il est bien entendu que je ne recevrai aucune visite et ne suis tenu par aucune obligation

Nom ..... Âge .....
Adresse ..... App. no .....
Ville ..... Zone .....
Années d'études Tél. ..... Bur. .....

L'AIDE JURIDIQUE à Montréal: 85 avocats syndiqués aussi et qui veulent s'affilier à la CSN.

Michel Elliott

Les grévistes de la United Aircraft de Longueuil, afin de pouvoir subvenir à leurs besoins élémentaires — offrent en retour d'un don minimum de $3.00 "La crois de solidarité" et "La fleur du souvenir", fabriquées avec des clous de fer à cheval.



$3.00 chacune

Ces oeuvres artisanales sont fabriquées individuellement par des grévistes. Le profit réalisé est versé au fonds de dépannage de la grève. On peut s'en procurer en s'adressant:

Local "510" T.U.A. (Travailleurs Unis de l'Automobile)
125-B rue St-Charles Ouest, à Longueuil P.Q. Can.
Téléphone: Code 514 — No: 679-2070

L'Aide juridique des Laurentides

Des avocats syndiqués pour le monde ordinaire

par Jacques Geoffroy
(collaboration spéciale)

SAINT-JEROME — Ce n'est pas tous les jours qu'on rencontre un avocat qui vient de se syndiquer! C'est ce qui m'est arrivé au **Centre communautaire juridique des Laurentides,** où les 17 avocats salariés de l'Aide juridique viennent de former le premier syndicat de ce genre au Québec.

L'Aide juridique vise à offrir gratuitement les services d'un avocat ou d'un notaire à tout citoyen qui n'a pas les moyens financiers d'obtenir ces services professionnels. Il existe au Québec 11 centres communautaires juridiques où travaillent plus de 200 avocats.

Me Michel Bergevin est secrétaire du syndicat au Centre des Laurentides. Depuis qu'il travaille à l'Aide juridique, à Saint-Jérôme, lui et ses camarades tentent de se lier peu à peu avec les organisations de travailleurs et de citoyens qui font face aux problèmes d'une société où il est difficile de se faire entendre.

Mesure de prévention

L'idée de la syndicalisation a surgi, nous dit-il, en partie à cause de l'insécurité des avocats vis-à-vis de la **Commission des services juridiques,** l'organisme-directeur qui chapeaute les 11 bureaux régionaux de l'Aide juridique. C'est un peu une mesure de prévention car à l'heure actuelle, la Commission est "correcte". Mais elle pourrait bien vouloir montrer les dents.

Le nouveau syndicat, qui présentera son projet de convention collective à l'automne, ne veut pas seulement négocier des conditions de travail et de salaire mais amorcer un travail d'éducation auprès des clients de l'Aide juridique, afin que les économiquement faibles puissent se prendre en main.

Car, en fait, il n'existe aucune tension entre la direction et les avocats à Saint-Jérôme ou dans les autres bureaux locaux qui couvrent les districts judiciaires de Terrebonne, Joliette et Mont-Laurier. Déjà, les avocats du Centre avaient pu obtenir une augmentation de salaire de 14%, des frais de déplacement plus élevé et la possibilité d'assister aux assemblées du conseil d'administration du Centre. Ce conseil est nommé par la Commission des services juridiques sur la suggestion du directeur général local, Me Denis Charette.

Depuis 1972

La loi de l'Aide juridique (bill 10) remonte à juillet 1972. Quelques mois plus tard, le ministre de la Justice, Jérôme Choquette, mettait sur pied un réseau de centres communautaires juridiques.

A Montréal, quelques cliniques juridiques avaient été créées par des comités de citoyens. Elles ont disparu à la suite de l'adoption du bill 10. Récupération politique par le gouvernement libéral? Me Bergevin acquiesce. Il souligne cependant que les avocats doivent essayer de rendre plus autonomes les bénéficiaires de la nouvelle Aide juridique.

Les demandes d'aide ont trait surtout au droit criminel et au droit matrimonial. Mais petit à petit, des clients aux prises avec des problèmes de consommation ou de location se rendent au Centre communautaire. On tente de mettre en commun toutes les expériences des avocats afin d'en arriver à bâtir une espèce de droit "collectif".

Avec l'ACEF

Ainsi, à Joliette, en collaboration avec l'Acef et un groupe de consommateurs, l'Aide juridique a remporté une victoire contre le "Centre de protection des incendies". Neuf (9) consommateurs avaient acheté des détecteurs d'incendie "Berzomatic" et se disaient victimes de vente sous pression. En effet, un montage audio-visuel présenté aux futurs acheteurs provoquait la peur des incendies et la culpabilité. Il fallait une volonté extraordinaire pour résister à de telles pressions.

Après une manifestation devant la résidence du gérant de district et une mise en demeure réclamant l'annulation des contrats et le remboursement intégral, la compagnie a baissé pavillon. Elle a repris tous les appareils vendus et a remis aux victimes copie de leur contrat ainsi qu'un chèque au montant exact de tous leurs déboursés!

Accidents de travail

C'est un peu dans cette ligne que souhaitent s'engager la plupart des avocats de l'Aide juridique. Non pas qu'ils veuillent délaisser tout ce qui concerne les saisies, le droit immobilier ou les séparations, mais ils veulent aussi "s'impliquer dans le milieu". Me Bergevin nous explique que le Centre collabore avec le Conseil central des Laurentides (CSN) pour les cas relevant de la Commission des accidents de travail qui pourrissent sur quelque bureau à Québec. On prépare aussi des défenses devant la Commission d'assurance-chômage.

Ce qui pousse souvent ces jeunes avocats à travailler à salaire plutôt que de s'engager dans la pratique privée, c'est la volonté d'oeuvrer pour le "monde ordinaire". C'est aussi la chance de pratiquer un droit impeccable grâce aux ressources de l'équipe elle-même et de l'équipe de recherche à Montréal.

"C'est un phénomène significatif, ajoute Me Bergevin, quand on sait que la plupart des avocats viennent d'un milieu bourgeois et veulent faire une carrière payante. Le dénominateur commun du Centre juridique, c'est que nous n'entraînerons pas de clients dans des procès inutiles uniquement pour une poignée de dollars, comme c'est trop souvent le cas en pratique privée"...

Le Centre communautaire juridique des Laurentides a des bureaux à Saint-Jérôme, Joliette, Repentigny, Sainte-Thérèse et Mont-Laurier. On compte cinq autres sous-bureaux où l'un des avocats se rend une fois la semaine.

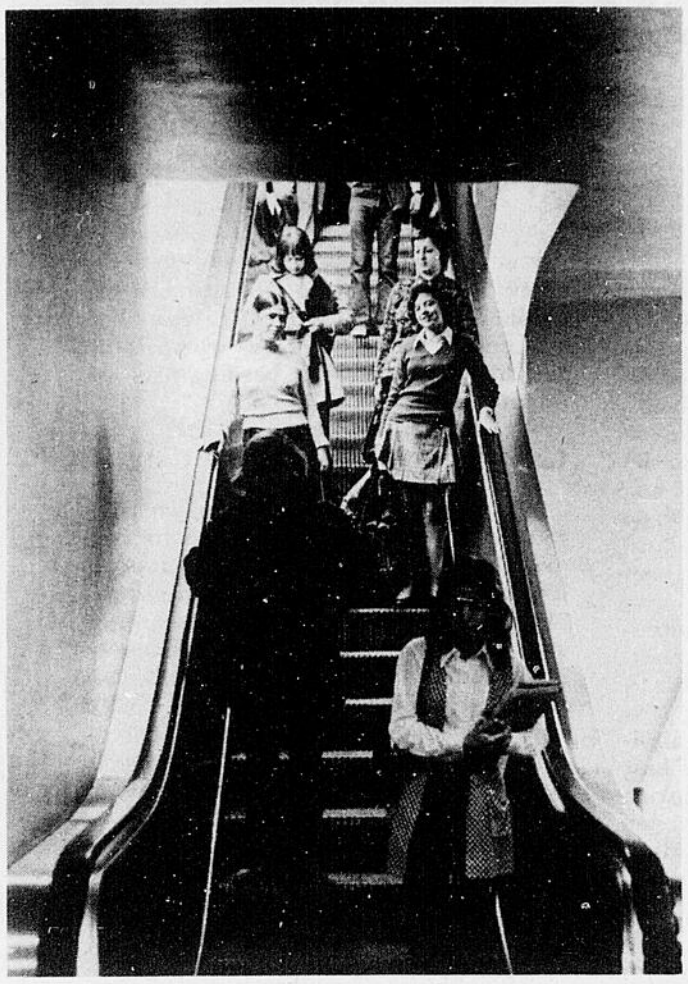
A Montréal

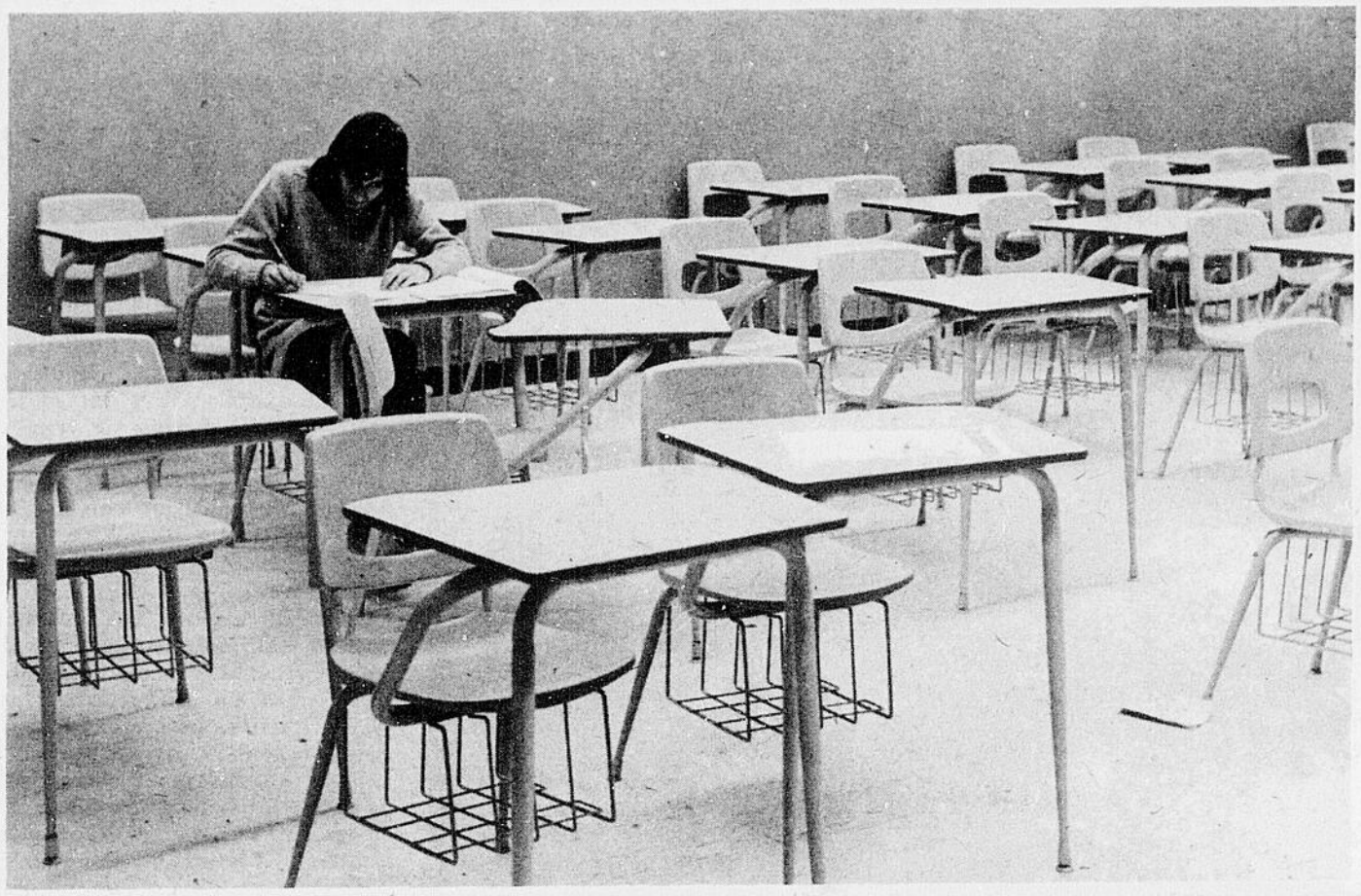
Le plus important centre communautaire juridique est situé à Montréal. On y retrouve 85 avocats qui viennent aussi de se syndiquer. Contrairement à leurs camarades des Laurentides, ils ont l'intention de s'affilier à une centrale syndicale, la CSN. Un mouvement de syndicalisation des avocats est aussi en cours au Centre de la Rive-Sud.

On pourra compter bientôt sur des avocats qui seront mêlés quotidiennement aux problèmes d'autres travailleurs, des avocats salariés qui, à long terme, deviendront des ressources pour le monde ordinaire. C'est le monde à l'envers!

PHOTO-REPORTAGE

par Christian Lambert

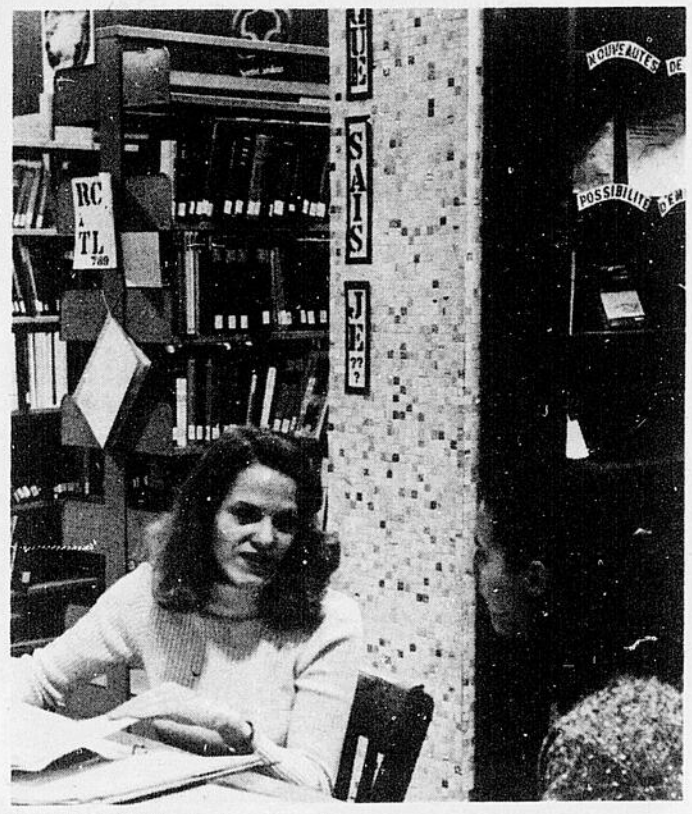


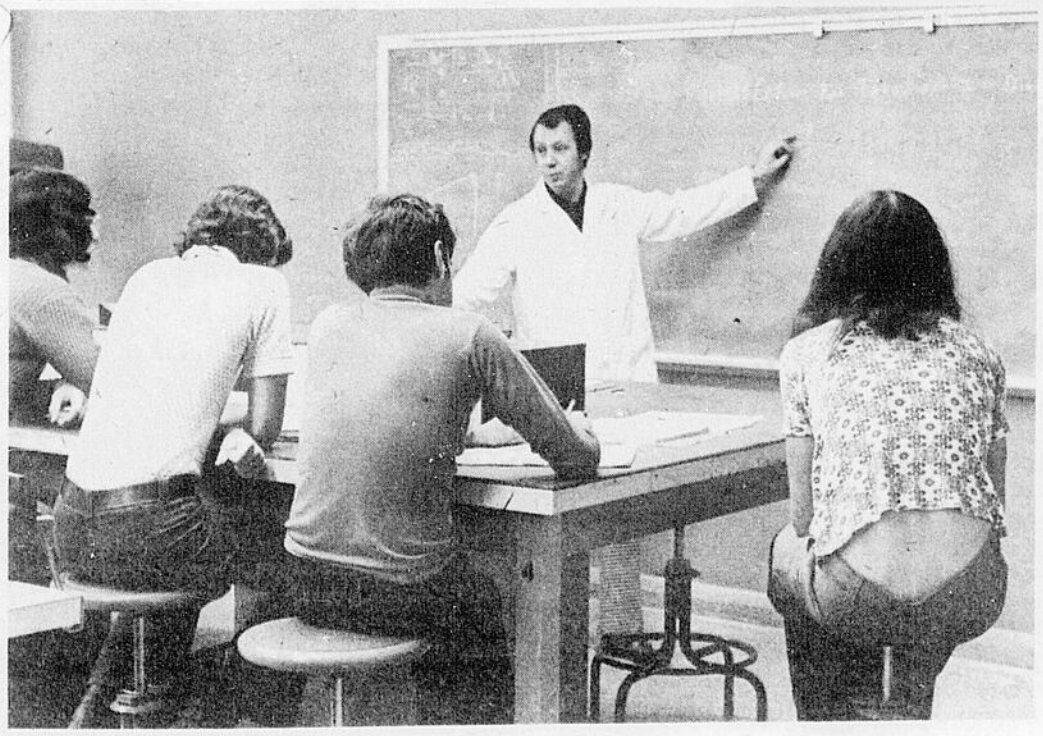


La rentrée

On appelle ça la rentrée des classes, le retour à l'école, le début de l'année scolaire. Peu importe. On y va encore bien plus pour apprendre que pour apprendre à apprendre.

Dans les polyvalentes-casernes et les cégeps anonymes, les étudiants se cherchent. Certains abandonnent: ce sont les "drop out". D'autres s'entêtent et finissent par trouver un peu ce qu'ils cherchaient, à se trouver d'abord eux-mêmes.





Un ciel orageux pour la "rentrée" agricole

par André Charbonneau
(collaboration spéciale)

Pour les ouvriers, l'indexation des salaires au coût de la vie est devenue une nécessité. C'est la seule façon qu'ils ont de maintenir leur pouvoir d'achat. Même les tenants du système économique en place ne s'opposent pas à cette revendication car la société de consommation a besoin de consommateurs argentés. A preuve, le rapport Saulnier.

Les agriculteurs ont aussi l'intention de maintenir leur pouvoir d'achat. Ils demandent l'indexation des prix à leurs coûts de production. Mais pour la collectivité, leur réclamation implique non seulement le maintien de leur pouvoir d'achat mais aussi le maintien de leur aptitude à produire. Un peu comme si le rendement ouvrier diminuait quand leur salaire se dépréciait!

Tout en réclamant une augmentation de leur revenu, les agriculteurs sont prêts à travailler à la réduction de leurs coûts de production. Mais ceux-ci ne dépendent pas uniquement de leur bonne volonté. Il y a entre autres, la question des grains de provende pour l'alimentation des animaux. Jusqu'ici, les cultivateurs québécois ont fait confiance aux politiques d'Ottawa et réclamé de simples amendements qui devaient permettre à la Commission canadienne du blé et à l'Office canadien des grains de provende de remplir un rôle mieux adapté aux besoins dits nationaux.

La portée du "scandale"

Après avoir en vain espéré de telles réformes, l'*Union des producteurs agricoles (UPA)* vient de demander la création d'un organisme *québécois* chargé de l'achat des céréales fourragères. C'est reconnaître l'échec de la politique canadienne et son absence de rentabilité québécoise.

Enfin, la commission Plumptre de surveillance des prix, a laissé planer un doute sur l'efficacité des offices "nationaux" de mise en marché et en particulier, sur celui des oeufs. Comme ces organismes ne constituent que le prolongement à l'échelle canadienne d'une expérience québécoise, il importe de connaître la véritable portée du "scandale" et savoir à qui attribuer les responsabilités des problèmes actuels.

Tel est l'objet de ce mini-dossier sur la "rentrée" agricole au Québec.

Un million de vaches au Québec et le prix du lait monte... Pourquoi?

Il y a trente ans, les cultivateurs qui parvenaient à tirer d'une vache 3,000 livres de lait chaque année se vantaient de leur prodigieuse efficacité. Aujourd'hui, celui qui ne réussit pas à faire trois fois mieux n'est pas tellement fier de son troupeau. Comme si avoir des triplets était devenu normal! A vrai dire, les rendements annuels de 12,000 livres ne sont plus rares.

Le consommateur a surtout profité de cette remarquable hausse de la productivité des troupeaux laitiers. En 1920, il payait son beurre 60 cents la livre. Compte tenu de la dévaluation de la monnaie, c'était beaucoup plus cher qu'aujourd'hui. De même, les pommes de terre coûtaient $3.25 le boisseau en 1925; $1.55 en 1961. Toute baisse de la productivité affecte donc directement le consommateur, d'autant plus qu'elle est en partie irréversible.

Les glandes mammaires

En effet, si **à cause des prix excessifs des grains de provende** l'agriculteur en arrive à donner moins de moulée à ses vaches, il subira, par exemple, une diminution de production de mille livres par bête. A l'échelle québécoise, environ un million de vaches, ceci entrainerait une réduction d'un milliard de livres de lait. L'inverse n'est pas vrai dans la même mesure. Le retour à l'ancienne ration ne permettra éventuellement pas de rattraper les anciens rendements. C'est qu'une fois atrophiées, même légèrement, les glandes mammaires ne retrouvent plus l'efficacité acquise au temps de la jeunesse.

Tout comme les progrès génétiques, les améliorations de productivité viennent donc lentement. Si les circonstances obligent le cultivateur à freiner, voire à réduire la productivité de ses troupeaux, c'est donc un recul net qu'il enregistre. Tout au plus pourra-t-il reprendre sa marche ascendante plus tard, à partir du point de retombée: jamais il ne récupérera le temps perdu entretemps.

Rendements à la baisse

Or, c'est précisément ce qui se produit au Québec. **Parce que les coûts de production dépassent les revenus,** les cultivateurs sont acculés à donner moins de moulée à leurs vaches ou moins d'engrais à leur future récolte. Les rendements sont à la baisse. La production suit la même courbe. La demande arrive à dépasser l'offre et les prix du lait remontent. Au bout de la ligne, le consommateur aura payé les pots cassés sans espérer profiter de la tranche de haut rendement laissée en chemin. Comme, en outre, les intermédiaires ne transmettent plus totalement aux clients les réductions de prix payés aux producteurs (le cas récent de la viande), le public perd sur tous les terrains.

L'union des producteurs agricoles a donc raison de dire que les consommateurs auraient dû demander, avant les agriculteurs, les correctifs qui s'imposent si l'on veut mettre un terme aux difficultés de l'agriculture québécoise. En gros, il s'agirait de redresser la situation des grains de provende, faire en sorte que les revenus agricoles s'ajustent au mouvement des coûts de production, empêcher les fluctuations de prix et, par conséquent, les effets négatifs démultipliés des baisses que ne compensent pas les effets simples des hausses.

Cri d'alarme

En somme, il est grandement temps d'écouter le cri d'alarme du vice-président de l'UPA, Armand Guérard, un agriculteur de Plessisville: "Le public ne se rend pas compte. Ce qu'on lui dit, c'est sérieux pourtant. Bientôt, il sera trop tard".

Quant au président, Paul Couture, un producteur du comté de Champlain, il a fort bien résumé la situation lorsqu'il a dit que la meilleure garantie que l'on peut donner au consommateur, c'est une sécurité accordée à l'agriculteur.

L'alimentation des animaux: la solution ne viendra pas d'Ottawa

L'Union des producteurs agricoles du Québec appuie le principe de la création d'un organisme québécois pour l'achat des céréales fourragères. Sans tambour ni trompette, l'UPA rompt ainsi avec une tradition demi-centenaire. Jusqu'ici, elle avait – et avant elle l'UCC, son équivalent – attendu d'Ottawa la solution aux problèmes agricoles inter-provinciaux ou canadiens.

De peine et de misère

"Pendant 30 ans, dit l'UPA, le Québec a dénoncé la soi-disant politique d'équité de la Commission canadienne du blé. De concert avec d'autres organismes québécois et de l'Est du pays, l'UPA a obtenu de peine et de misère l'instauration d'une nouvelle politique nationale des céréales fourragères qui n'a pu, toutefois, atteindre son objectif d'équité et de stabilisation des prix, pas plus qu'il ne s'est avéré possible de garantir les approvisionnements. Depuis peu, une nouvelle politique permanente régit les céréales destinées à l'alimentation des animaux mais il ressort, une fois de plus, que les agriculteurs sont à la merci des fluctuations de prix. Jusqu'à preuve du contraire, la garantie d'une disponibilité constante des stocks de grains demeure précaire, voire inquiétante."

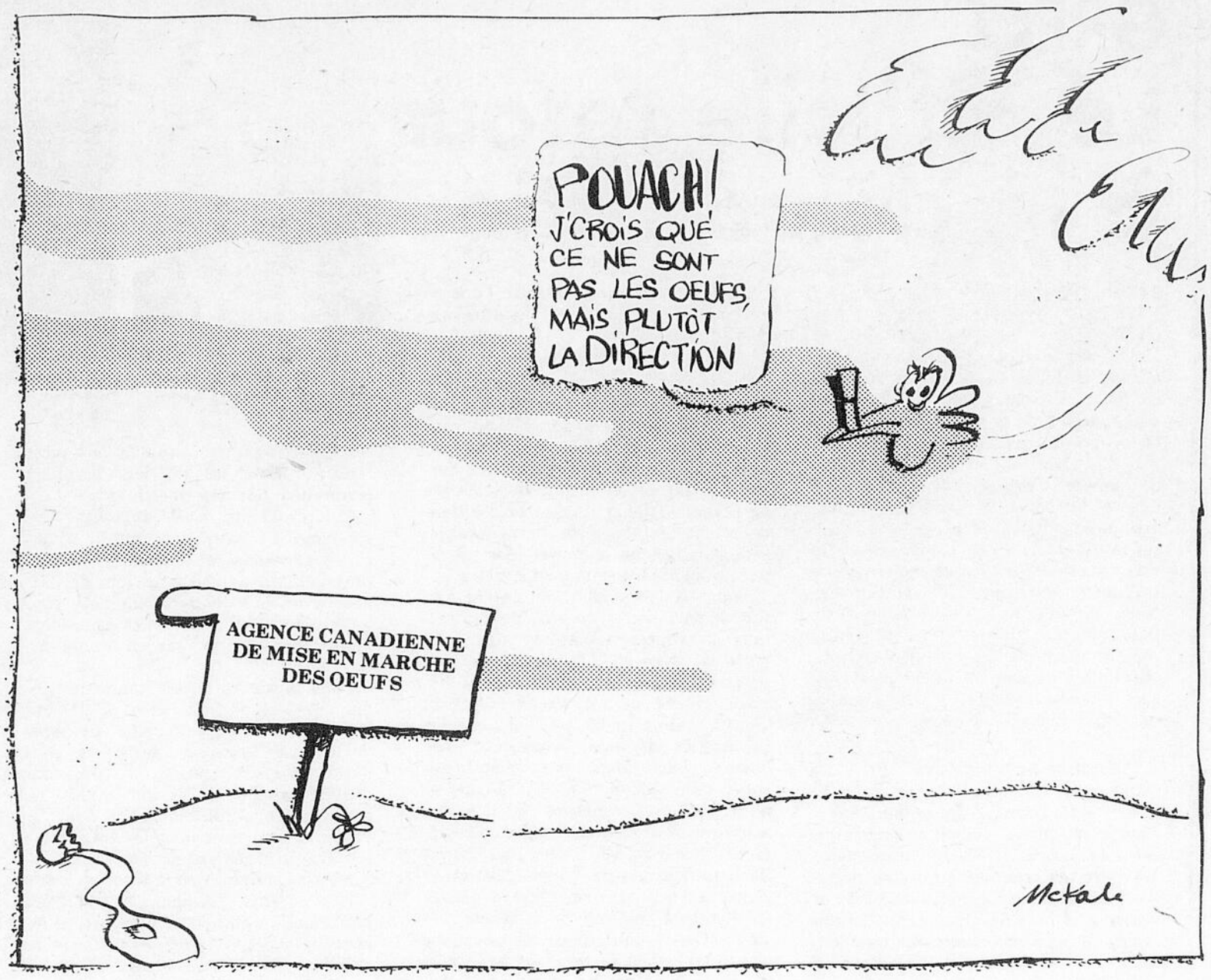
Soulignant qu'il est toujours facile de trouver "des excuses valables pour justifier une situation donnée", l'UPA ajoute: "L'important est de constater que le problème demeure aussi entier, ne semble pas en voie d'être solutionné avec les moyens existants et qu'une formule originale, d'inspiration québécoise, constitue un recours logique pour rendre justice aux agriculteurs du Québec."

Une société québécoise

En conséquence, l'UPA réclame la création d'une **Société québécoise d'approvisionnement en provendes,** chargée de "contrôler l'ensemble des grains en provenance des autres provinces et des autres pays et de les revendre ensuite

aux agriculteurs québécois sans spéculation".

Indépendamment du glissement "constitutionnel" impliqué, cette prise de position s'articule parfaitement avec la volonté de l'UPA de travailler à la réduction du coût de production des produits agricoles. La tranquille Union des cultivateurs manifeste ainsi son désir de défendre les intérêts des agriculteurs sans perdre de vue ceux des consommateurs. Car la réduction des prix de production a toujours servi, historiquement, d'abord ceux qui achètent finalement des aliments.



La guerre des oeufs et des poulets continue

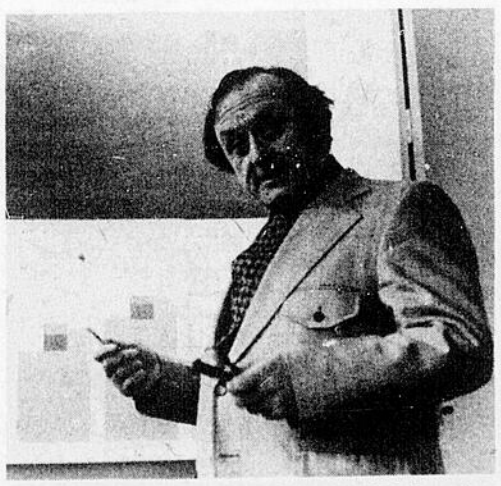
On fait tout un plat de commentaires parce que 9,000,000 oeufs ont été jetés à la poubelle récemment. On se scandalise aussi de la noyade de 25,000 dindonneaux, parce que la flambée des prix alimentaires touche le consommateur. Sait-on seulement de quoi on parle?

9,000,000 oeufs, malgré l'importance apparente du chiffre, ce n'est pas la moitié de la production moyenne d'une seule journée. Presque rien, en somme! Bien plus, il s'agit d'une opération quasi routinière: les produits alimentaires avariés n'atteignent pas le marché. Personne ne s'offusque de voir des pâtisseries jetées aux animaux chaque jour. Même les journaux invendus sont détruits. On n'en fait pas un drame. La cuisinière elle-même ne cherche pas à s'excuser lorsqu'elle jette des feuilles de salade. Pourquoi alors fait-on un "chiard" de la moindre volaille impliquée?

25,000 dindonneaux

Car il est aussi question de 25,000 dindonneaux. Depuis 50 ans au moins, on les noie, parce qu'ils ne sont pas assez robustes ou tout simplement parce qu'on estime qu'il ne serait pas rentable de les nourrir jusqu'à l'heure de leur mise en marché. Depuis quand conserve-t-on les produits qu'on n'escompte pas vendre ou produit-on des objets simplement parce que la machine pourrait en fournir plus? Alors? Est-ce à dire qu'il n'existe aucun problème et que les journalistes ont tout inventé?

Non pas! Il existe effectivement un problème de mise en marché des produits avicoles au Canada. Au Canada, mais pas necessairement au Québec. La guerre des oeufs et des poulets se poursuit mais elle n'est pas telle qu'on la décrit.



PAUL COUTURE, président de l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA), le syndicat des cultivateurs: si on aide les cultivateurs, les consommateurs s'en porteront mieux.

(Photo Michel Elliott)

La vérité, c'est que trois provinces, l'Ontario, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Ecosse, ne respectent pas les règles du jeu. A cause de cela, il y a surproduction à l'échelle canadienne alors que le Québec ne fournit que 55% de sa demande provinciale, respecte son contingent "national" de production et demeure dans les limites admissibles, eu égard au prix fixé par l'Agence canadienne de mise en marché.

Pas la faute de FEDCO

Le secrétaire général de l'UPA, Jean-Marc Kirouac, a donc bien raison d'exiger de la commission Plumptre les nuances qui s'imposent. Problème d'oeufs il y a, mais il n'est pas attribuable à FEDCO, l'agence québécoise de mise en marché des oeufs, mais au fait que d'autres provinces n'ont précisément pas d'équivalent de FEDCO: c'est-à-dire un moyen de contrôler ce qui se passe à l'intérieur des limites provinciales.

Vu que le Québec a fait mieux qu'Ottawa, il n'est donc pas question de concéder de nouveaux pouvoirs au gouvernement fédéral, ajoute M. Kirouac. Quant aux pots cassés, dit-il, il appartient aux provinces fautives de les payer. C'est d'une logique difficilement discutable. En attendant, il reste que les producteurs d'oeufs québécois font moins d'argent à cause de l'incurie des producteurs de certaines autres provinces. C'est la rançon du fédéralisme!

Les meuniers

En réclamant la disparition de FEDCO, les meuniers suivent, eux aussi, une certaine démarche logique. Mais comment peuvent-ils justifier le démantèlement de FEDCO qu'ils demandent du même coup? (Concéder à cette agence le soin d'administrer les invendus, c'est évidemment l'acculer à la faillite!)

Pour d'autres motifs, les meuniers ont donc adopté la position sans nuances de la commission Plumptre. Dans les deux cas, il est douteux que l'intérêt québécois ait prévalu. FEDCO n'est certes pas à l'abri de tout reproche. On peut, en particulier, juger qu'elle a surestimé les vertus d'une intervention fédérale. L'ironie du sort serait-elle que les coups bas qu'elle reçoit lui viennent d'Ottawa?

13 cents de moins la douzaine

Quoi qu'il en soit, les producteurs québécois ne méritent certainement pas le reproche d'abus formulé par la commission Plumptre. Ils vendent leurs oeufs moins cher que le prix coûtant (salaire et rendement du capital investi compris). **Près de treize cents la douzaine en moins,** alors que certaines provinces dépassent de 17 cents les prix suggérés par l'Office canadien. On comprend, dans ce contexte, que les producteurs québécois soient disposés à ouvrir leurs livres, qu'ils réclament la création d'une commission de contrôle des prix et qu'ils soient favorables à l'indexation des prix aux coûts de production. Le consommateur québécois n'en demanderait pas plus.

Boeuf: la pire crise depuis des années

Actuellement, les producteurs de boeuf québécois perdent environ $90 par bovin engraissé sur leur ferme. Au 15 janvier, les producteurs perdaient déjà environ $68 par tête.

Entre-temps, le coût de l'alimentation des bovins s'est accru de près de 30% alors que les frais de financement des comptes de moulée augmentaient de 50%. Après cela, on ose parler d'autosuffisance alimentaire pour le Québec!

Il n'est donc pas étonnant que les producteurs québécois se débarrassent de leur produit. Pourtant, alors qu'ils refusaient $250 par veau de boucherie l'an passé, ils se voient contraints d'accepter, cette année, $225 pour le même veau qu'ils ont dû engraisser pendant douze mois additionnels. Dans ce contexte, il est permis de douter que le Québec parvienne à améliorer son pourcentage actuel d'autosuffisance en ce domaine (environ 25%).

La crise est d'autant plus grave que le Québec produit surtout des animaux croisés, de sorte que les sujets obtenus ne se classent pas dans les meilleures catégories de prix. Ceci a fait dire au président de l'UPA, Paul Couture, que le Québec traverse dans ce secteur la pire crise depuis nombre d'années.

GRECE
Le difficile retour à la démocratie

par Pierre-Jean Méhu

L'affaire chypriote et la grave humiliation que les Turcs ont infligée à Athènes vont peut être contribuer à clarifier le débat politique en Grèce. Dans l'euphorie de la fin réelle ou apparente de la dictature militaire, beaucoup de questions qui n'avaient pas été abordées au début de l'été, de crainte d'exposer des désaccords face à l'ennemi commencent depuis quelques jours à être soulevées. La restrauration de la monarchie, le rôle futur de la Grèce au sein de l'Alliance atlantique, le statut des bases de l'Otan et les pressions de plus en plus fortes dans plusieurs milieux politiques en faveur d'un neutralisme à l'instar de la Yougoslavie, sont des questions qui sont au centre des débats actuels en Grèce.

L'"Homme providentiel"

"Homme providentiel", le premier ministre Constantin Caramanlis cherche à le rester le plus longtemps possible. L'attitude de la Turquie sert ses desseins; son appel au patriotisme grec et à un vaste rassemblement national a plus de chances d'être entendu quand il peut prétendre que l'ennemi est aux portes. A Salonique, il y a quelques jours, Caramanlis a eu des accents gaulliens pour appeler ses compatriotes à faire front face à l'adversité et pour fustiger "ceux qui d'une manière démagogique nous demandent de restaurer en un mois ce que sept ans de dictature militaire ont contribué à détruire".

Les démagogues que Constantin Caramanlis n'a pas désignés nommément sont, évidemment, les chefs du Mouvement socialiste grec panhellénique et, tout d'abord, Andréas Papandréou, ancien professeur d'économie à l'université de Toronto et fils de l'ancien premier ministre Georges Papandréou.

Un rival pour Caramanlis

Se posant en rival de Constantin Caramanlis et en fédérateur des forces du centre et de la gauche, Andréas Papandréou a réclamé, lors d'une manifestation tenue le 3 septembre dernier à Athènes, le retrait de la Grèce de l'organisation politique de l'Alliance atlantique, la mise en accusation des membres de la junte, leur procès public et l'abolition de la monarchie.

Pour le principal animateur du Mouvement socialiste grec panhellénique, la rupture complète des liens entre la Grèce et l'Otan constitue une nécessité vitale. La Grèce, a-t-il déclaré, a été et est encore dans la situation d'un pays colonisé, car les principales décisions concernant son avenir sont prises par "l'établishment impérialiste" des Etats-Unis et de l'Otan. Les membres de la junte, a encore déclaré Andréas Papandréou, n'ont été que des pions aux mains de leurs maîtres de Washington et de Bruxelles qui ont contribué à établir la dictature militaire et à la consolider. "C'est dans notre situation de dépendance que se trouvent les causes de notre humiliation et de notre holocauste et tout redressement national exige la reprise en main de notre propre avenir" a-t-il ajouté.

Un calcul politique subtil

Le refus de Constantin Caramanlis de traduire devant les tribunaux les anciens chefs de la junte malgré les voix de plus en plus nombreuses qui se font entendre en Grèce en faveur d'un jugement public, procède d'un calcul politique assez subtil.

Soit, dit Caramanlis, la junte militaire s'est rendue coupable des pires forfaits. Mais les officiers les plus corrompus ont été révoqués de l'armée, contraints à démissionner ou rétrogradés. Un procès public d'anciens généraux et colonels créerait un traumatisme grave au sein de l'armée alors que le péril turc est toujours présent. Il y aura des sanctions; mais elles seront prises en temps opportun.

CONSTANTIN CARAMANLIS, premier ministre grec: un "homme providentiel"...?

ANDREAS PAPANDREOU, du Mouvement socialiste grec: un rival pour Caramanlis?

LE ROI CONSTANTIN: avec l'élection de Caramanlis, un retour à plus ou moins brève échéance?

Pour plusieurs observateurs, le premiers ministre grec hésite à déclencher le procès des anciens membres de la junte à cause d'un pacte qu'il aurait consenti avec les militaires comme condition de son retour au pouvoir. On a peine à croire que Caramanlis, qui veut modeler son action sur celle du général de Gaulle, se serait lié les mains d'une telle façon.

A la vérité Caramanlis considère plutôt les militaires comme des alliés potentiels dont il pourra un jour se servir si les forces de la gauche et du centre devenaient par trop remuantes.

La question royale

Sur la question du rétablissement ou de l'abolition de la monarchie, Caramanlis déclare que sa religion n'est pas faite et que, de toute façon, ce sera au peuple grec de se décider par référendum une fois que les élections auront rétabli les institutions démocratiques du pays.

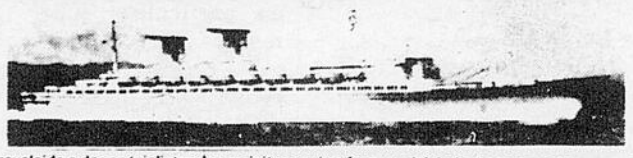
Mais, c'est sur le chapitre de la convocation des élections législatives à plus ou moins brève échéance que l'affrontement promet d'être rude dans les semaines à venir entre Caramanlis et les forces de la gauche et du centre. Andréas Papandréou et ses amis savent parfaitement qu'ils n'auront pas la possibilité d'ici à la fin de l'année de mettre en place une organisation capable d'affronter avec quelques chances de succès la machine Caramanlis. Après sept ans de dictature militaire, l'actuel premier ministre grec fait figure de sauveur même aux yeux d'une bonne partie de l'électorat du centre et de la gauche. Seul le temps peut permettre l'érosion de l'image actuelle de Caramanlis et c'est pourquoi Andréas Papandréou pose comme préalable à toute convocation d'élections un "nettoyage à fond" de l'appareil d'Etat et le procès des militaires tortionnaires afin de pouvoir mettre à nu devant l'opinion publique les liens qui ont toujours existé entre l'armée, le Palais et la droite.

Une élection hâtive se traduirait par un raz de marée en faveur de Constantin Caramalis, et ce serait à plus ou moins brève échéance: le retour de Constantin et de l'encombrante reine mère Frédérika, la réintégration de la Grèce au sein de l'organisation militaire de l'Otan, un arrangement bancal de l'affaire de Chypre et le renvoi "aux calendes grecques" des réformes économiques et sociales qui sont tellement nécessaires dans la Grèce d'aujourd'hui.

CROISIERES TRAVELAIDE — LE LUXE ET L'AMBIANCE, LE PLUS GRAND CHOIX, LES PLUS BEAUX BATEAUX

S.S. RAFFAELLO
Joignez-vous dès maintenant à ce groupe accompagné par Mme Fernande Phillie. Tél.: 845-8225. Départ de Montréal, le 12 octobre par autobus pour vous rendre directement à l'embarcadère à New York. Même service pour le retour. Escales: St-Thomas, Martinique, Grenade, San Juan. Retour, le 21 octobre.
A partir de $526

CROISIÈRE GALA MÉDITERRANÉEN
S.S. LEONARDO da VINCI
50 jours—15 escales—1000 aventures.
Joignez-vous à un groupe homogène de Canadiens français, accompagné de Montréal par monsieur André Dufresne (679-3777).
Départ, le 24 mars. Retour le 13 mai 1975. $1900 et plus.



Travelaide a des spécialistes des croisières qui se font un plaisir de donner gracieusement des conseils. Ils connaissent tous les paquebots, les escales prévues et tous les tarifs. Ils sont en mesure de faire vos réservations et de vous guider dans le choix de votre cabine.

S.S. MICHEL ANGELO
Directeur: Monsieur Lionel Savard (845-8225).
Départ de Montréal, le 12 novembre par autobus. Embarquement à New York, 9 jours. Escales à St-Thomas, à Puerto-Rico et Curacao.
À partir de $526

CROISIÈRE GASTRONOMIQUE S.S. OCEANIC
Groupe accompagné de Montréal par André Dufresne (Tél.: 679-3777). Autobus spécial directement au bateau. Le bel itinéraire: Martinique, Grenade, La Guaira, Curacao, St-Thomas.
Départ 30 novembre, retour 13 décembre. $795, $1060 et plus

CROISIÈRE DE NOËL 1974
Groupe canadien-français accompagné de Montréal par monsieur Charles-E. Pelletier. S.S. LEONARDO da VINCI, départ 24 décembre de New York: 13 jours. 5 escales: San Juan, Aruba, La Guaira, Antigua, St-Thomas.
Tarif à partir de $760 (selon la cabine choisie) comprenant le transport de Montréal à Montréal et la manutention des bagages.

AU BON ACCUEIL DES CANADIENS DEPUIS 44 ANS

TRAVELAIDE—CENTRE-VILLE
1010 ouest, Ste-Catherine, METRO PEEL — 861-7272

TRAVELAIDE—LONGUEUIL
1 PLACE LONGUEUIL — 679-3777

TRAVELAIDE - ÂGE D'OR
911 est, rue BEAUBIEN, METRO BEAUBIEN — 273-2581

LA GRANDE AGENCE DU CANADA FRANÇAIS
TRAVELAIDE LTÉE
SIÈGE SOCIAL, ÉDIFICE DOMINION SQUARE, MONTRÉAL 110

TRAVELAIDE—Carrefour MT-ROYAL
4454 ST-DENIS angle MT-ROYAL, METRO MT-ROYAL — 845-8225

TRAVELAIDE—PLAZA-ST-HUBERT
911 est, rue BEAUBIEN, METRO BEAUBIEN — 273-7755

TRAVELAIDE—CENTRE-LAVAL
Sortie 6E autoroute Entree exterieure — 687-0880

TRAVELAIDE—CENTRE-LAVAL
Sortie 6E Autoroute — Promenade interieure — 688-5310

TOUS NOS BUREAUX OUVERTS LE SOIR JUSQU'À 9 H P.M. SAMEDI 5 H P.M. STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE DE NOS BUREAUX À LAVAL ET LONGUEUIL GRATUIT ET ILLIMITÉ

DOSSIER

Qu'est-ce qui fait courir RENÉ LÉVESQUE?

par Gérald Godin

Le mystère René Lévesque s'épaissit. Un jour, on apprend qu'il démissionne; le lendemain on apprend qu'il se battra contre n'importe qui pour le poste de président du parti. Il ajoutera, du même souffle, qu'il n'a aucunement l'intention de "s'accrocher" au pouvoir.

Valse hésitation

C'est la valse hésitation. Et pendant qu'il valse et qu'il hésite, les couteaux s'affûtent, les clans se forment, et les sous-chapelles dans les clans. Et quand le torchon brûle et que la crise est à la veille d'éclater, René Lévesque survient, donne du sabre à droite et à gauche, égratigne cruellement ses critiques, les humilie copieusement et, quand la poussière retombe, récolte les vivats de la foule péquiste.

Encore une fois, il aura évité la crise et les déchirements que susciterait une course à la chefferie, à l'heure actuelle. Et il sera apparu comme le seul chef possible, pour l'heure.

Fait-il tout cela consciemment? Mystère. On a beau interroger cinquante personnes au sein du PQ pour savoir "qu'est-ce qui fait courir René", on n'en sait pas plus après qu'avant, sauf que des opinions de plus en plus contradictoires circulent à son sujet.

Les intrigues

On lui reproche d'aimer les intrigues et de fonctionner par vagues successives de fidélité. Il prendra un André Larocque sous son aile pour le répudier ensuite et en être rejeté violemment.

Dans le même temps, il sera d'un moralisme exacerbé à l'égard des jeux peut-être inévitables de l'électoralisme. Au dernier conseil national, par exemple, devant 300 personnes, il reprochera aux organisateurs de la campagne dans Johnson d'avoir commis deux fautes malgré tout "vénielles": avoir publié un sondage douteux qui donnait Bellemare perdant et avoir fait circuler un dépliant où figuraient sans leur permission les photos de Camille Samson et de Fabien Roy. "C'est la première fois que le PQ a recours à des méthodes comme celles-là", dira-t-il.

Il prendra des congés sabbattiques de six mois, comme l'écrit Lucien Lessard dans sa lettre aux présidents de comté, alors qu'il devrait consacrer toutes ses énergies au parti. Mais en même temps, il se fera un point d'honneur de refuser tout salaire du parti Québécois à venir jusqu'au dernier conseil national, ce qui le forçait à faire son métier de journaliste. Avec le résultat que, "pendant qu'il pense à son article pour Le Jour, il ne pense pas au parti", nous dira Jean-Jacques Lafontaine, président régional pour l'Estrie.

Les intellectuels et la gauche

Il se méfie des intellectuels et de la gauche sous toutes ses formes. Il dira ainsi à des étudiants de l'Université de Sherbrooke qui voulaient "donner un coup de main au PQ", dans le milieu universitaire: "Non, merci, ne faites rien".

Dans le même temps, il dira qu'il ne veut pas que son parti devienne un parti d'organisateurs, comme il en a trop vus du temps qu'il était chez les libéraux. "La démocratie et une organisation forte ne peuvent pas coexister", dira-t-il au dernier conseil national.

Que reste-t-il? Des "Québécois moyens", comme René Lévesque affirme l'être de toutes ses fibres, ce qui lui donne des "intuitions justes" des réactions de ses compatriotes.

Or en même temps, ses hommes de confiance les plus permanents sont Jacques Parizeau, Claude Morin et Camille Laurin, qui ne sont pas à proprement parler des "Québécois moyens".

De plus, il ne se gêne pas pour parler presque avec hargne des Québécois du comté de Johnson, "conservateurs" et "vieillis". Or, c'est peut-être eux aussi des "Québécois moyens". De toute façon, un Maurice Bellemare ne parlerait pas avec hargne d'anciens électeurs, même pas de la gauche et même s'il n'en pense que du mal.

Cet aspect déplaisant du PQ, qui consiste à se targuer d'avoir raison même quand on perd et d'en imputer la faute au conservatisme ou à l'ignorance des "autres", plutôt qu'à soi-même, à qui le parti le doit-il?

Avoir raison quand on perd

On a pu lire en fin de semaine: "Le Parti Québécois constitue la plus authentique expérience de démocratie et de respect du peuple que le Québec ait jamais connue". Qui a écrit ça? Un éditorialiste? Un chroniqueur politique? Un historien de l'indépendance? Non. Cette phrase sort tout droit d'un document du Conseil national du PQ...

Aussi, quand arrive une défaite, c'est une "victoire morale". Sauf, cette fois-ci, dans Johnson et pour la campagne d'annulation au fédéral. Voilà deux vrais échecs. Qui ont provoqué une remise en question du leadership de René Lévesque.

Les vents contraires

Si l'on ajoute à cette remise en question la déclaration de Robert Burns abondamment reprise en fin de semaine et l'approche du congrès national où la chefferie du parti est sujette à élection, il était inévitable qu'encore une fois les vents contraires soufflent et que chacun sente de quel côté ils étaient le plus vigoureux.

Toutefois, Robert Burns ne peut pas participer au conseil national. Et Lucien Lessard qui, dans un court paragraphe à la fin de sa lettre aux présidents de comté, ouvrait la porte au parricide, est en voyage de parlementaires en Europe. Le seul critique présent, face à Lévesque, c'est Marcel Léger. Et le conseil national l'appuie et fait ainsi une remontrance à René Lévesque. C'est une première!

C'est ainsi, en tout cas, que l'interprètent bien des péquistes. "On n'aurait jamais osé faire ça avant." C'est un "signe de maturité", ajoutent-ils.

"Les gens veulent qu'il reste à la tête du parti, mais ils ont aujourd'hui la force de lui dire: Tu t'es trompé. Ce ne peut être que salutaire pour l'avenir du parti."

L'esprit collégial

Ainsi le parti le plus démocratique de l'histoire du Québec est-il peut-être aux prises avec l'homme qui dispose de la plus petite quantité d'esprit collégial au Québec.

"Pourtant, quand il était au pouvoir, il l'avait, cet esprit-là", nous dira un de ses amis des années libérales.

Ce qu'on nous a dit de lui et qu'on lui a, semble-t-il, répété sans qu'il semble écouter vraiment, c'est:

- "Il devrait voir plus souvent l'aile parlementaire".
- "Il devrait s'occuper uniquement du parti".
- "Il devrait s'entourer mieux".
- "Il ne devrait pas prendre toutes les critiques pour des injures personnelles".
- "Il devrait être plus ouvert à ceux qui ne pensent pas comme lui".

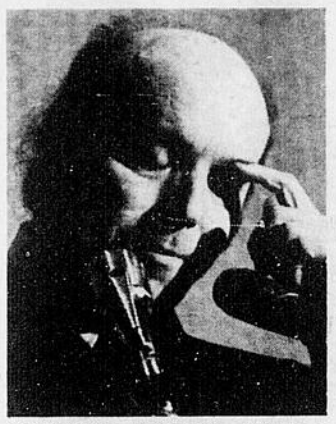
Le seul gars sérieux

Comme nous disait Marcel Léger: "Il a tout ce qu'il faut pour mener le PQ à la victoire, sauf le sens pratique de l'organisation. C'est le seul gars sérieux qui ait suffisamment de sens politique et qui soit doté du charisme nécessaire. Personne ne peut le remplacer actuellement. Mais il faudrait qu'il reconnaisse qu'il doit s'appuyer sur des gens qui ont le sens de l'organisation. Un homme ne peut pas tout avoir. Sa grandeur consiste à savoir ce qu'il n'a pas et à le trouver chez ceux qui l'ont."

D'autre part, il faut dire que René Lévesque a eu la partie particulièrement belle au conseil national. Deux personnes avaient remis en question, avec bien des nuances, son leadership. Pour d'excellentes raisons personnelles et professionnelles, les deux étaient absentes du congrès. René Lévesque en a profité grassement. Peut-être trop, au goût des péquistes présents.

Il est vrai qu'il peut s'en permettre, il est tout seul dans la course. Artificiellement, sur un titre de journal exagéré, il a ramassé "une claque", comme on dit.

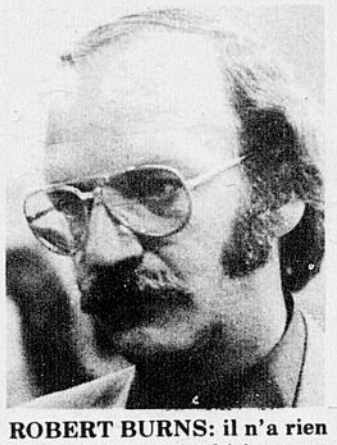
Le problème réel que le mystère Lévesque pose au PQ est-il résolu pour autant? La question est posée.



CLAUDE MORIN: "Est-ce qu'un arbre pousse par étapes?"

JACQUES-YVAN MORIN: il était en Europe...

RENE LEVESQUE: être plus ouvert à ceux qui ne pensent pas comme lui...



ROBERT BURNS: il n'a rien du politicien ambitieux et pressé.

MARCEL LEGER: une victoire pour l'organisation électorale.

LUCIEN LESSARD: un document qui a fait un peu de bruit.

Par où passe l'avenir du PQ?

par Paul Terrien

Le doute, l'affreux doute s'est emparé du parti Québécois.

Ses membres se demandent, avec de plus en plus d'impatience, si le parti sera jamais prêt à prendre le pouvoir.

La grande frustration de l'élection générale d'octobre a été exacerbée, au cours de l'été, par des déceptions mineures mais agaçantes qui ont porté certains membres à poser des questions, impensables il y a peu de temps, sur la direction du parti et son organisation, de façon générale.

L'habileté de René Lévesque a empêché, en fin de semaine dernière, que n'éclate au grand jour l'insatisfaction d'une partie des délégués au Conseil national. Ceux-ci ont utilisé les exemples de la campagne d'annulation du PQ et sa défaite électorale dans Johnson pour dénoncer l'inefficacité de l'organisation péquiste.

Mais la contestation venait de haut et Lévesque a dû rabrouer, devant les délégués, trois des six députés élus du parti.

Marcel Léger

Le seul de ces trois députés présent, Marcel Léger (Lafontaine), a semble-t-il accepté de bonne grâce les remontrances de son président, qui l'a notamment accusé d'avoir "court-circuité" l'exécutif du parti en publiant, dans les grands quotidiens, sa longue critique de l'organisation du PQ. Lévesque a révélé que le député Léger n'avait soumis que très récemment un "brouillon" de sa critique à l'exécutif du parti, dont il a par surcroit manqué plusieurs réunions.

Lucien Lessard

Le député de Saguenay, Lucien Lessard, a aussi été pris à partie par le président du PQ pour avoir repris, dans une lettre adressée à tous les présidents de comté, l'essentiel des critiques de Léger en laissant aussi planer un doute sur l'indispensabilité de Lévesque. Lessard est présentement en Europe, comme le chef de l'Opposition Jacques-Yvan Morin.

Robert Burns

L'absence la plus remarquée a cependant été celle de Robert Burns, dont plusieurs croyaient qu'il allait venir contester le leadership de Lévesque, que lui seul, semble prêt à assumer.

Burns était "officiellement" au chevet de sa femme dont les mâchoires sont paralysées à la suite d'une piqûre maladroite d'un dentiste. Lévesque et ses partisans ont eu l'occasion, en fin de semaine, de souhaiter que M. Burns lui-même passe chez le dentiste avant d'accorder une entrevue à un poste de radio de Québec. Mais en réalité, Robert Burns avait de bonnes raisons d'être absent du Conseil national (voir pages suivantes).

Les propos de M. Burns ont été repris par Le Soleil et La Presse, samedi, avant la diffusion de l'entrevue au cours de laquelle Burns souhaite un président de parti qui soit un député élu. L'entrevue ne devait être diffusée que dimanche, mais la publication de son contenu samedi, ainsi que les critiques de MM. Léger et Lessard, ont fait croire, durant quelque temps, qu'il se tramait quelque chose contre Lévesque.

Lévesque à l'offensive

Mais, au conseil national lui-même, Lévesque a pris l'offensive. Dans un long discours aux délégués (les journalistes étaient exclus), il a étalé "tout ce qui traine dans les coins avant que ça devienne poison" selon son expression.

Après le rapport moral du chef, il était clair que celui qui voudrait le déloger aurait fort à faire! Les "éminences" présentes semblaient heureuses de voir que les craintes d'une crise de loyauté n'étaient pas fondées. Au cours de la fin de semaine, les Claude Morin, Camille Laurin, Louis Bernard, Jacques Parizeau, Guy Joron entouraient habituellement le chef, qui avait aussi pris la précaution de circuler parmi les délégués avant la réunion du conseil.

L'organisation

Mais Lévesque n'a pas heurté de front les critiques de l'organisation du parti, convenant d'une part que la campagne électorale dans Johnson a été mal menée et que la campagne d'annulation, sabotée par des membres du PQ, n'était qu'un geste logique qu'il fallait poser, même si son succès était pour le moins aléatoire.

Il n'a pas contesté non plus la nécessité d'améliorer les méthodes d'organisation électorale du PQ, chargeant même Marcel Léger de diriger un comité spécial pour étudier cette question. Le président du PQ s'oppose cependant à ce que le futur "organisateur en chef" du PQ ait préséance sur les comités du programme et des finances, comme le souhaitait M. Léger.

Mais si René Lévesque a affermi son leadership en contre-attaquant avec tout juste la vigueur voulue, les inquiétudes fondamentales des membres ne sont pas pour autant réglées. Les prochains mois seront d'une importance capitale pour le parti.

Pas d'étapes

Le parti espère d'abord pouvoir publier, d'ici peu, le fameux document de Claude Morin sur "le processus d'accession à l'indépendance" après la prise du pouvoir par le PQ.

Ce texte doit dissiper l'équivoque des "étapes" qui a aussi contribué à diviser les membres, bien que les "étapistes" soient en très nette minorité.

A ce sujet, Claude Morin, ancien spécialiste des relations fédérales-provinciales, soutient et a dû expliquer souvent en fin de semaine - qu'il n'a jamais parlé d'étapes.

"Avez-vous déjà vu un arbre pousser par étapes? Non, n'est-ce pas? Mais avez-vous déjà vu un arbre éclore tout d'un coup?" C'est de cette façon que Morin nous a résumé sa conception du processus d'accession à l'indépendance.

Soif de pouvoir

Morin, qui passe pour un des "modérés" du parti, a aussi déclaré qu'il a "une grande soif de pouvoir" pour le parti, et qu'il a suffisamment prouvé qu'il voulait l'indépendance dans les plus brefs délais en se présentant dans la circonscription de Louis-Hébert et en écrivant deux livres sur le fédéralisme canadien.

La notion des "étapes" de l'indépendance ne vient pas de lui, a-t-il expliqué, ajoutant que la première version du document proposé à l'exécutif du parti n'a jamais été refusée – et encore moins brûlée, comme l'a dit un quotidien – mais qu'on lui avait demandé simplement de l'abréger. René Lévesque a d'ailleurs expliqué aux délégués que ce document qui comptait plus de 100 pages, est tout simplement en train d'être vulgarisé à l'intention du caucus des députés, de l'exécutif, puis du public.

Relations internes

Outre le document Morin, le parti devra aussi étudier bientôt un projet de réforme sur les relations entre l'aile parlementaire du parti et sa direction montréalaise. Moins spectaculaire parce qu'elle n'agite pas l'opinion publique, cette question est quand même de la plus haute importance pour l'avenir du parti, presque écartelé entre son président et son leader parlementaire.

La tâche délicate de rapprocher par des structures précises les membres élus du parti et la direction non parlementaire a été confiée à Camille Laurin, ancien leader parlementaire et membre de l'exécutif.

A cause de la reconnaissance du parti Québécois comme l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, les députés profitent de ressources considérables qui leur permettent une autonomie qu'ils n'avaient pas en 1970 et qui les éloignent de la permance du parti.

L'organisation

Les critiques de Marcel Léger, qui ont eu l'heur d'agacer Lévesque, ont quand même trouvé une profonde résonance chez les membres du Conseil national du parti qui font, de plus en plus, la distinction entre quelqu'un qui est élu et quelqu'un qui l'a déjà été ou qui pourrait peut-être l'être.

Aussi a-t-on accepté de confier à Marcel Léger la présidence d'un comité spécial qui tentera de donner au parti une organisation électorale capable de planifier autre chose que des "victoires morales".

Cela aussi pèse lourd dans la balance. Car si le parti a toujours recruté façilement des éléments de haut calibre intellectuel, il n'a jamais été gâté en esprits pratiques. Par exemple, cela semble demander moins d'efforts à certains péquistes de préparer un budget complet du Québec que de prendre un comté aux élections.

René Lévesque invoque son expérience dans le parti Libéral pour mettre les péquistes en garde contre l'influence des organisateurs d'élections, mais dans ce cas précis au moins, les délégués du Conseil semblent plus enclins à écouter celui qui n'a jamais perdu d'élections comme péquiste.

Plus cependant que le degré de pouvoir qu'on accordera au futur organisateur en chef, il sera intéressant de voir où on dénichera l'équivalent indépendantiste de Paul Desrochers. Dans l'esprit du président du parti, il n'est pas question que M. Léger lui-même occupe la fonction de responsable de l'organisation électorale.

En attendant de se mettre à travailler sur ces réformes importantes le parti Québécois envisage d'augmenter, d'ici au congrès de novembre, le nombre de ses membres de 95,000 à 105,000 membres.

Cela fera au moins une bonne nouvelle à annoncer.

PARTI QUEBECOIS

"Lévesque doit rester" – Robert Burns

par Louis Fournier

"C'est une tempête dans un verre d'eau. Je pense que Lévesque doit rester là et que son leadership n'est pas contesté. Pas par moi en tout cas! Mais d'ici 1977, d'ici les prochaines élections, qui peut dire ce qui va arriver? Peut-être que René Lévesque lui-même décidera de céder sa place à quelqu'un d'autre".

Robert Burns a l'air ébahi. Il ne semble pas encore comprendre "toute la broue" qu'on a "pétée" autour d'une petite phrase qu'il a prononcée...

Nous l'avons rejoint lundi soir dernier, au lendemain d'un Conseil national du PQ où sa "petite phrase" a fait un peu de bruit: "Tu es le premier journaliste à qui je parle de ça. J'avais pourtant bien l'intention de ne pas faire de commentaires là-dessus. Je trouve ça tellement incroyable. Je crois quand même que je vais envoyer une lettre à tous les présidents d'associations du comté du PQ. Ils doivent savoir ce qui en est vraiment".

Pas de complot!

Robert Burns continue: "Il n'y a pas eu de complot contre Lévesque, aucune concertation avec Léger et Lessard. Je ne savais même pas que Lucien avait écrit un document. Quant à Marcel, je l'avais déjà appuyé publiquement sur les problèmes de l'organisation du parti. Il a bien raison. S'il y a un gars compétent là-dedans, c'est bien lui!

"L'émission que j'ai faite avec le jeune Gordon Smith **(de Radio-Mutuel),** c'est une émission régulière. Habituellement, c'est Jacques-Yvan Morin qui la fait. Quand il ne peut pas, c'est moi. Jacques-Yvan était en Europe. Smith n'a pas été très correct. Cette émission-là est enregistrée le vendredi matin et elle ne doit passer que le dimanche matin. Ca n'était donc pas en prévision du Conseil national de Mont-Joli. Mais Smith a refilé des bouts d'entrevue au Soleil et à La Presse de samedi. Je vais lui parler entre quat-z-yeux, celui-là!"

Pas de chefferie

Robert Burns conclut: "En tout cas, c'est pas un cadeau. Il y en a qui vont me voir en lice pour la chefferie alors qu'il n'en est absolument pas question".

Le député de Maisonneuve a-t-il néanmoins envie de briguer un poste à l'exécutif du parti, lors des élections qui auront lieu au congrès de novembre?

– Je n'ai pas pris de décision définitive encore.

Ce n'est pas exclu?

– Je vais y penser...

Pas ambitieux

Chose certaine, pour tous ceux qui le connaissent bien, Robert Burns n'a rien du politicien ambitieux ou "pressé". Pas plus tard que le printemps dernier, il déclarait: "Je me suis toujours méfié du milieu politique, que je considère comme un milieu de carriéristes et de profiteurs. Je n'étais pas du tout tenté de me mêler à ça."

A 38 ans, le député de l'Est de Montréal avoue: "Je ne suis pas venue en politique pour y faire carrière. La première fois, je ne m'attendais pas à être élu **(en 1970).** Maintenant, je me dis que si j'étais élu à la prochaine élection **(en 1977),** ce serait mon dernier mandat. A son terme, j'aurai 45 ans et je me suis un peu fixé ça comme limite. Ensuite, je voudrais passer à autre chose".

Trop de grèves...

Retournera-t-il au syndicalisme d'où il vient? Peut-être. Il aimerait aussi être arbitre dans les conflits ouvriers.

Robert Burns a en effet une réputation de négociateur-né. Du temps qu'il était à la CSN, ses négociations passaient souvent par la grève: "Jean Marchand trouvait même qu'il y avait trop de grève dans mes conflits!" dit-il en riant.

Non seulement le député de Maisonneuve a-t-il été un permanent syndical "dur à cuire" pendant de longues années mais il fut aussi membre du défunt Parti socialiste du Québec, le PSQ. Pour ces raisons – et pour son appui constant aux grévistes –, Robert Burns continue d'incarner la gauche du parti Québécois.

Pourquoi Burns n'était pas au Conseil national

(L.F.) – C'est parce qu'il avait accepté d'aider à régler la grève du transport en commun, à Montréal, que Robert Burns n'a pu participer, l'autre week-end, au Conseil national du PQ à Mont-Joli.

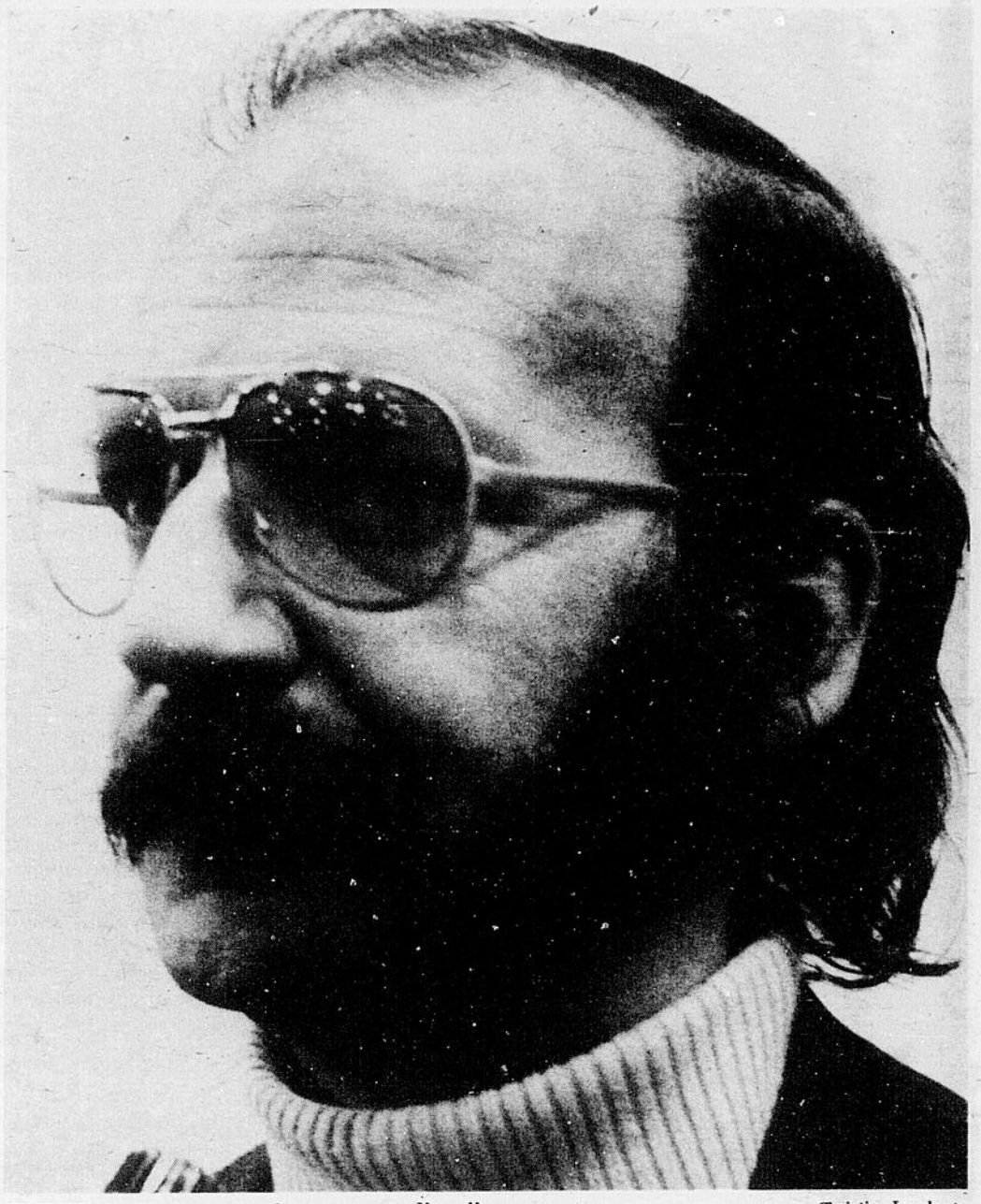
Le leader parlementaire de l'Opposition devait normalement garder le secret sur les pourparlers auxquels il a été mêlé. Toutefois, il a fini par confirmer la chose à QUEBEC-PRESSE: "J'étais en tête à tête avec Lucien Saulnier et Bourassa".

Le député de Maisonneuve a essayé, comme on dit en langage de négociations, de faire la navette entre la partie syndicale – qu'il "représentait" en quelque sorte -, l'enquêteur spécial Saulnier et la partie patronale-gouvernementale.

La grève de 1967

Faut-il rappeler que déjà en 1965, puis en 1967, Robert Burns avait agi comme chef-négociateur du syndicat qui regroupait les mécaniciens, les employés d'entretien, les chauffeurs d'autobus et de métro. Il était alors conseiller technique à la CSN (en 1966, il en devint directeur du service juridique).

En 1967, les négociations qu'il menait n'ayant pas abouti, une grève générale a paralysé le métro et les autobus à l'ouverture de l'Exposition universelle. Le Parlement devait casser cette grève par une loi spéciale...



BURNS: "...Une tempête dans un verre d'eau". Christian Lambert

Lévesque dans Matapédia?

(P.T.) - Si la rumeur de la démission éventuelle du député libéral de Matapédia Bona Arsenault se réalise, le président du parti Québécois tentera probablement sa chance dans ce comté gaspésien.

Même si lui-même tente d'en minimiser l'importance, l'absence de René Lévesque de l'Assemblée nationale est quand même à l'origine d'un certain malaise.

Battu à deux reprises dans Montréal, Lévesque préfèrerait se présenter dans cette ville, mais accepterait quand même de briguer les suffrages lors d'une élection partielle dans sa Gaspésie natale.

Doris Lussier

Bona Arsenault, un vétéran de la politique québécoise (il est le doyen de l'Assemblée nationale), est malade. Il a confirmé qu'il songeait à abandonner son poste. Il n'a assisté que très rarement au cours de la présente session aux travaux de la Chambre.

Le parti Québécois, avec Doris Lussier en 1970, et Gilles Dubé en 1973, a fait bonne figure dans Matapédia, n'étant battu qu'à cause des tactiques "spéciales" de Bona Arsenault.

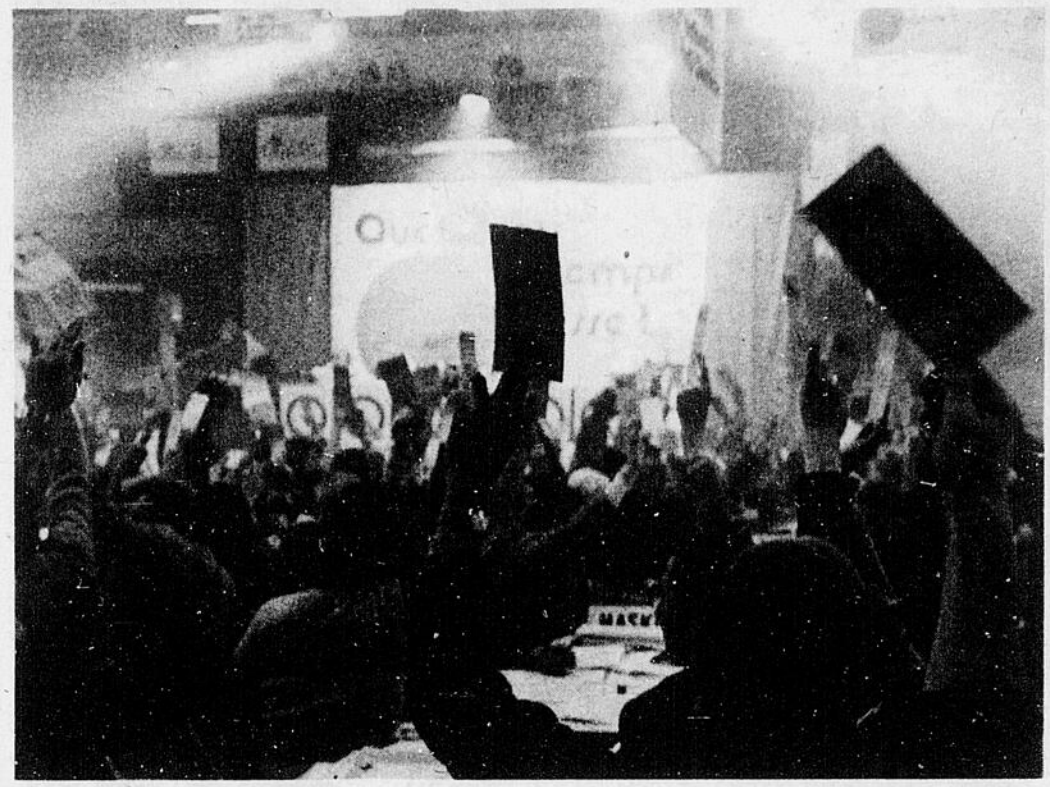
Confirmant qu'il serait probablement candidat lors d'une telle élection partielle, si d'aventure le parti Libéral permettait à M. Arsenault de prendre une retraite prématurée, Lévesque a expliqué qu'il s'était abstenu de se présenter dans Johnson parce qu'il n'était pas "tombé sur la tête", et qu'il n'entretenait pas d'illusions sur le résultat de cette élection.

En plus de le priver des moyens supérieurs puis à la disposition des députés élus (en comparaison du quartier général du parti), l'absence de Lévesque au Parlement l'expose aussi à se faire doubler dans l'opinion publique par les porte-parole de l'aile parlementaire.

EXCLUSIF

Le rapport Marceau sur l'accession à l'indépendance

"Procéder par étapes..."



AU CONGRES du PQ en 1973, un thème toujours d'actualité: "Québécois, le temps presse"...
(Photo Michel Elliott)

Le document que QUEBEC-PRESSE reproduit ci-dessous in extenso a été présenté au Conseil national du parti Québecois à Mont-Joli. Rédigé sous la direction de Robert Marceau, avocat québécois, ce rapport représente la tendance "étapiste", suggérant même que le PQ remplace, dans le débat public, "la recherche de l'indépendance par celle de la social-démocratie." Pour cette raison, le document a été très mal reçu par les délégués qui n'ont cependant pas été appelés à accepter ou à refuser le texte. Il sera discuté au congrès de novembre.

"La confédération n'a jamais fait l'affaire des Québécois francophones. Cette décision gouvernementale prise sans consultation populaire n'a jamais rallié l'assentiment général. A peine ses "pères" s'étaient-ils dispersés pour retourner dans leurs provinces que déjà on la contestait. Notre histoire est jalonnée d'une succession de mouvements visant à remettre en cause cette décision prise il y a maintenant 107 ans.

La Société St-Jean Baptiste, fondée en 1842, l'oeuvre de Lionel Groulx, l'Action Nationale et plus près de nous la Laurentie et le RIN, forment par leur ensemble une tradition de luttes ayant pour base la question nationale, la défense du fait français, et la recherche d'une indépendance plus ou moins précise selon les époques.

La formation du Parti Québécois a donné à l'idée de l'indépendance du Québec ses vraies dimensions politiques. En lui donnant une organisation nationale, nous en avons fait une aspiration populaire qui en octobre '73 a été supportée par 900,000 personnes. L'expérience de deux consultations électorales nous fait nous poser maintenant le problème d'en rejoindre un plus grand nombre de façon à prendre le pouvoir. Comment sans modifier l'essentiel de notre programme et sans renier nos aspirations les présenter au public qui reste à convaincre?

Eviter l'élection référendum

Quel chemin avons-nous fait exactement depuis que nous présentons d'une façon organisée l'idée d'accession à l'indépendance? Quelle a été notre tactique et quel débat avons-nous soulevé? Pouvons-nous continuer à aller chercher un plus fort pourcentage du vote populaire en faisant de chaque élection un référendum anticipé sur l'indépendance du Québec?

Il nous a fallu dans une première phase former une équipe, élaborer un programme, ce qui est maintenant fait. Et nous ne pouvons pas demander à des hommes d'essayer encore, ou de bercer indéfiniment l'idée que la prochaine fois ce sera la victoire. On ne peut pas non plus repolir sans cesse un programme qui reste toujours à parfaire, à remettre à jour, nous en convenons, mais dont les positions fondamentales ne sauraient être à chaque fois remises en question. Il ne faut pas perdre de vue que l'indépendance commence avec la prise du pouvoir.

Les résultats obtenus lors de nos deux premières tentatives sont très encourageants tout en nous permettant de réaliser que notre plus gros problème réside dans la présentation de l'idée d'indépendance. Cette expérience politique concrète nous renseigne sur les subtilités de notre entreprise et on l'a souvent et avec raison comparé avec le monde de la publicité et de la mise en marché.

Il est important que les membres du parti ainsi que leurs délégués aux instances décisionnelles se rendent compte des complexités de la politique et des enjeux cachés dans le choix d'une stratégie de présentation de notre programme et de l'indépendance. L'insistance sur la séparation risque d'apeurer à jamais ceux dont nous cherchons l'appui pour pourvoir accéder démocratiquement à nos buts. L'idée de rupture sera toujours un handicap si elle continue de nous précéder chaque fois que nous voulons prendre contact avec quelqu'un.

Un profit collectif: la social-démocratie

Nous avons tous constaté à plusieurs reprises la facilité avec laquelle nos adversaires nous attaquaient efficacement en faisant un usage péjoratif des noms qui normalement doivent désigner les buts que nous poursuivons. Le mot "séparatiste" dans la bouche de Bourassa prend une nouvelle signification et le dédain qu'il exprime en même temps nous fait du tort. Nous avons amélioré les choses en parlant plutôt d'indépendance, de souveraineté qui ont donné naissance à des qualificatifs moins corrosifs: indépendantistes, souverainistes. Il faut constater que les thèmes que nous véhiculons donnent le ton au débat qui s'en suit et peuvent même le fausser complètement.

Il faut trouver le moyen d'équilibrer la recherche de l'indépendance par une autre qui est celle de la social-démocratie. Il est important et urgent, pensons-nous, de substituer l'une à l'autre dans le débat public. A cet effet, nous pensons que l'accent doit être mis à dégager le type de société à laquelle nous aspirons pour faire en sorte que cette aspiration équilibre peu à peu celle d'indépendance qui a parcouru une bonne partie de son chemin comme élément mobilisateur. Nous devons procéder à cette substitution sainement et sans renier notre prémice: Nous ne pourrons changer fondamentalement notre société et apporter nos solutions sans d'abord faire l'indépendance. Nous croyons même qu'il serait très malsain de penser remettre l'indépendance en question. C'est un débat classé et on ne saurait y revenir sans donner place à un exercice extrêmement maladif. Ca pourrait s'appeler dans un vocabulaire que nous connaissons bien du grattage de nombril négatif. Mais de là à penser qu'on ne peut faire l'indépendance qu'en ayant ce mot à la bouche, il y a un autre extrême à ne pas franchir.

Trop d'idéalisme

Après six ans d'existence, quatre congrès et deux campagnes électorales, nous avons une expérience politique considérable. Notre programme est complet et réaliste, notre rédaction d'un budget l'a prouvé de façon abstraite. Nous avons dans nos rangs des gens d'un grand calibre quand il ne s'agit pas d'autorités dans leurs domaines respectifs. Il n'est pas exagéré de dire que nous sommes prêts à gouverner.

Tout ça nous l'avons démontré lors de la dernière campagne électorale. Mais cette démonstration de clarté et de compétence se butte toujours sur une question piège: Comment allez-vous faire l'indépendance? Comme si le scénario était monté jusque dans ses moindres détails, comme si en politique on pouvait tout prévoir. C'est précisément là que nous tombons dans le panneau et que nous nous éloignons du réalisme politique. Et il faut se dire que nous aurons à répondre à la même question tant que nous ferons des élections des référendum sur l'indépendance. Tant que nous ferons du vote pour le Parti Québécois un vote de rupture définitive avec le système actuel, nous ne prendrons pas le pouvoir ou nous jouerons à chaque fois quitte ou double. Ceci parce que ce vote se prend de l'intérieur du système que nous voulons changer sans avoir donné de vue concrète de notre grand projet. Nous demandons un vote idéaliste, nous demandons à la population d'être majoritairement idéaliste.

Une décision politique

Ceux qui ont l'expérience du porte à porte pourront le confirmer, la population n'est pas idéaliste dans son ensemble. Elle ne forme pas non plus de projets à long terme. Et si nous voulons communiquer avec elle, il nous faut parler le langage concret des pensions de vieillesse, d'invalidité et autres, en d'autres mots parler piastres et cennes. Pouvoir répondre à la question: "qu'est-ce que vous pouvez me donner?" est plus important que de préparer le contenu de futures ententes internationales. Jusqu'ici nous avons, il nous semble, attaché plus de valeur à un débat entre intellectuels, politiciens et technocrates qu'à approfondir l'approche globale qui nous permettra de mieux rejoindre la population. Nous avons montré plus de talent à convaincre les déjà convaincus et à nous buter sur ceux qui sont payés pour ne pas comprendre qu'à atteindre la majorité de nos concitoyens.

Nous voulons proposer d'essayer de voir l'accession à l'indépendance comme une décision d'ordre politique qui ne peut pas être prise automatiquement à une date fixée d'avance. Le geste politique de réclamer l'indépendance du Québec ne peut pas se poser hors contexte. Il faut le voir à l'intérieur de relations Québec-Ottawa, il faut le voir comme la responsabilité de personnes bien particulières. On ne saurait en politique prévoir que tel geste pourra être posé efficacement à tel moment. Faire de la politique, c'est tirer parti au mieux de chaque situation pour que le but fixé soit atteint le plus vite possible. La seule préparation que l'on peut se donner consiste à exercer tous les jours son jugement afin que le moment venu l'on soit prêt à faire le meilleur choix. C'est pourquoi on ne saurait, dans notre cas, employer utilement la prospective et bâtir à l'avance tous les scénarios possibles en tenant compte d'un certain nombre de variables. Cela peut se faire pour établir des directions, mais ce serait une grave erreur pour un parti politique que de s'en servir pour tracer le détail d'un déroulement dont seul le but est clair.

Pas d'absolu en politique

Il serait futile d'essayer de donner un cadre d'opération objectif à ce que l'on sait être une science du possible, largement dépendante des conjonctures. Le programme du parti ne doit pas être conçu comme un déroulement mécanique, mais bien comme un tout à obtenir sur une période indéterminée, mais qui doit être le plus courte possible. Ce ne serait pas rendre service à ceux qui auront à faire le travail que de préciser dès

→

maintenant une mise en scène détaillée et de l'inclure au programme.

Il est bien entendu que les élus en poste à la prise du pouvoir auront le mandat de faire l'indépendance à l'intérieur du temps nécessaire requis, au besoin plus d'un mandat; et cela avec l'accord certain et démocratique de la population. Mais il leur faudra tout d'abord vivre une phase de préparation, créer la conjoncture qui leur donnera l'appui populaire et une position de force face aux opposants d'Ottawa.

Pour montrer qu'il ne suffira pas d'une seule déclaration pour tout régler, il peut être bon de dire ici qu'après l'indépendance des points d'entente avec le Canada pourront prendre selon les cas deux, cinq, dix ou quarante ans, dépendant de leur complexité, avant d'être réglés. Non pas que personne ne souhaite ces délais mais parce que dès maintenant on peut les prévoir. Les frontières, par exemples le Labrador, les îles du Grand nord, sont autant de cas qui ne se règleront pas sans les cours internationales de justice.

Procéder par étapes

Nous pensons à la lumière de ce qui précède que nous n'avons pas le choix si nous voulons parvenir à nos buts; il nous faut accepter de procéder par étapes. De cette façon, en présentant aux Québécois une chose à la fois, il est possible d'obtenir leur soutien. Il faut donc ne pas mélanger élection et référendum en consentant à discuter des points séparément.

Nous croyons plus convaincant de faire la démonstration que l'indépendance est nécessaire pour mettre notre programme en pratique, que de toujours parler de l'indépendance en soi. Une fois le Parti Québécois au pouvoir, il ne faudra pas longtemps pour faire la démonstration des limites de la formule fédérale, et de l'impossibilité d'y réaliser nos projets collectifs. Le moment viendra alors de procéder à des consultations plus précises et appropriées aux problèmes tels qu'ils se présenteront réellement.

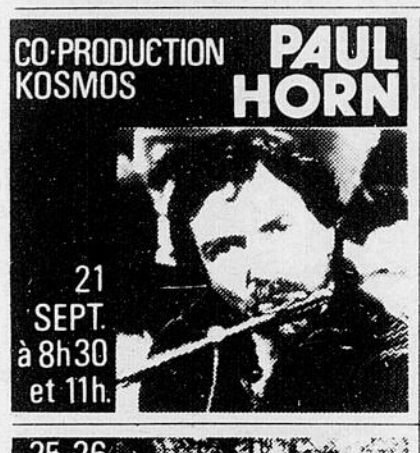
Le Parti Québécois constitue la plus authentique expérience de démocratie et de respect du peuple que le Québec n'ait encore connue et par conséquent il n'a pas à recevoir de leçons sur la démocratie. Il n'a qu'à conserver comme peut-être son caractère le plus précieux ce respect fondamental du peuple qui lui commande aujourd'hui et lui commandera demain d'agir conformément au désir de la population et non pas en la manipulant ou en lui imposant de gré ou de force quelque idéal que ce soit.

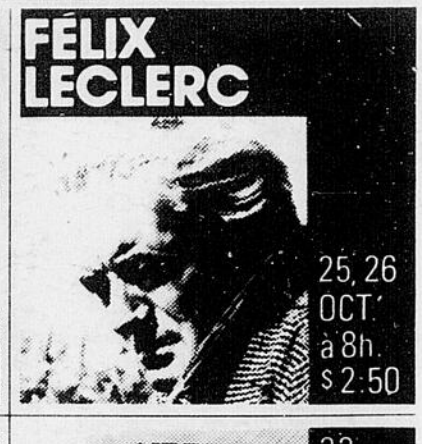
RJ

ON NE DIT PLUS UN DICTIONNAIRE...
ON DIT UN ROBERT

LES PRODUCTIONS BEAU BEC PRÉSENTENT

EN SPECTACLE **OUTREMONT**
au cinéma 1248 Bernard 277-4145





billets EN VENTE au cinéma et à L'ALTERNATIF

NE SOYEZ PAS DECUS!
ACHETEZ VOS BILLETS DES MAINTENANT!

La Compagnie **Jean Duceppe** inc.
présente
en collaboration avec CJMS

de TENNESSEE WILLIAMS

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR

traduction de GUY DUFRESNE
mise en scène OLIVIER REICHENBACH

MICHEL FORGET
ANDREE BOUCHER
SOPHIE CLEMENT
AUBERT PALLASCIO
JACQUES GALIPEAU

JEAN-DENIS LEDUC
PAUL SAVOIE
MARC MESSIER
MARTINE ROUZIER
LOUISE ST-PIERRE

décor
GUY NEVEU
costumes
FRANCOIS BARBEAU
musique originale
MICHEL HINTON
éclairages
MICHEL BEAULIEU

La Compagnie Jean Duceppe Inc. est représentée en tournée par les productions Artébec Inc. — Agent Les Productions Guy Roy Ltée.

THÉÂTRE PORT-ROYAL
PLACE DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tél. 842-2112

TITRES RECENTS... PUM... TITRES RECENTS... PUM... TITRES

PIERRE PERRAULT OU UN CINEMA NATIONAL $ 5.00
de Michel Brulé 160 pages

POLICE, CULTURE ET SOCIETE $ 7.85
de Denis Szabo 236 pages

UNE ECONOMIE A LIBERER $12.85
de Maurice Saint-Germain 476 pages

L'ELAN HUMAIN OU L'EDUCATION SELON ALAIN $ 6.60
de Olivier Reboul 225 pages

FEMME / TRAVAIL / SYNDICALISME $ 5.00
Revue Sociologie et Sociétés, mai 1974 190 pages

COLLECTION LIGNES QUEBECOISES
(Etudes critiques)

JACQUES FERRON AU PAYS DES AMELANCHIERS $ 5.00
Jean-Pierre Boucher

GERMAINE GUEVREMONT: UNE ROUTE, UNE MAISON $ 2.50
Jean-Pierre Duquette

LEO-PAUL DESROSIERS OU LE RECIT AMBIGU $ 3.50
Michel Gélinas

HUBERT AQUIN, AGENT DOUBLE $ 3.50
Patricia Smart

MARIE-CLAIRE BLAIS: LE NOIR ET LE TENDRE $3.50
Vincent Nadeau

SAINT-DENYS GARNEAU A TRAVERS REGARDS ET JEUX DANS L'ESPACE $ 2.50
Robert Vigneault

EN LIBRAIRIE OU CHEZ L'EDITEUR

Les Presses de l'Université de Montréal

C.P. 6128 Montréal 101

Clément Perron en tournage

Le petit peuple de la Beauce

CLEMENT PERRON: décrire, c'est combattre... Michel Elliott

par Robert Lévesque

On l'accusera de suivre la mode (cette mode rétro qui a envahi le cinéma), et ce ne sera pas vrai: Clément Perron tourne actuellement un film qui se passe en 1942. Vieilles voitures, costumes, coiffures, tout y est. Mais ce scénario trottait dans sa tête depuis longtemps. Il fait partie, en fait, d'une trilogie dont "Taureau" était le premier volet.

"Partis pour la gloire", comme "Taureau" et comme le film qui suivra, sont "des histoires connexes dans le temps" qui se passent dans les petits villages de la Beauce québécoise. "Taureau", c'était l'intolérance et la violence qui habitent le monde rural, "Partis pour la gloire" c'est la solidarité qui le lie face aux "éléments" étrangers. Ces "éléments", ce sont la conscription qui le frappa au visage en 42 et cette guerre lointaine que le gouvernement et le clergé lui donnaient en cadeau.

Depuis le 13 août, et jusqu'au 27 septembre, Clément Perron et une grosse équipe de l'Office national du Film sont installés près de Beauceville où ils reconstituent la "résistance" qui s'était organisée dans un village beauceron lorsque le 15 août 1942 un convoi militaire avait fait irruption dans la tranquillité de leur existence.

Votez du bon bord

Ce qui intéresse Perron, au premier chef, c'est de montrer la réaction du "petit peuple" face aux "forces extérieures", politiques et religieuses. Ce petit peuple qui jusque là vivait isolé, laissé pour compte, à qui on refusait des prêts agricoles s'il ne votait pas du bon bord (la Beauce a presque toujours été dans l'opposition à Québec) et à qui, maintenant, on demandait d'aller servir la patrie, "aider les peuples engagés dans une juste guerre", comme le mentionnait (eh oui!) le célèbre Mandement dicté par l'épiscopat.

Dans ce petit village (Perron utilise les villages de Saint-Martin et de Saint-Victor) où l'on ne connaissait la guerre que par les actualités filmées que projetait le vicaire à la salle paroissiale (pour 15 cents), que par le référendum sur la conscription (où la Beauce avait voté à 99.9 pour 100 contre), on allait maintenant voir venir à nous cette guerre. Clément Perron soutient que ces jeunes Beaucerons ("tout sujet britannique de sexe masculin résidant au Canada, âgé de 20 à 25 ans, célibataire... etc...") virent ces quelques militaires qui ratissaient les villages pour "enrôler" comme leurs Allemands à eux. Certains, comme Pierre Dodier, se cachèrent en forêt, armés; d'autres, comme Claude Moreau, entrèrent au séminaire des "vocations tardives". Tous furent rattrapés.

Paradoxalement, le fameux régiment de La Chaudière, où l'on retrouvait des Beaucerons, fût reconnu comme l'un des meilleurs régiments. Parmi eux, se trouvait un dénommé Gilbert, le père de "Taureau". Cette époque, ce "passé immédiat" comme le nomme Perron, est encore vierge dans le cinéma québécois. Perron, qui n'a commencé qu'en 72 à réaliser lui-même ses propres films, s'est donné comme mission de l'explorer, le temps de trois films du moins.

Clément Perron est Beauceron lui-même. Il est né et a vécu à East-Broughton jusqu'à l'âge de 17 ans. Son père, mineur, était devenu député (M. Emile Perron). Il a donc connu la Beauce ouvrière et la Beauce politique. La Beauce des laissés-pour-compte et la Beauce des petits potentats locaux. La Beauce des "gros" qui mangeaient les "petits" à l'encan du comté, et la Beauce de ceux qui savaient toujours voter du "bon cord".

Connaissance de soi

"Partis pour la gloire" est résolument placé du côté du petit peuple. Sans dénoncer, Perron ne fait pas un cinéma de combat, son film décrira cette situation. L'auteur du scénario de "Mon oncle Antoine" croit son cinéma "politique" (il nous l'expliquait alors qu'il tournait "Taureau" en 72) dans le sens où "toute indépendance nécessite d'abord une connaissance profonde de soi". C'est ce voyage au bout du peuple québécois qu'il tente d'effectuer en Beauce.

Pour ce faire, il a réussi à réunir un budget important et une équipe imposante: une vingtaine de comédiens et près de deux cents figurants (les habitants du village de Saint-Martin). Ceux-ci ont accepté d'emblée de se prêter à ce jeu. Tout le monde s'est fait raser les cheveux à la mode 42, et s'est habillé "à l'ancienne" des pieds à la tête. On a déniché plusieurs voitures et tracteurs de l'époque dans les environs. Le voyageur qui passerait à Saint-Martin ces temps-ci risque d'avoir la "berlue".

Pour jouer les principaux rôles (il n'y a pas de "premiers" rôles mais une dizaine de rôles importants), Perron a réuni des comédiens qui viennent surtout du milieu du théâtre. C'est que l'auteur de "Taureau" accorde une très grande importance au "jeu" de ses comédiens. Il répète longuement, il reprend souvent les scènes avant "d'imprimer". Il travaille les dialogues avec eux, acceptant de modifier bien des choses pour que le comédien soit plus à l'aise. Le scénario original a été retouché une demi-douzaine de fois.

L'équipe

On retrouvera au générique de jeunes comédiens comme Jacques Thisdale (Pierre Dodier) que l'on a vu récemment dans "L'aide-mémoire" au Quat'sous, dans "L'échange" à Ottawa; Rachel Cailhier, qui s'était fait remarquer dans "Les maudits sauvages" de Lefebvre; Serge L'Italien (Claude Moreau), qui a surtout fait de la télévision; André Melançon (le lieutenant Laroche) qui jouait Taureau; Marc Legault et André Cartier.

Les rôles plus âgés sont tenus par Jean-Marie Lemieux, qui s'est imposé en jouant Mgr Charbonneau au Trident; Yolande Roy, que l'on connaît par la télévision et qui débute au cinéma; Jean-Pierre Masson, Roland Bédard et le chansonnier Claude Gauthier. Ce dernier, que l'on verra ces jours-ci dans "Les ordres" de Michel Brault, semble s'être découvert une "vocation" dans le cinéma. Dans le film de Perron, il joue le rôle d'un jeune vicaire.

Dans l'équipe technique, on retrouve beaucoup de monde qui étaient de l'équipe de "Taureau": d'abord, Georges Dufaux à la caméra (le même Dufaux qui vient de signer "A votre santé"), et le producteur Marc Beaudet. Joseph Champagne a la responsabilité du son, Denis Boucher assume la direction artistique, Louise Jobin signe les costumes et Michèle Dion les maquillages.

Michel Dandavino est directeur de production, Robert Blondin est assistant-réalisateur, Charles Bernier est accessoiriste, Janine Sénécal s'occupe du script et Nicole Monette est secrétaire de production.

Le film, si tout va bien, sortira sur les écrans québécois au printemps 75. On se rappelle que "Taureau" n'avait pas été un "gros" succès commercial et que la critique avait été plutôt réservée. On reprochait au film ses faiblesses dans la reconstitution de l'époque qu'il voulait décrire. Cette fois-ci, il semble que l'ONF ait décidé de mettre le paquet. Dans les environs de Saint-Victor et de Saint-Martin, ces temps-ci, la confiance règne.

CINÉ-GUIDE

A ignorer: •
A voir à la rigueur: *
A voir: **
A voir absolument: ***
Chef-d'oeuvre: ****

	Jean-Pierre Tadros LE JOUR	Luc Perreault LA PRESSE	Robert Lévesque QUEBEC-PRESSE	Martin Malina MONTREAL STAR
Rétrospective Dovjenko à la Cinémathèque	****	***	***	****
Lacombe Lucien (Louis Malle) au cinéma de Paris et Fleur de Lys	***		****	***
Chinatown (Roman Polanski) à la Place Ville-Marie	***	*	***	***
Viol en première page (Bellochio) à l'Outremont		***	***	***
Abattoir 5 (George Roy Hill) au cinéma 2001	***	**	**	**
Les sentiers de la gloire (Kubrick) au cinéma 2001	**		***	***
Tout va bien (Jean-Luc Godard) à l'Outremont	***	**		**
The Last Detail (Hal Ashby) au cinéma 2001	**	**		***
La montagne sacrée (Jodorowsky) à l'Elysée	**	**	*	**
Chili, terre promise (Miguel Littin) à l'Outremont	**	*		***
L'Arnaque (George Roy Hill) au Champlain	**	**		**
Le retour d'Afrique (Alain Tanner) à l'Elysée	*		**	**
Bring me the Head... (Sam Peckinpah) au Claremont				*

THEATRE

Williams, Shakespeare et Brault

Une saison dans la vie d'Hélène Loiselle

par Robert Lévesque

Depuis mardi dernier, Hélène Loiselle "est" Blanche Du Bois tous les soirs sur la scène du Port-Royal dans la pièce de Tennessee Williams "Un tramway nommé désir". En mars prochain, elle "sera" Lady Macbett à la Nouvelle Compagnie Théâtrale dans le chef-d'oeuvre de Shakespeare. On la verra aussi au cinéma dans "Les ordres" de Michel Brault. La saison 74-75 sera la grande saison de cette excellente comédienne.

Discrète, Hélène Loiselle fait rarement parler d'elle, sauf lorsqu'une de ses interprétations soulève l'admiration. Comme dans "A toi pour toujours, ta Marie-Lou" récemment, comme dans "Le Cid maghané" il y a plus longtemps. Elle n'est pas de ces comédiennes dont la vie privée entretient la chronique.

Vivre du théâtre

On sait d'elle qu'elle est l'épouse du comédien Lionel Villeneuve, la soeur du comédien Hubert Loiselle, que depuis toujours, c'est-à-dire les années cinquante, elle vit du théâtre. On connaît ses idées politiques pour l'indépendance du Québec. Elle a participé aux Poèmes et Chants de la Résistance. Elle est douce et intense. A la scène, elle avoue n'avoir jamais joué un rôle qui lui ressemblait. Ce qui la passionne c'est prendre "la peau des autres". Elle n'est pas, comme elle dit, "portée sur la confidence".

En fait, Hélène Loiselle est de celles qu'on dit toutes dévouées à leur art, où le travail compte avant tout. Elle se décrit comme à la fois une comédienne de raison qui prend ses distances face à un rôle et qui recrée un personnage à force de travail. Le "Tramway" est une étape dans sa carrière: "Jamais un rôle ne m'a demandé autant de concentration, de travail et n'a suscité autant de tension chez moi", dit-elle.

Chez Loiselle, c'est le théâtre qui prime avant tout, même si elle avoue aimer le cinéma plus qu'elle ne croyait avant de tourner avec Claude Jutra dans "Mon oncle Antoine" et Michel Brault dans "Les ordres". Dans ce dernier film, qui prendra l'affiche le 26 septembre, Loiselle est Marie Boudreau, une femme dans la quarantaine qui est emprisonnée avec son mari, sans raison, lors d'une crise politique.

Rencontres

Pour Loiselle, tout a commencé en 1942 où, rêvant d'expression, elle hésitait entre le théâtre et le chant. Une rencontre avec Charlotte Boisjoli, quelques cours, une audition aux Compagnons du Saint-Laurent du père Legault, un premier rôle (Rosette dans "On ne badine pas avec l'amour" de Musset) et tout fut décidé.

Ses rôles importants, aux Compagnons, furent Junie dans Britannicus et Juliette dans la pièce de Shakespeare. C'était en 50 et c'était la première fois qu'elle recevait un "vrai" salaire. De retour d'un séjour de deux ans à Paris, où elle a suivi des cours, ce fut, depuis 54, l'aventure de la télévision ("Cap-aux-Sorciers", des télé-théâtres), puis l'Egrégore, ce théâtre hélas disparu où Loiselle s'imposa dans "Victor ou les enfants au pouvoir" de Vitrac, dans "L'effet Glapion" d'Audiberti, dans "Oncle Vania" de Tchékov et dans "Les maxibules" de Marcel Aymé.

Hélène Loiselle n'a jamais fait partie d'une troupe permanente. Elle avoue qu'elle hésiterait beaucoup avant de se lancer dans une telle aventure. Elle s'est donc promenée de l'Egrégore au Rideau-Vert ("Les trois soeurs"), au TNM du temps de l'Orphéum ("Les sorcières de Salem"), à Percé ("Deux sur une balançoire" avec Lionel Villeneuve), à Sainte-Agathe ("Le Cid maghané"), à la Comédie-Canadienne ("Médium saignant"), au Quat'-sous ("Marie-Lou"). Jamais, toutefois, Loiselle n'a joué en dehors du Québec. Elle n'a été d'aucune tournée internationale. Même pas à Ottawa ou à Stratford.

Si on lui demande son rôle préféré, elle hésite un peu, puis elle dit "Victor" à l'Egrégore, puis un autre, et un autre, et elle les nomme tous avant de dire que c'est celui qu'elle est en train de travailler, Blanche Du Bois. Loiselle vit une histoire d'amour avec le théâtre.

Autre que moi

"Ca ne m'intéresse pas d'être moi, un théâtre", répond-elle si on lui demande quel est son emploi, si elle se croit plus tragédienne que comédienne, plus romanesque que passionnée. "Je veux être capable d'incarner le plus de "natures" possible." Pour l'instant, elle "est" Blanche Du Bois, cette névrosée de Williams, un personnage tout en fragilités. Elle est en scène durant les onze tableaux et supporte à elle seule tout le poids de la pièce.

En mars, elle sera Lady Macbett, un personnage qui fait rêver toutes les comédiennes, rôle démesuré où la folie et la brutalité se rencontrent. "Deux vraies folles", lance Loiselle à la blague en parlant de ces deux rôles qui feront sa saison. Une grande saison.

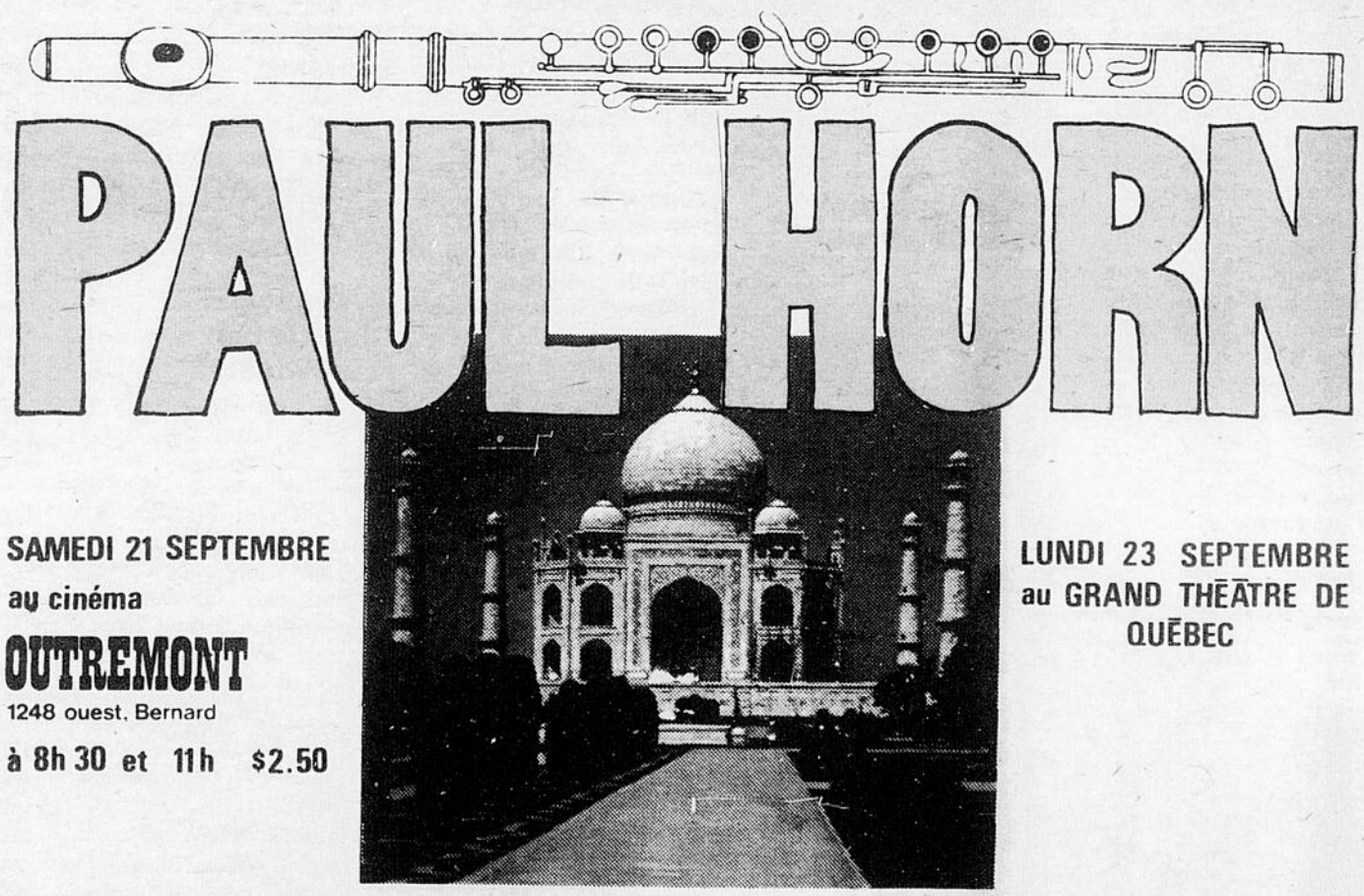
HELENE LOISELLE: Une histoire d'amour avec le théâtre... Michel Elliott

L'histoire de la Liberté

Des pays qui fabriquent leur liberté

S'adresser à 9670, rue Péloquin
Montréal H2C 2J4

Nom. . . . . .
Adresse. . . . . .
Ville. . . . . .
Profession. . . . . .



SAMEDI 21 SEPTEMBRE
au cinéma
OUTREMONT
1248 ouest, Bernard
à 8h 30 et 11h $2.50

LUNDI 23 SEPTEMBRE
au GRAND THÉATRE DE QUÉBEC

(Les billets sont en vente au cinéma et à l'Alternatif)

UNE PRODUCTION BEAUBEC ET KOSMOS

A voir, à lire, à écouter

N.D.L.R.: "A voir, à lire, à écouter" veut présenter l'éventail le plus complet des activités culturelles offertes aux gens de tous les coins du Québec. Pour les activités professionnelles, il n'y a pas de problème: les responsables nous font parvenir tous les renseignements nécessaires. Nous invitons les organisateurs de spectacles ou manifestations culturelles moins officielles à communiquer avec nous afin de nous faire part de leurs activités. Nous nous ferons un plaisir de les communiquer à nos lecteurs.

cinéma

"Guitare"

La Cinémathque québécoise (1700 rue Saint-Denis) présente en première montréalaise, le mercredi 18 à 21h.30, le premier long métrage d'un réalisateur québécois indépendant, Richard Lavoie. "Guitare" est un film destiné aux enfants. Richard Lavoie assistera à la projection, et il y aura discussion.

Tout Dovjenko

A compter de jeudi (le 19), la Cinémathèque québécoise offrira une rétrospective de l'oeuvre du grand cinéaste ukrainien Alexandre Dovjenko, à l'occasion de son 80ème anniversaire de naissance. Jeudi, on verra ses premiers films, tournés en 26 et en 27: "Petit fruit de l'amour" et "La sacoche du courrier diplomatique". Vendredi, on verra "La montagne sonnante" (1928) et l'un de ses chefs-d'oeuvres, "Arsenal", tourné en 29.

"Viol en première page"

On n'a pas encore vu ce film de Marco Bellochio à Montréal, malgré qu'il soit sorti à Paris en 72. L'Outremont le met à l'affiche, lundi et mardi dans sa version française. Gian-Maria Volonte y est excellent dans le rôle du pdg d'un grand journal qui collabore d'un peu près avec le pouvoir.

"Bring me the Head of Alfredo Garcia"

Ce dernier film de Sam Peckinpah, l'auteur de "Straw Dogs", a été reçu froidement par la critique newyorkaise. On peut vérifier, au Claremont, si ce chantre de la violence a raté son coup cette fois-ci. Avec Warren Oates.

théâtre

"Un tramway nommé désir"

Hélène Loiselle joue la Blanche Du Bois de Tenessee Williams au Port-Royal tous les soirs. Cette production de "Un tramway nommé désir", mise en scène par Olivier Reichenbach, décorée par Guy Neveu, habillée par François Barbeau et mise en musique par Michel Hinton est à voir absolument. C'est une production de la Compagnie Jean Duceppe.

"Strauss et pesant"

Le Centre du Théâtre d'Aujourd'hui a repris ses activités avec une pièce de Michel Garneau, mise en scène par André Pagé, "Strauss et pesant". Denise Morelle y est entourée de Roland Lepage et Guy Nadon, dans un décor de Claude-André Roy. Jusqu'au 12 octobre.

télévision

"RENCONTRES" avec Gheorghiu écrivain et prêtre.

Gheorghiu, écrivain et prêtre

Il y a quelques années, Constant-Virgil Gheorghiu, écrivain français né en Roumanie, devenait prêtre. A l'émission de Radio-Canada "Rencontres", Jean Deschamps a rencontré celui qui s'est penché sur Mahomet, Luther et Jean Chrysostome. Dimanche matin, 11h.

MARIE-CLAIRE ET RICHARD SEGUIN à "Vedettes en direct".

La fameuse question des oeufs

Il sera question de la production des oeufs à "La semaine verte" dimanche à midi. A la suite des incidents récents, on fera le point sur la mise en marché des oeufs du Canada.

"Les poisons de la couronne"

"Les rois maudits", troisième épisode. En attendant l'arrivée de la future reine de France, Clémence de Hongrie, Louis X va guerroyer contre les Flamands.

La mangeaille

La mangeaille a toujours occupé une grande partie du budget familial de la famille québécoise. "Du simple au multiple", une émisssion de Radio-Canada présentée le dimanche à 23h étudiera notre art culinaire du XVIIième siècle à aujourd'hui.

"La nuit", d'Antonioni

Michelangelo Antonioni a réalisé ce drame psychologique en 1960. Un couple ayant visité un mourant s'interroge sur la qualité de l'amour qui les unit après 10 ans de mariage. Au "Ciné-club" à 11h30, avec Marcello Marstroiani et Jeanne Moreau.

Place aux Séguin

Marie-Claire et Richard Séguin présenteront leurs chansons de type folklorique à l'émission "Vedettes en direct".

Le coût de l'alimentation en milieu populaire

Des diététistes-nutritionnistes, une animatrice sociale et une assistée sociale étudient l'impact du coût de l'alimentation en milieu familial populaire. "Consommateurs avertis", mercredi, 19h30.

Les maladies rhumatismales

Le magazine scientifique "La flèche du temps" consacre l'émission de cette semaines aux maladies rhumatismales et aux recherches et techniques thérapeutiques.

"Français de toutes les Russies"

Radio-Québec consacre une série d'émissions à l'art et l'histoire de la Russie de Tarass Boulba à Gagarine. Jeudi, 19h30.

L'économie dans le bon vieux temps

Toujours à Radio-Québec, jeudi soir, 20h 30, "Economie" étudiera la période allant du début du siècle à la crise de 29; au cours de ces années, on a connu un libéralisme économique total, sans aucune intervention de l'Etat et les conditions de vie des travailleurs étaient très pénibles.

"Les Misérables"

Troisième épisode des "Misérables" de Victor Hugo, une production de l'ORTF. Vendredi soir, "Hors série", à 20h30.

Gérard Philipe et Michèle Morgan

Un classique, "Les grandes manoeuvres", film réalisé par René Clair, avec Michèle Morgan et Gérard Philipe. A l'écran de Radio-Québec, samedi 19h30. Une table ronde suivra la présentation du film.

livres

Les blasphèmes, un sport oral

Il semble que les sacres frappent les pays à forte tradition catholique tels l'Espagne, l'Italie et bien sûr le Québec. Gilles Charest a étudié ce phénomène dans "Le livre des sacres et blasphèmes québécois" illustré de nombreux inédits du caricaturiste Jean-Pierre Girard et publié aux éditions de l'Aurore. Qui sacre? comment et pourquoi? Les sacres à la radio, au cinéma, au théâtre, etc.

Un nouveau Langevin

André Langevin a fait l'an dernier un retour fort remarqué avec "L'Elan d'Amérique". Cette année, l'auteur de "Poussière sur la ville" revient avec un nouveau roman, "Une chaine dans le parc". Au Cercle du livre de France.

Le retour de Bertrand Vac

Autre retour, celui de Bertrand Vac qui n'a publié aucun livre depuis 1967 ("Mes pensées profondes"). Il revient avec "Le carrefour des géants" ou une histoire de Montréal de 1820 à 1885, au Cercle du livre de France.

En week-end à Montréal

Puisqu'on parle de Montréal, il faut mentionner le nouveau "Guide du Week-end" signé Pierre Pétel et publié aux éditions La Presse. L'auteur suggère aux visiteurs quel musée visiter, à quelle auberge descendre, comment s'y rendre. Il est question dans ce guide de Montréal mais aussi des Laurentides, de l'Ouataouais et de la région de la Gatineau.

spectacles

"Falstaff" à l'Opéra de Québec

L'Opéra de Québec a choisi, pour le début de sa quatrième saison, "Falstaff" de Verdi. Louis Quilico et Maureen Forrester, Robert Savoie, Louise Lebrun et Clarice Carson interpréteront cet opéra en compagnie des musiciens de l'Orchestre symphonique de Montréal et ceux de Québec. A l'affiche les 7, 9, 12, 14, 17 et 19 octobre à Montréal.

Les Chinois et le Festival de la Lune

La communauté chinoise de Montréal célébrera le "Festival de la Lune d'automne" les 21 et 22 septembre dans le quartier chinois de Montréal. Les rues du quartier seront fermées à la circulation. Il y aura, entre autres activités, la présentation d'un opéra chinois, des danses folkloriques, des démonstrations et des expositions.

Vigneault et tout le monde

Encore cette saison et jusqu'au 29 septembre, au théâtre du Nouveau-Monde, Vigneault tente une nouvelle aventure: il chante sur des paroles que le public voudra bien lui remettre en entrant.

Les Feux-Follets

Plus de 40 danseurs, chanteurs et musiciens présenteront leur nouveau spectacle au théâtre Maisonneuve de la Place des Arts, du 16 au 22 septembre. "Ils tenteront de créer une atmosphère particulièrement canadienne".

galeries

Des cours de poterie

Le 23 septembre débuteront les cours de poterie, d'initiation à la céramique, tournage, façonnage manuel, technologie de glaçures et moulage) à la Poterie Bonsecours située au 1427 est Notre-Dame dans le Vieux-Montréal.

Point de salut hors la France

pour les écrivains noirs de langue française

par Micheline Lachance

Un écrivain malien, Alkaly Kaba, en visite au Québec à l'occasion de la Superfrancofête, expliquait aux Québécois combien il est difficile de se dire et surtout de se sentir francophone quand on vient, comme lui, d'un pays où à peine 5 pour 100 de la population parle le français.

Cette confidence, bon nombre de participants auraient pu la faire, cette semaine-là à Québec. Les Sénégalais ne vivent-ils pas dans un pays "francophone" où 90 pour 100 de la population s'exprime en wolof? Et la Tunisie n'est-elle pas le pays arabe le plus arabisé de l'heure?

Alkaly Kaba disait encore: "Nous utilisons le français pour jeter un pont entre nous et les autres."

Ils sont donc venus fraterniser chez nous, ces francophones du monde. L'Afrique et le Québec se sont découverts, disaient les journaux. C'était surtout leur fête. Curieux hasard, ils ont rencontré un Québec plus inquiet que jamais, traînant derrière lui une loi 22 que tout le monde abhorre.

On a peu parlé de littérature à la Superfrancofête; on a surtout dansé et chanté au cours de ces journées qui se voulaient des réjouissances pour certains et des retrouvailles pour les autres. Mais, lors de rencontres plus intimes, il a été question des difficultés qu'éprouvent les écrivains francophones hors de France. Nous avons pensé tracer le portrait de la situation dans certains pays. Le dossier n'est pas exhaustif: il cherche à montrer que la censure, l'isolement, la pauvreté et l'absence de moyens sont autant d'épines qui ralentissent les écrivains francophones en mal de dire ce qu'ils ressentent.

Nous verrons donc que les écrivains antillais doivent être complices du pouvoir s'ils veulent qu'on les publie. Nous apprendrons que, pour être édité dans l'une ou l'autre des seize républiques d'Afrique noire, il faut être soit indifférent à la politique, soit d'accord avec le régime en place. Nous verrons enfin qu'en Algérie et en Tunisie, où les maisons d'édition sont nationalisées, où les livres coûtent moins cher qu'ailleurs, les écrivains réussissent à publier leurs oeuvres mais, curieusement, on n'arrive pas à trouver ces mêmes livres dans les librairies.

Il aurait fallu pousser plus loin ce dossier. A Madagascar, le mal dont souffre l'édition, c'est l'insularité. A l'Ile Maurice, les écrivains payent de leur proche l'impression de leur livre, après quoi ils doivent eux-mêmes se charger d'en assurer la diffusion. Au Sénégal, les écrivains sont méprisés par les maisons d'édition qui plus souvent qu'autrement, ne paient pas les droits d'auteurs. Et de quelle maladie souffre la littérature francophone du Sud-Est asiatique? Le gouvernement du Vietnam-Nord a toujours poursuivi son effort constant de propagande politique auprès des pays de l'Europe occidentale à l'aide de brochures ou revues françaises. Au Sud, les quelques ouvrages publiés en français le sont grâce aux chercheurs amoureux de la culture française. Ils ne reçoivent aucune aide gouvernementale.

Les écrivains du monde francophone et ceux d'Afrique en particulier, comprennent mal les problèmes d'édition des écrivains belges, suisses et aussi québécois.

A vrai dire, le sens même de la démarche des Québécois engagés échappe aux autres hommes déchirés du monde francophone. Alkaly Kaba écrivait dans le Jour: "S'il me restait un an à vivre, je donnerais trois cent soixante-quatre jours de mon existence pour vivre un jour dans cette démocratie. Il parlait alors de la démocratie qu'affichent les dirigeants du Canada.

Mais Alkaly Kaba a enfin dit: "Je me rends compte que ce Québec opulent est aussi parmi les opprimés de ce monde." Le Festival de la jeunesse francophone valait son pesant d'or. Il aura contribué à lever le voile.

ALKALY KABA, écrivain malien: "Je me rends compte que ce Québec opulent est aussi parmi les opprimés de ce monde".

Le Jour

ANTILLES: des intellectuels complices du pouvoir

"Si notre moisson artistique, littéraire et scientifique est qualitativement et quantitativement pauvre; bref, si notre culture est anémique, c'est parce que notre élite intellectuelle se fait complice du pouvoir. Elle remplit dans le domaine des idées le rôle assigné aux forces policières dans le domaine de la violence physique. Cette tâche, il faut le préciser, occupe un nombre considérable de nos intellectuels, mais non l'ensemble."

C'est en ces termes que Jean Rodrigue, sociologue haïtien qui enseigne actuellement à Dolbeau, Lac-Saint-Jean, définit la culture dans son pays. Les Haïtiens, Martiniquais, Guadeloupéens et Guyanais sont des francophones un peu particuliers. Leur langue les rattache à la France mais la vie qu'ils mènent est américaine. L'influence des Etats-Unis se fait lourdement sentir aux Antilles. Et l'Afrique, cette Afrique de leurs ancêtres, ils en sont complètement coupés depuis plus de deux siècles. A la langue française vient s'ajouter le créole.

Stagnation

La littérature qui émane des Antilles a longtemps stagné. Il faut comprendre que la population, qui dépasse 700,000 habitants, est à l'étroit dans les îles. Les Antillais sont aux prises avec des problèmes économiques de taille. Les paysans et les ouvriers y sont exploités comme dans le reste de l'Amérique latine. Rappelons aussi que l'esclavage n'a été aboli qu'en 1848. Les écrits antillais sont empreints de déchirement.

Sauf exception, les livres publiés en Haïti l'ont été à compte d'auteur. Dans ce pays dont l'organisation socio-économique, selon Jean Rodrigue, est empreinte de féodalisme et de colonialisme, la censure des journaux, de la radio et de la télévision est chose courante.

Aux Antilles, on n'écrit pas tout ce que l'on veut. La littérature d'hier est partagée entre deux tendances. D'un même souffle, les poètes remerciaient les Français responsables de l'émancipation des esclaves et chantaient leur indépendance.

La froideur des éditeurs français

Il y a dix ans, une demi-douzaine d'écrivains antillais ont fondé une maison d'édition. Plus riche de manuscrits que d'actionnaires, elle a réussi à publier quatre romans en toute et pour tout.

C'est pourquoi on retrouve les écrivains des îles à Paris, en Belgique, en Suisse et au Québec. Ces dernières années, les Angillais se sont tournés vers le Québec en nombre grandissant. Selon les statistiques officielles du ministère de l'Immigration, Haïti à lui seul a fourni cette année plus de francophones que la France et la Belgique réunies.

Marie-Magdeleine Carbet, écrivain martiniquais, a raconté avec force détails le sort réservé aux Antillais en mal de publier, obligés de faire les cent pas devant la porte des éditeurs français. Cela s'est passé l'an dernier lors du colloque de Liège sur les difficultés d'édition et de diffusion des écrivains de langue française hors la France. Madame Carbet s'est installée à Paris.

"Les écrivains des travailleurs sont les moins protégés de tous", explique-t-elle. A preuve, des écrivains de renom se sont éteints dans la pauvreté: c'est le cas de René Maran, une vingtaine d'oeuvres, prix Goncourt, plusieurs fois lauréat de l'Académie française.

Il en est de même pour Raphaël Tardon, couronné à titre posthume du prix de littérature des Caraïbes, Clément Richer dont le "Ti-Coyo" remplissait les salles de cinéma de Rome, Frantz Fanon, Paul Niger.

"Ni racisme, ni ostracisme"

Comment expliquer une telle attitude de la part des éditeurs européens? "Ni racisme ni ostracisme", poursuit Madame Carbet. Les éditeurs n'osent pas risquer leurs sous, tout simplement. Le marché ne s'y prête pas encore. Le grand public n'est pas préparé à l'accueil. Sonnent encore à ses oreilles les échos des rengaines enfantines: "Jamais malades, jamais mourir".

Suzanne Comhaire-Sylvain, écrivain haïtien, va plus loin: "Nos auteurs sont victimes du préjugé défavorable de la plupart des éditeurs envers l'étranger. Si le livre n'est pas refusé à priori sans examen sous un prétexte ou sous un autre, il le sera après un mois, deux mois, quelquefois six avec des critiques s'adressant souvent à la langue: "Trop de mots du terroir" "trop de tournures non françaises, ce n'est pas un glossaire, c'est un dictionnaire qu'il faudrait!". Parfois c'est le fond qui est attaqué: "Tout cela c'est trop différent, cela choquera nos lecteurs le livre ne se vendra pas", ou "Vos personnages sont trop français, rien d'original".

Les choses changent

Comme le dit Robert Cornevin, président de l'Association des écrivains de langue française, "il y a peut-être actuellement un tournant pour des îles qui jusqu'à présent n'exportaient guère que du sucre, du rhum, de la banane... et des fonctionnaires". En effet, en dépit de toutes les difficultés dont nous venons de parler, les lettres antillaises connaissent un essor. Auguste Joyau, écrivain, a lancé à Fort-de-France les éditions des Horizons caraïbes qui viennent de publier "Panorama de la littérature à la Martinique". Un jeune éditeur martiniquais Emile Desormeaux, a de son côté lancé "Légendes et croyances des Indiens des Antilles"; il a réédité "Colonie étrangères et Haïti." D'autres ouvrages consacrés aux Antilles ont récemment été publiés au Québec et en France.

LA PLUS GRANDE LIBRAIRIE DE DÉTAIL AU QUÉBEC
VENEZ BOUQUINER SUR 5 ÉTAGES

DEUX MILLIONS
DE VOLUMES À DEMI-PRIX OU MIEUX

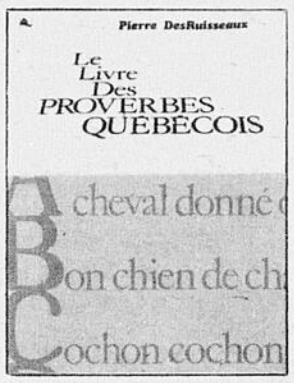
SOLDE-O-LIVRES
418 ouest, Notre-Dame (coin McGill)
845-4610
(métro-sortie Square Victoria)

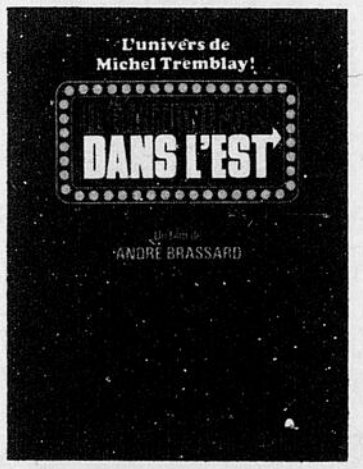
HUIT AUTRES LIBRAIRIES POUR VOUS BIEN SERVIR:
870 est, rue Sainte-Catherine (coin Saint-André)
1493, rue Amherst (coin de Maisonneuve)
4295 est, rue Ontario (coin Letourneux)
2142 est, rue Beaubien (coin de Lorimier)
6008, rue Saint-Hubert (près Bellechasse)
7183, rue Saint-Hubert (près Jean-Talon)
4298, rue Saint-Denis (près Rachel)
1235-1245, rue Notre-Dame, Lachine

LA SEULE ORGANISATION DU GENRE AU QUÉBEC

STOCK INSOLITE DE LIVRES NEUFS ET USAGÉS

TRÈS BIENTÔT: 4 NOUVELLES LIBRAIRIES
QUÉBEC • TROIS-RIVIÈRES • SHERBROOKE • HULL





UNE MAISON D'ÉDITION PAS COMME LES AUTRES

Et, bien sûr, des livres pas comme les autres. En six mois, pas moins de vingt-cinq, de tous les genres pour tous les goûts. Des livres qui sont plus que le reflet de la culture québécoise: ses manifestations les plus diverses. Dans une neuvaine de collections: Lecture en vélocipède (poésie); **L'Amélanchier** (roman); **Les grandes vues** (cinéma); **Les p'tits comiks** (bandes dessinées); **Le Gogly** (contes); **Entre le parvis et le boxon** (théâtre); **Des deux côtés du miroir** (contes pour enfants); **Ecrire** et **Connaissance des pays québécois!**

L'AURORE
221 ouest rue Saint-Paul - Montréal - 844-8764

LA MAISON DE DIFFUSION–QUEBEC Inc.

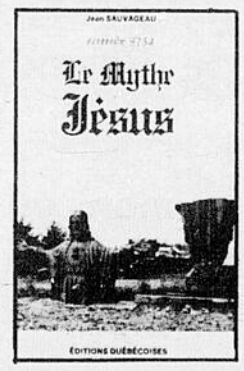
221 ouest, rue Saint–Paul, Montréal. 845–2535

Distributeur exclusif des Editions de l'Aurore et des Editions Québécoises. Est aussi le distributeur de titres aussi connus que Nègres blancs d'Amérique, Crise syndicale, Montréal Insolite, Citations de Mao Tsé-Toung, Sexe-Fiction, Sous-Développement au Québec et dans le monde, **ainsi que les livres des éditeurs suivants: L'Heure, Libération, Bert-Blanc-Rouge, K, l'Obscène Nyctalope; des publications de la CSN et de la FTQ et de nombreuses revues littéraires et magazines populaires.**

LA LITTERATURE QUEBECOISE, C'EST NOTRE FORT!

LES ÉDITIONS QUÉBÉCOISES

dernières parutions



MYTHE JÉSUS
de Jean Sauvageau
Plus de quinze ans de recherches, de compilation de notes, d'étude de documents sur la civilisation et sur le nouveau sens qu'elle prend dans le monde moderne. Eblouissant!

LE DIABLE AUX VACHES,
poèmes d'André Loiselet
Par l'auteur de **Un bel enfant d'chienne,** l'amour, la vie quotidienne et la lutte des classes.

DIPHTONGUES ET LUTTE DE CLASSES
de Desdémone Bardin
L'influence de la phonétique anglaise sur la langue québécoise.

HAITI
de Rodrigue Jean
Haïti pays dominé comme le Québec, par l'impérialisme américain. Haïti pays en voie de sous-développement grâce à l'impérialisme américain. Haïti pays à libérer.

MAIN BASE SUR LE CAMEROUN
de Mongo Béti
Un réquisitoire contre la fausse décolonisation de l'Afrique, la complicité entre le régime au pouvoir et le gouvernement français

Librairie D'Antan
355 Emery
Montréal, Québec
Canada H2X 1J2

849-3055

"Aux Marges Du Silence"

120 pages

Texte inédit de **Félix-Antoine Savard**

Texte imprimé sur papier fait main de la papeterie St-Gilles.

Monique Charbonneau;

10 Bois gravés, tirés et imprimés selon la méthode japonaise, sur papier Kochi par l'artiste.

Typographie, manuelle, montage et impression du texte.

Michel Nantel.

Présentation de **Pierre Ouvrad.**

Tirage de 50 exemplaires tous numérotés.

Tous les volumes sont autographiés par l'éditeur, l'auteur du texte et le graveur.

Librairie D'Antan
355 Emery
Montréal, Québec
Canada H2X 1J2

MAGHREB: survivre à l'entreprise d'arabisation

On a d'abord cru que l'accession à l'indépendance de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie ainsi que les efforts d'arabisation qui se font sentir depuis dans les trois pays du Maghreb éteindraient à tout jamais la littérature maghrébine d'expression française. Il n'en est rien.

De 1945 à 1972 inclus, ces pays ont produit 246 ouvrages dont 75 romans, 11 recueils de nouvelles, 140 recueils de poèmes et 20 pièces publiées. Parmi ces ouvrages, 177 ont été publiés en Algérie.

De graves problèmes

"Cette littérature n'est ni "la", ni "une" littérature française." Les auteurs écrivant en français ne le font pas en tant que Français mais en tant que Tunisiens, Algériens et Marocains. De graves problèmes se posent à eux: ils se servent de la langue de l'ex-colonisateur, utilisant le verbe de l'altérité au coeur même de l'angoissante recherche de l'identité, bien que la plupart ne se sentent pas du tout exilés dans la langue française. "Selon Jean Déjeux qui publiait l'an dernier "Littérature maghrébine de langue française" aux éditions sherbrookoise Naama, ce que les écrivains souhaitent plus que toute autre chose: être publiés par des éditeurs dans leur propre pays; ils ont la ferme intention de dire ce qu'ils pensent, se montrent impatients de changements sociaux et de libérations sociales et politiques "et pensent pouvoir faire fi de toute censure et autocensure."

En Tunisie et an Algérie, les maisons d'édition sont nationalisées au sein de sociétés nationales. Grâce à cette formule, la marge de profits dont bénéficient les libraires et les éditeurs est mince, réduisant du même coup le prix de vente des livres. En effet les livres tunisiens et algériens coûtent souvent moins cher que ceux des autres pays.

Pourant malgré la publication de plus en plus imposante de manuscrits, le père Dejeux nous fait remarquer qu'à la vitrine des librairies algériennes les mêmes noms et les mêmes romans d'hier trônent. Les nouveaux, on ne les trouve pas.

Grâce à la gauche française

C'est la gauche française qui a fait connaître la littérature maghrébine d'expression française à l'époque de la guerre d'Algérie.

Pourtant, cette littérature est née bien avant. A partir de 1900, les écrivains écrivent pour faire plaisir au colonisateur. Mais dès 1950, d'un bout à l'autre du Maghreb, on a de plus en plus de mal à supporter la situation qu'impose le colonisateur. C'est l'époque de Mouloud Feraoun qui sera assassiné par l'OAS en Algérie en 1962, d'Albert Memmi en Tunisie (Memmi a consacré un ouvrage au colonisé; il s'est alors penché sur la situation du Québécois. A lire: "Le portrait d'un colonisé".) Cette période est peut-être la plus féconde de l'histoire de cette littérature.

En 1954 les combats commencèrent en Algérie. Ce n'est que vers 1956 qu'apparurent les oeuvres engagées et ce qu'on a appelé la poésie "guerrière".

La double identité

1964: nouvelle remise en question. On refuse les textes qui ne rendent pas compte des vrais problèmes de l'heure. "Cette prise de conscience et ce refus" explique le père Déjeux, ne sont pas sans rejoindre ceux de Parti pris au Québec en 1963. Les nouveaux auteurs utilisent souvent en terrorites une langue française éclatée, cassée; ils aiment mêler le rêve à la réalité en arrivant à se rêver eux-mêmes ou à fuir dans le délire et dans l'écriture. Ils appellent un chat un chat et veulent se libérer de toutes les mutilations. Les plus virulents sont d'obédience marxiste. Ils se battent avec leur identité double."

Aujourd'hui ce sont les jeunes auteurs qui rencontrent le plus de fifficultés à éditer et à diffuser leurs oeuvres.

RELATIONS

Septembre

Dans ce numéro, entre autres articles:

L'indexation des salaires au coût de la vie.

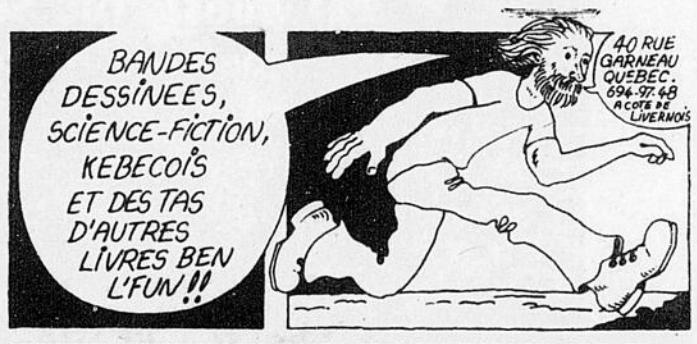
L'Eglise d'ici dans cinq ans, dans dix ans...

Expérimentation humaine et manipulation de l'homme

La Main au feu, de Roland Giguère

René Simard au Japon ou les difficultés du cinéma direct.

RELATIONS
8100, boulevard Saint-Laurent
Montréal — Tél.: 387-2541



librairie pantoute

NOUVELLE FRONTIERE

LIBRAIRIE
NOUVELLES FRONTIERES

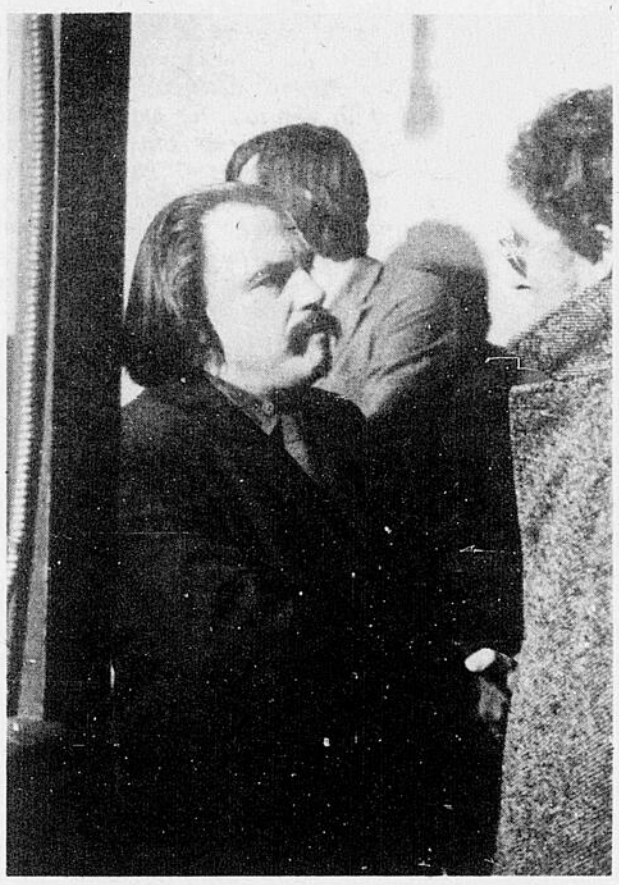
Représentant au **Québec**
pour **Mejhdounarodnaya Kniga**
(Editions Soviétiques)

Livres en: Politique
Littérature
Art
Sciences

et aussi livres pour **enfants.**
(Catalogues sur demande)

96 OUEST, RUE SHERBROOKE
MONTREAL 129, QUE.
TEL: 844-3636

Les livres de la rentrée aux éditions parti pris



CLAUDE GAUVREAU

Oeuvres créatrices complètes
1,500 pages de textes inédits en un seul volume

BORDUAS

Textes (Refus global et projections libérantes)
Les pages les plus célèbres d'un des plus grands peintres québécois

RAYMOND LEVESQUE

On veut rien savoir
Les nouveaux poèmes du père de Bozo-les-culottes

LAO ZI

Le Tao et la Vertu
Une tradition nouvelle et une introduction par Joseph Liu

Les documents d'ITT au Chili

Ou comment l'impérialisme américain assassine les démocraties populaires

L'activité théâtrale au Québec de 1765 à 1825
par Beaudouin Burger

Le passage secret

par Marie-France Dubois
Le premier roman d'une jeune québécoise

Le déclin écologique des lacs et rivières des Laurentides

par Jacques Bergeron

La date de parution exacte de ces titres sera annoncée dans votre journal.

Grâce à un accord conclu avec La Maison de l'Education, QUEBEC-PRESSE fera bénéficier chacun de ses chers lecteurs et lectrices d'avantages exceptionnels dans l'acquisition de biens culturels - aussi remarquables, nombreux et raffinés que merveilleux et exclusifs.

Voici ce que nous vous offrirons:

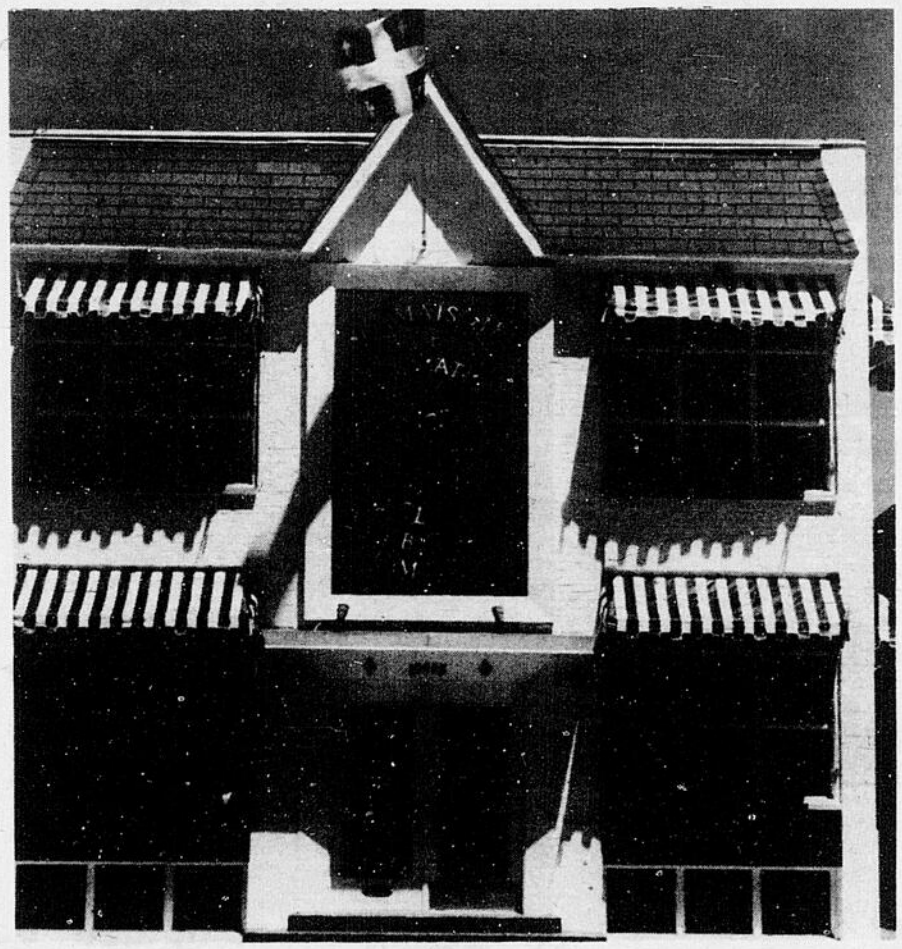
Des Livres magnifiques pour tous les goûts-populaires et éducatifs, ainsi que des Collections qui feront l'honneur de votre bibliothèque; des Collections de livres best-sellers, romantiques, historiques ou faites par l'éblouissante imagination de l'Homme, selon vos choix ou voeux les plus chers;

Des Bibliothèques, directement de la célèbre Maison des Bibliothèques de Paris: des bibliothèques pour ranger vos Livres, au creux de votre coeur et de celui du coeur du Monde: de Style populaire et pratique au Style directoire, Rustique ou Louis XVI ou Philippe Aubert de Gaspé;

Des Disques rares et beaux, de Beethoven joué sous les ponts de Paris qu'à l'inoubliable Vigneault et Léveillé, insignes troubadours d'un Québec toujours universel et critique - ainsi qu'un Service disquaire et électronique incomparable fait par des experts électiques jaugeant avec art et bien dire les besaces et les goûts;

Directement de l'Hôtel des Monnaies de Paris en exclusivité toute québécoise et française pour son élite toujours nostalgique et altière, pour tous les Québécois qui ne veulent pas mourir d'insanité ou d'un manque d'identification élémentaire au parchemin des nations du Monde: des Monnaies Anciennes en Or et en Argent, des Reproductions à nul autre pareil à travers le monde, des Pendentifs aux motifs éblouissants de beauté - toujours gravés à l'or et à l'argent...

C'est tout celà, comme un véritable coffre-fort de Bonheur et d'épanouissement que QUEBEC-PRESSE vous offre.



QUEBEC-PRESSE ENTEND bien partager ce bonheur insigne avec chacun de ses lecteurs et lectrices et saisir ces magnifiques occasions culturelles exceptionnelles, grâce à LA LIBRAIRIE DE LA MAISON DE L'EDUCATION au 10,485 Boulevard Saint-Laurent, à Montréal.

C'est donc avec enthousiasme que nous recueillerons à Québec-Presse dès la semaine prochaine les réponses à la sélection de nos offres exceptionnelles.

LA MAISON DE L'EDUCATION
Librairie agréée par le Ministère des Affaires Culturelles
10,485 Boulevard Saint-Laurent, à Montréal

* Au Service de l'Esprit, un Québec en marche meilleur et plus grand".

LA MAISON DE L'EDUCATION
"LIBRAIRIE AGREE PAR LE MINISTERE DES AFFAIRES CULTURELLES DU QUEBEC"
10,485 BOULEVARD SAINT-LAURENT, MONTREAL 357e QUEBEC – TEL: 384-4844

AFRIQUE NOIRE
Les romans politiques sont frappés d'interdit

"Tout roman qui fait ne serait-ce qu'une allusion à la vie politique noire est impitoyablement interdit." Selon Jean-Pierre Makouta-Mboukou, professeur à la Sorbonne, la politique africaine intolérante ne supporte pas qu'on lui dise qu'elle est faillible: elle se plaît dans ses guerres fratricides, tribales, qui détruisent l'unité nationale, dans ses dilapidations des deniers publics, c'est-à-dire dans son inconscience qui l'amène à faire en réalité le jeu des puissances extérieures.

L'Afrique noire francophone compte quelques maisons d'édition. Les éditions C.L.E. âgées de 10 ans, les nouvelles éditions africaines de Dakar et quelques maisons au Zaïre qui n'ont qu'un rayonnement limité. "Mais ces maisons, poursuit M. Makouta-Mboukou, ne semblent pas avoir une liberté d'action. Elles sont obligées de tenir compte de la conjoncture politique du pays où elles sont installées. Pour être édité, il faut qu'un auteur soit ou indifférent à la politique de son pays, ou à celle de l'Afrique noire, ou suppot des régimes négro-africains."

Dans ces conditions, il est évident qu'aucune maison d'édition africaine ne peut prendre le risque d'éditer à fonds perdus des romans qui seront interdits. Ces maisons se rabattent fatalement sur des oeuvres à thèmes moins dangereux pour les régimes: contes, légendes, vie traditionnelle, mariage forcé, dot. Dans ces oeuvres, l'engagement de l'écrivain devient secondaire.

40% des hommes savent lire

Plus de 71,000 hommes habitent l'une ou l'autre des seize républiques nègres francophones (Cameron, Congo, Centrafrique, Burundi, Côte-d'Ivoire, Dahmey, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Mali, Niger, Tchad, Togo, Rwabda, Snégal, Zaïre). 40% des habitants savent lire et écrire.

La plupart des romans édités en Afrique ne sont pas tirés à plus de 5,000 exemplaires. C'est dire qu'au moins 20, 000 lecteurs possibles n'ont pas accès à la littérature de leur pays.

Comme les autres écrivains francophones du monde, ceux de l'Afrique noire tentent leur chance en Europe où d'autres préjugés les attendent: "Les éditeurs européens nous obligent à nous assimiler, donc à nous renier, reprend M. Makouta-Mboukou, et à nous comporter culturellement en Européens, pour que nous soyons édités, reprend M. Makouta-Mboukou. Mais nous sommes des Nègres et non des Blancs. Et nous raisonnons à l'aide d'un cerveau fait pour la mentalité nègre à laquelle plus que jamais nous sommes attachée! Et notre vérité est toute nègre, et jamais blanche! Et pourquoi, quand on veut juger de notre oeuvre, nous met-on en compétition avec des Européens? Nos thèmes sont nègres! S'ils n'intéressent pas les Blancs, ils sont éminemment importants pour le monde nègre."

La littérature de l'accusation

Bien avant la période dite de la Négritude, la littérature de l'Afrique nègre existait déjà. Les pionniers datent du 19ième siècle. Chez eux, la révolte des Nègres n'existe pas encore. De 1920 à 1960, c'est-à-dire jusqu'aux indépendances africaines, le monde noir s'éveille. Les poètes expriment leur refus de l'assimilation, ils se portent en outre à la défense des civilisations nègres.

Aucun pays n'est encore responsable politiquement. La revendication et le retour aux sources sont les seuls thèmes littéraires valables; c'est la littérature de l'accusation.

Depuis 1960, la situation est différente. Les écrivains négro-africains sont moins bien connus qu'avant. "Les pays négro-africains étant indépendants, leurs problèmes n'intéressent plus les anciennes puissances coloniales que, par ricochet, au niveau de la haute diplomatie et de la haute finance."

Cela n'a pas empêché ces écrivains d'être, aujourd'hui, en 1974, dix fois plus nombreux qu'il y a 15 ans. Ils étaient moins de 70 en 1960. On en compte maintenant quatre ou cinq fois plus. On a passé de la poésie, langage par essence de la négritude, à la prose.

Librairie
Encyclopédique
Librairie Ancienne et Moderne

Au coeur de la ville, sous un même toit, un service complet de librairie.

- **Canadiana**
- **Livres et journaux anciens**
- **Revues anciennes.**

SPECIAL de la rentrée:
Petit Larousse
Rég.: $12.50
Spéc. $10.95

1635, rue Saint-Denis – métro Berri – 845-0911

Syndicat de l'enseignement du Nordet

Sept-Iles, le 4 septembre 1974.

OFFRE D'EMPLOI

Le Syndicat de l'Enseignement du Nordet requiert les services d'un employé-conseil temporaire, pour au moins la période du 21 octobre 1974 au 31 août 1975, en remplacement d'un conseiller élu à la présidence du Syndicat.

LIEU DE TRAVAIL: Le candidat choisi sera appelé à voyager sur toute la Côte-Nord, de Tadoussac à Blanc Sablon. Lieu de travail prévu: Sept-Iles.

LES FONCTIONS:

1. Participer à l'application de la convention collective et aux règlements des griefs;
2. Agir comme agent d'information auprès des membres du Syndicat;
3. Travailler surtout dans les domaines suivants:
   a) Classification et perfectionnement;
   b) Sécurité sociale (Régimes d'assurances, Régimes de de Retraite, Assurance-Chômage...);
4. Agir comme conseiller technique auprès des membres du Conseil Régional et du Comité Exécutif;
5. Accompiir toute tâche confiée par le Comité Exécutif.

QUALIFICATIONS REQUISES:

1. Expérience dans l'enseignement;
2. Expérience syndicale;
3. Aptitudes pour travailler en équipe et animer des groupes.

CONDITIONS DE TRAVAIL ET TRAITEMENT Selon la convention collective des employés-conseils du Nordet.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 20 septembre 1974 à 18:00 heures à:

M. Jocelyn CHAREST,
638 Dequen,
Sept-Iles, P. Qué.

OUI ! . . . IL EST DISPONIBLE

FORMAT DE POCHE

ÉDITION INTÉGRALE, BILINGUE, BROCHÉ 1974

$7.95

COLLECTION:
CODES ET RECUEILS PRATIQUES

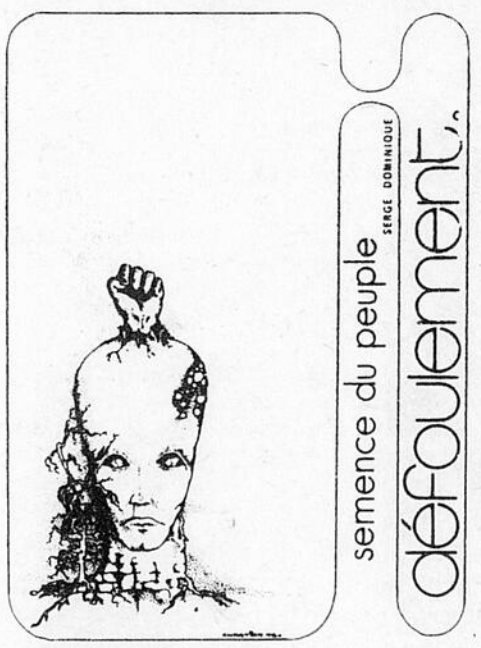
CODE CIVIL QUÉBEC CIVIL CODE

1974

Édition préparée sous la direction de
Yvon Renaud et Jean-Louis Baudouin

professeurs à la
Faculté du droit de l'Université de Montréal

GUÉRIN ÉDITEUR
4440, rue ST-DENIS
MONTRÉAL H2J 2L1 — TÉL.: 843-6241

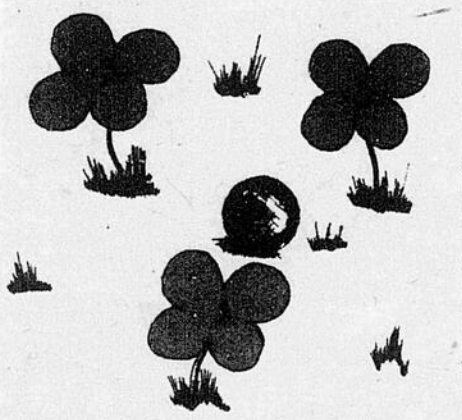


Prix $1.00 l'exemplaire

Ce petit volume fut écrit après la crise d'octobre, durant l'hiver, en pleine participation au niveau de mon choix intérieur. Chacun était déjà une participation réelle, devenir celui que je devais être comme homme (patriote), ou qu'est-ce que je voulais faire pour la société en général. Le travail, pour moi, demeure la source de mon inspiration, bûcher, manger de la marde, en Canadien français, mais avant tout en Québécois.

La Perle de Gène

un conte de guy auger
dessins de michel jean



les grandes éditions du québec inc.

Prix $1.95 l'exemplaire

Un merveilleux conte de fée québécois pour enfants de 7 à 10 ans. Illustré et agréable à lire, pleine de jeunesse et de fraîcheur. C'est l'histoire d'un enfant roux aux yeux verts. Il aime l'eau fraîche et les poissons rouges. Un jour l'un d'eux lui remet une perle noire, la PERLE DE GENE, qu'il doit semer entre trois trèfles à quatre feuilles. Pourquoi? Ni le poisson rouge, ni le petit garçon roux aux yeux verts ne le savent.

En vente chez votre libraire ou

LES GRANDES EDITIONS DU QUEBEC INC.
3555 rue Monselet, Mtl-Nord H1H 2A5

J'inclus la somme de . . . . . .
pour les livres suivants:

DEFOULEMENT ☐ **$1.00**
LA PERLE DE GÈNE ☐ **$1.95**

Argent comptant, mandat poste ou chèque. (si C.O.D.). J'accepte de payer les frais de poste

NOM . . . . . .

ADRESSE . . . . . .

CODE POSTAL . . . . . **.VILLE** . . . . .

TRAVAILLEURS QUÉBÉCOIS ET LUTTE NATIONALE

Un texte qui situe la lutte nationale au Québec par rapport aux intérêts fondamentaux des travailleurs... Un texte qui fait le LIEN entre la lutte de libération nationale au Québec et la lutte pour le socialisme... Une des premières analyses de fond sur la réalité québécoise produite par des militants progressistes.
aux **EDITIONS MOBILISATION en vente prochainement à $1.00**

MOBILISATION la revue mensuelle de la gauche québécoise. Contient des analyses, des informations, des documents sur le mouvement ouvrier québécois et international. Au sommaire du numéro de septembre: le RCM à Montréal, Les racines historiques du réformisme, Les nouvelles formes d'exploitation de la classe ouvrière, le Programme Commun en France, et d'autres articles...
MOBILISATION est en vente à tous les mois dans les librairies et kiosques.

formule d'abonnement

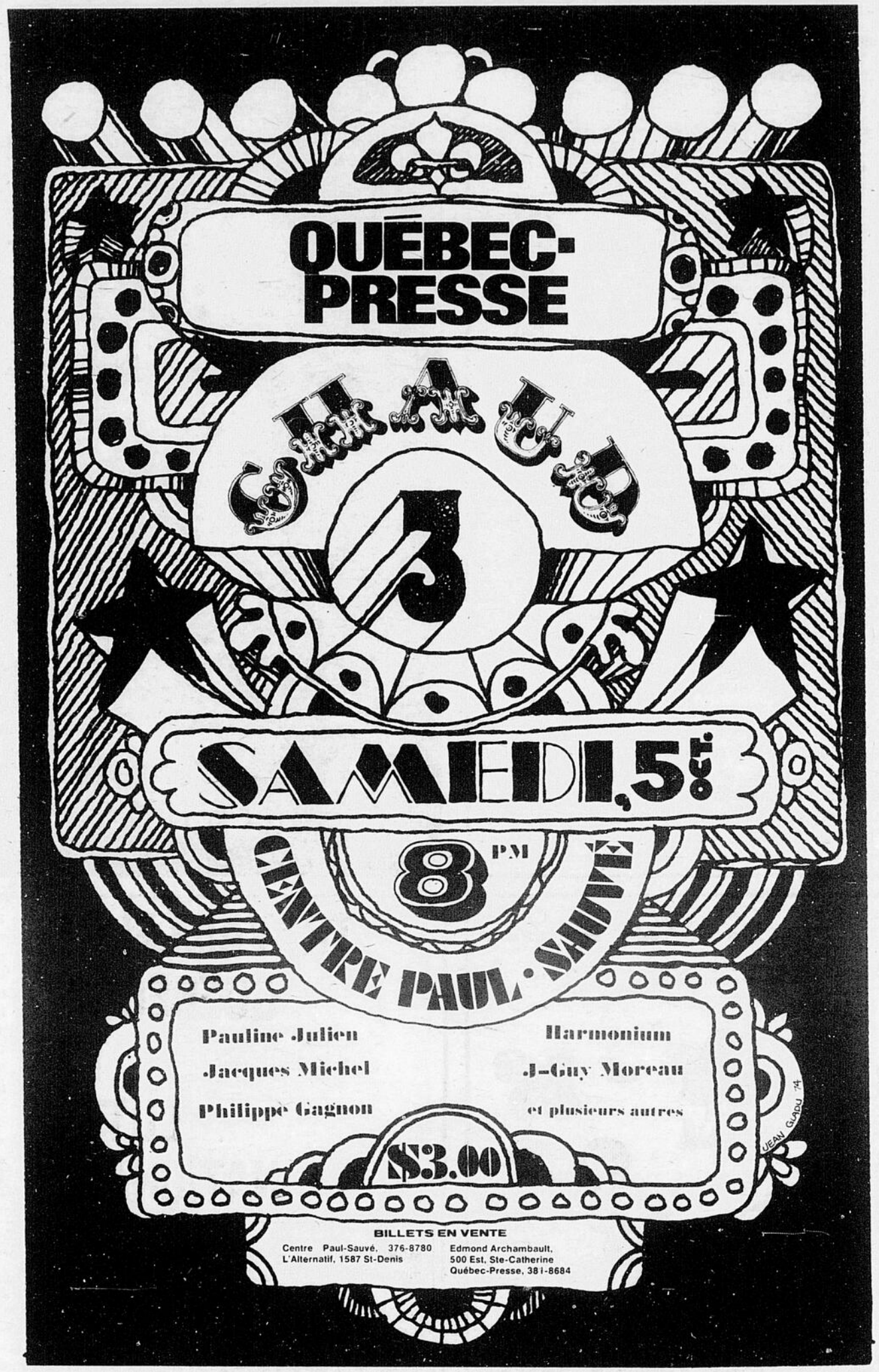
☐ **$5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros**
☐ **$.....pour .....abonnements collectifs à 10 numéros [$5.00 chacun, frais de poste inclus]**
☐ **$.....pour les numéros précédents suivants.....**
☐ **$0.50 pour les DOSSIERS suivants.....**
☐ **$10.00 pour.....abonnements de soutien**
☐ **$10.00 pour .....abonnements pour l'étranger par avion**

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

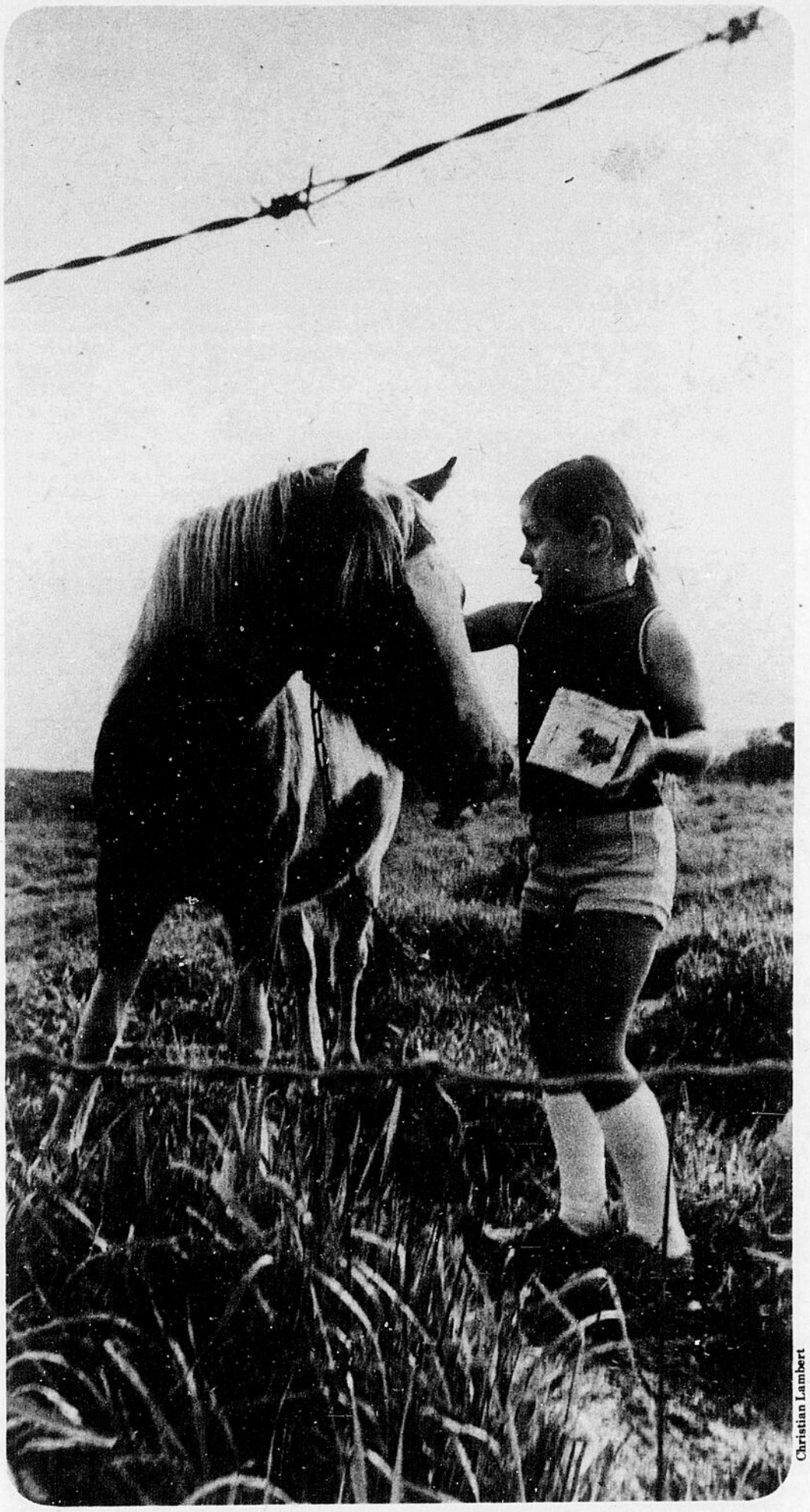
MOBILISATION
1867 Amherst, Montréal,
tel.: 522-1373

Nom.....
Adresse.....
.....



LA LIBRAIRIE
VOLUMETRIX
1270 est, rue Fleury, Montréal, Québec

La petite **LIBRAIRIE** qui comble l'homme nouveau, le **BLIBLIOVORE**, vous invite à **DEVORER** ses plats de **RESISTANCE**, et ses desserts **QUEBECOIS.**
Venez bouquiner **LIBREMENT.**



Christian Lambert

Les fermes d'hébergement

Un retour à la campagne

"Autrefois le rat de ville invita le rat des champs"...Lafontaine

par Christian Lambert

Et la fable nous le dit, le rat des champs lui rendit son invitation. Le rat de ville, à l'instar de centaines de Québécois, a probablement accepté l'offre. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui que des Québécois passent leur été à la campagne. Essentiellement agricole au début, et devenu subitement urbanisé, le Québec s'offre maintenant le "luxe" d'un retour à la campagne grâce aux fermes d'hébergement.

Les fermes d'hébergement

La ferme d'hébergement c'est une ferme organisée pour recevoir des citadins en vacances et leur permettre de renouer avec les traditions agricoles. L'idée n'est pas nouvelle. Il existe près de 15,000 gîtes ruraux en France. L'Ontario, le Manitoba, l'Ile-du-Prince-Edouard et la Saskatchewan entretiennent avec succès un réseau de fermes d'hébergement.

Le ministère de l'Agriculture offrait cet été aux citadins 135 fermes avec une capacité d'accueil de 916 personnes-jour. Le 28 août, 300 réservations pour 984 personnes étaient déjà faites. Près d'un millier de personnes auront donc profité durant la période estivale, du 15 de juin au début de septembre, de l'accueil des agriculteurs participants au programme. Et ceci à des prix qui sont à la portée de tous et qui constituent un juste milieu entre les vacances de motel et le camping.

Des surprises

Passer ses vacances à la ferme peut vous apporter bien des surprises, surtout quand vous n'êtes pas prévenu des conditions qui existent à la ferme qui vous reçoit. La ferme de M. Yves Mathieu, de North Hatley, que nous avons visitée, s'est révélée une ferme d'élevage quasi industriel de cochons. En soi, il n'y a rien de surprenant à cela. Sauf si vous désirez passer une semaine dans une ferme mixte. Et c'est ce qui est arrivé à la jeune mère célibataire que nous avons connue lors de ce séjour dans le comté de Stanstead. Une ferme magnifique, une grande maison très confortable, dans un site incomparable, c'est plus que suffisant pour bien des gens. Mais quand on a un enfant et que l'on désire avant tout lui faire découvrir la ferme traditionnelle, on risque d'être déçu.

Avez-vous déjà vu un millier de cochons qui attendent leur pitance? Attachés dans leur enclos, criant, mordant à belles dents leurs barreaux, ils offrent un spectacle qui ne peut que choquer l'oeil non averti. Et l'odeur insupportable qui se dégage de la soue suffit finalement à rebuter le citadin plus habitué à d'autres formes de pollution. Nous n'étions en rien averti au sujet de la ferme que nous allions visiter. Et les invités de M. Mathieu ne l'étaient pas plus. "C'est une des grandes lacunes du programme que de ne pas spécifier le type de fermes qui sont offertes", nous confiaient les vacanciers.

En toute saison

La possibilité de profiter des vacances à la ferme ne s'offre pas qu'en belle saison. Un programme d'automne axé principalement sur la chasse et un d'hiver axé sur la période des Fêtes sont prévus pour l'année en cours. Si l'été demeure la période la plus intéressante, toutes le saisons de l'année offrent des attraits divers. Que ce soit au moment de la période des sucres, ou de la récolte et de la chasse, la campagne offre aux citadins un lieu de séjour appréciable.

Le ministère de l'Agriculture, qui entend dépasser le simple stade de l'inscription des agriculteurs, croit d'ici peu pouvoir réaliser la création de villages-vacances-familles. Selon les résultats du programme d'accueil à la ferme de cette année, les responsables du projet pourraient envisager la possibilité, à plus long terme, d'organiser des villages de vacances pour les familles qui profiteraient de la mise sur pied de loisirs organisés par les localités en cause. Finalement ce projet d'envergure n'est pas sans nous rappeler, au moment où une crise subsiste dans le monde du loisir entre les principaux intervenants (soit le Haut-Commissariat, le ministère du Tourisme, des Affaires culturelles et l'Education) qu'un nouvel arrivé ne sera pas sans jeter un caillou dans cette mare aux crapauds qu'est devenu le monde du loisir.

La série URSS-Canada

Les Soviétiques, un choix unanime

par Pierre Terroux

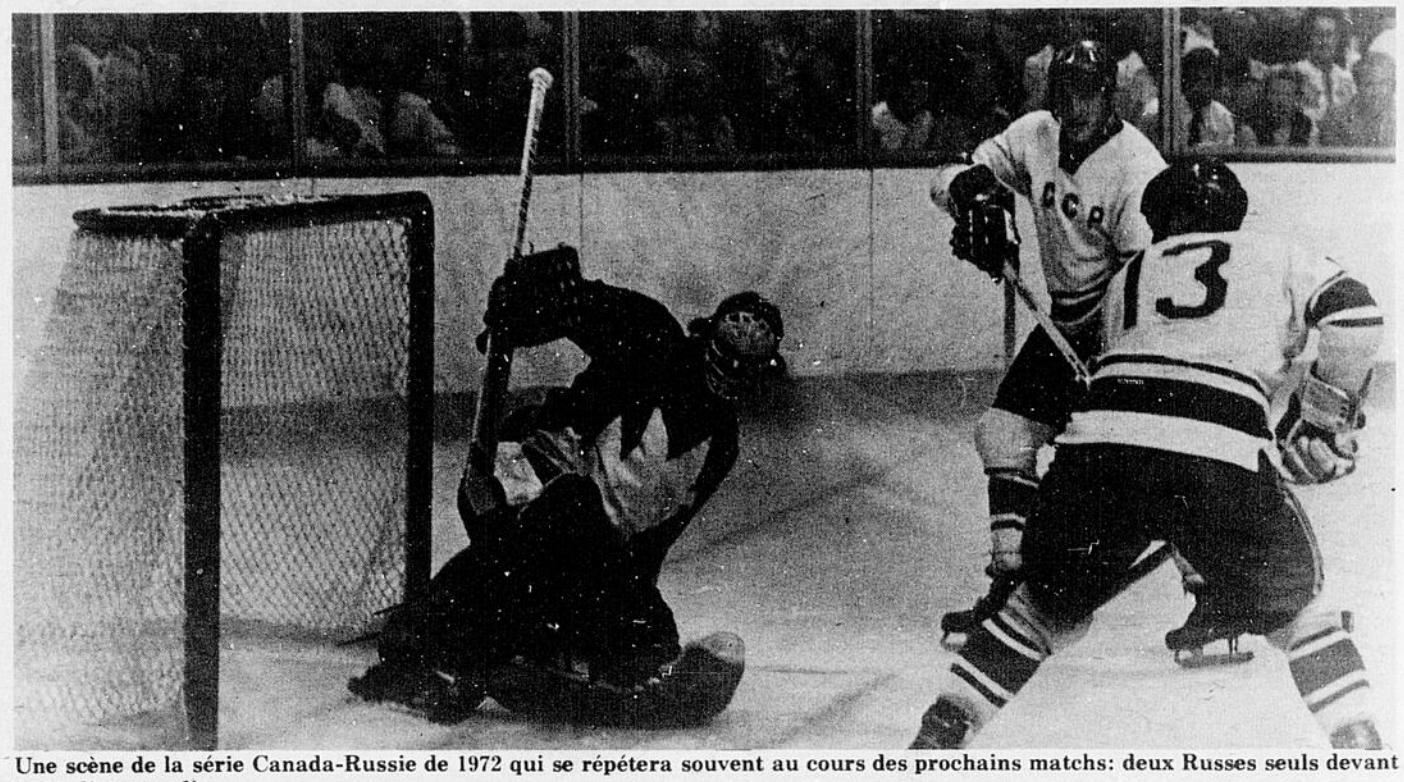
C'est mardi prochain que débute la seconde série du siècle, celle opposant l'Association mondiale de hockey à l'équipe nationale de l'Union soviétique.

On se rappelle l'autre série qui s'était soldée par une victoire tardive de l'équipe canadienne.

La première partie de cette série de huit matchs sera disputée au Colisée de Québec. L'alignement soviétique sera sensiblement le même qu'en 1972.

Koulaguine a remplacé Bobrov à la tête de l'équipe. Ragouline a laissé sa place à un plus jeune défenseur. Chez les Canadiens, c'est un nouvel alignement à l'exception des Stapleton, Henderson et Mahovlich qui avaient "défendu nos couleurs" au sein de la formation de la ligue Nationale.

Que peut-on penser de cette série? Nous avons demandé l'opinion de plusieurs experts en hockey: Marcotte, Larivière, Chapleau, Girard, Thiffault et Shero. Fins connaisseurs des méthodes canadiennes et soviétiques, ils analysent chacune des équipes et supputent les chances de victoires de chacune. Tous prévoient une victoire de l'équipe soviétique.



Une scène de la série Canada-Russie de 1972 qui se répétera souvent au cours des prochains matchs: deux Russes seuls devant le gardien canadien.

Une série chaude? Non!

– Claude Chapleau

"Ce ne sera même pas une série chaudement disputée. Malheureusement, la victoire des Russes n'aura pas l'impact de leur défaite de la série précédente. Nous aurons encore une fois l'excuse trop facile pour expliquer nos déboires. On dira que nous alignions des joueurs finis, que l'équipe était moins forte que celle de la LNH, que le conditionnement physique laissait à désirer. Bref, nous nous croirons encore les plus forts.

"C'est le temps ou jamais de nous sortir la tête du sable. Ce n'est plus une question de conditionnement physique et de sélection de joueurs. L'avantage des Russes réside dans leur conception du jeu, pas dans des aspects particuliers comme le talent individuel et la condition physique.

"Les Russes ne donnent pas la rondelle à l'adversaire. Si celui-ci la veut, il doit aller la chercher. Ils ne lancent pas inutilement.

Fred Shero et Claude Chapleau (à droite) discutant des chances des gars de l'AMH.

"Il ne faudra pas se fier aux premières minutes d'un match pour en entrevoir l'issue.

"Les Russes n'hésitent pas à frapper dans les premières minutes de la rencontre quittes à encourir des punitions et à laisser les nôtres prendre les devants. Ils savent que, lorsque nous avons l'avantage, nous nous mettons aussi à frapper... mais eux ils ne répliquent plus. Ils se mettent à jouer au hockey et deviennent irrésistibles en fin de match."

Les Canadiens n'ont rien appris

– Larivière

Depuis deux ans, les Russes ont appris. Ils ne commettront plus les mêmes erreurs et ne perdront plus de parties durant les dernières minutes de jeu. Ils seront également mieux préparés à affronter la robustesse.

Les professionnels canadiens, eux, n'ont rien appris. A peine ont-ils pu s'apercevoir que leur manière de jouer pouvait être dépassée.

Si les Russes prennent une bonne avance, nous assisterons à un spectacle fantastique. Nous aimons le jeu individuel, les Russes sont capables de nous en offrir.

La victoire étant assurée, ils deviennent audacieux, ils essaient des jeux nouveaux, ils s'amusent comme des petits fous. C'est leur manière à eux de manifester leur amour du hockey.

Le calendrier des parties

Mardi	17 septembre	Québec	8:00
Jeudi	19 septembre	Toronto	8:00
Samedi	21 septembre	Winnipeg	2:00
Lundi	23 septembre	Vancouver	8:00
Mardi	1 octobre	Moscou	12:30
Jeudi	3 octobre	Moscou	12:30
Samedi	5 octobre	Moscou	11:00
Dimanche	6 octobre	Moscou	11:00

Les matchs seront télédiffusés au canal 10 et radiodiffusés sur les ondes de Radio-Canada.

La force des Russes
L'improvisation collective

– Jean-Paul Girard

"Les Russes ne devraient pas avoir de difficultés à l'emporter. Pourquoi? A cause de leur stratégie. Si on se fie aux performances offertes par les midgets russes l'an passé, on constate qu'ils peuvent changer de tactiques à chaque partie, voire même à chaque période. Ils sont tantôt individualistes, tantôt collectifs, tantôt robustes. Je crois l'équipe nationale encore plus subtile dans sa conception du jeu de hockey.

"La grande force des Russes, c'est leur improvisation collective contrairement à notre improvisation individuelle. Durant la série, ils vont être encore plus offensifs qu'en 1972, et c'est peut-être leur seul défaut: pris par le goût de l'attaque, il leur arrive de relâcher la défensive. Saurons-nous en profiter? Disons également qu'ils deviennent nerveux devant le jeu rude... mais peut-on les bousculer pendant trois périodes? Sans compter qu'ils ont dû s'exercer à la mise en échec depui deux ans. On a vu chez les midgets russes une progression dans la robustesse. Il est probable que l'on dénotera le même jeu rude chez les "nationaux", si besoin en est pendant la série.

"La force des Canadiens sera évidemment leur volonté de montrer que l'AMH est l'égale de la LNH. Ils ont quelque chose à prouver.

"Il faut noter la présence de Gordie Howe. Il est l'homme à ne pas se laisser impressionner par l'adversaire. Il a toujours joué son jeu sans se soucier de son opposant. Mais les Russes, fins stratèges, sont capables de l'ignorer quand il sera sur la glace. Sachant que nous jouons par "corridor" (l'ailier droit à droite, l'ailier gauche à gauche), ils sont capables de jouer sans utiliser le corridor de droite où se trouvera Howe. Il sera très intéressant de suivre Howe durant cette série.

"La faiblesse des Canadiens réside dans sa brigade défensive et dans son manque d'organisation à l'attaque. Notre individualisme nous tuera. Comme le disait Tarasov, le grand maître russe en hockey: **"Un Bobby Hull battra toujours un Firsov. Deux Bobby Hull pourraient encore battre deux Firsov, mais cinq Bobby Hull perdraient toujours contre cinq Firsov."**

L'alignement des deux équipes

AMH		RUSSIE
Cheevers	**gardiens**	Tretiak
McLeod		Sidelnikov
Gratton		Afonin
Hamilton	**défenseurs**	Shatalov
Selwood		Tsygankov
Tremblay		Volchankov
Howe		Kuznet sov
Ley		Vasiliev
Stapleton		Liapkin
Smith		Filippov
Shmyr		Korotkov
		Kulikov
		Fuodorov
		Lutchenko
		Giukhov
	avant	
Tardif		Petrov
F. Mahovlich		Anisin
Backstrom		Kharlamov
Harrison		Mikhailov
B. Hull		Yakushev
Walton		Shadrin
Henderson		Maltsev
Bernier		Lebedev
MacGregor		Popov
G. Howe		Bodunov
McKensie		Vikulov
Lacroix		Shalimov
Webster		Golikov
M. Howe		Kotov
Houle		Klimov
		Repnev
		Kapustin
		Volchkov
	instructeurs	
Billy Harris		Boris Kouloguine

L'énergie du désespoir, seule chance de l'AMH

– Charles Theffault

"Quatre facteurs importants peuvent influencer le cours d'une partie de hockey. Le conditionnement physique, la technique, la tactique et la psychologie.

"Les trois premiers facteurs sont à l'avantage des Soviétiques. Logiquement, il faut choisir les Russes pour gagner la série. Seule l'énergie du désespoir pourra permettre aux Canadiens d'arracher quelques parties... mais je ne gagerais pas d'argent là-dessus."

Pour suivre la série

Le fanatisme, l'amour ou l'esprit critique

Comment suivre la série Canada-Russie?

D'abord avec fanatisme. C'est facile, on s'imagine que les Canadiens peuvent encore gagner et on ne cesse pas de les encourager, de "forcer pour eux autres". On ne manque pas aussi de maugréer, de maudire telle erreur de tel joueur. On blâme l'arbitre. On saute à chaque but des Canadiens.

Ensuite avec amour. Si on aime le beau jeu de hockey, celui joué par des gars motivés, c'est l'occasion idéale. Jamais joueurs canadiens ne voudront autant gagner. Amoureux du beau jeu, il suffira de suivre les patineurs soviétiques, le dangereux Gordie Howe, l'étourdissant Tretiak, l'éblouissant Kharlamov.

Mais si on a l'esprit plus froid, on voudra peut-être essayer de découvrir "la science" des Russes, constater l'improvisation des Canadiens ou remarquer l'inertie ou l'efficacité de tel ou tel joueur.

Voici quelques points auxquels vous pourriez porter attention durant les matches télévisés.

Les forts en chiffres pourraient essayer de compter le nombre de passes, le nombre d'attaques et s'amuser à faire la moyenne. On peut le faire pour chacune des périodes. Pour l'avoir fait l'an dernier durant les éliminatoires de la ligue Nationale, il nous faut admettre que ce n'est pas facile.

On peut également calculer combien de passes chacune des équipes exécute pour sortir la rondelle de sa zone. On peut aussi compter combien de joueurs sont impliqués dans une attaque, ou combien de lancers sont exécutés de loin, de près, d'un angle impossible, combien de buts sont comptés de la "slot" (l'espace situé devant le but entre les deux grands cercles rouges).

Ceux qui n'aiment pas les chiffres peuvent se laisser aller à des observations générales.

Qui fait la passe à qui? C'est un jeu amusant qui nous permet de voir parfois des joueurs totalement inutilisés et d'autres surexploités.

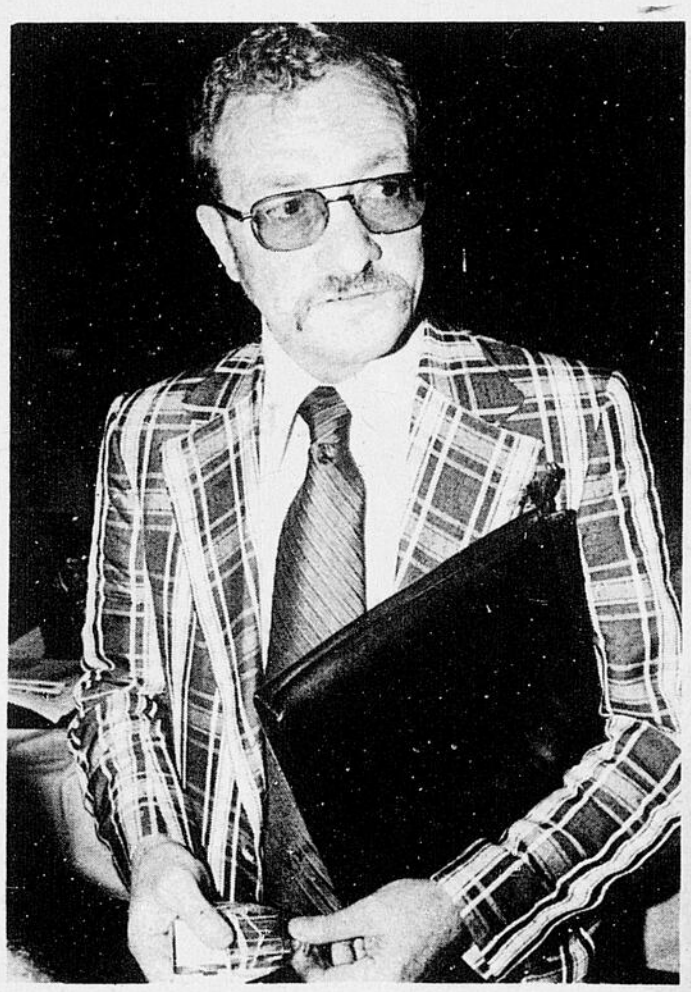
On peut également observer quels gestes poseront les Soviétiques et les Canadiens lorsque étroitement surveillés et incapables de faire progresser l'attaque.

Observez les méthodes que met en oeuvre chacune des équipes pour sortir la rondelle de la zone. Le porteur se cache-t-il derrière le but? Sort-on toujours la rondelle par la droite, par la gauche? Les ailiers reviennent-ils assister le porteur du disque? Recherche-t-on l'échappée?

Observons encore le porteur de la rondelle. Se trouve-t-il derrière ou devant ses ailiers? Combien de fois un attaquant seul fait-il face à un, deux ou trois défenseurs?

Evidemment, les caméramen ne vous aideront pas toujours dans vos observations. On préfère trop souvent une vue partielle à une vue globale.

On ne vous dit pas tout. On vous laisse la joie de la découverte.



Pour Fred Shero, il n'y a aucun doute: victoire décisive des Soviétiques.

Les Russes ont rajeuni, et nous avons vieilli

– Gaston Marcotte

"Je l'ai dit il y a sept ans, l'équipe qui jouera au hockey scientifiquement, systématique, dominera toute ses rivales. Les Russes se sont hissés à notre niveau et même nous ont dépassés en appliquant méthodiquement toutes leurs découvertes et tout ce qu'ils ont acquis des autres. Quoi qu'on en pense, nous n'avons pas un don spécial pour le hockey.

"Quant à la série elle-même, on remarquera que Boris Koulaguine, l'instructeur russe, a diminué l'âge moyen de son équipe alors que nous, nous l'avons augmenté. Les Russes ont commencé à s'entraîner bien avant juillet tandis que les nôtres ont aussi commencé plus tôt mais de façon individuelle.

"Reste à savoir comment ils l'ont fait. Jean-Claude Tremblay, qui n'a jamais été aussi zélé, s'entraînait pour le marathon plutôt que pour le sprint.

"La force des Russes, on ne le répétera jamais assez, c'est leur système, leur conditionnement physique et une maîtrise parfaite de la passe et du lancer. Leur faiblesse, c'est leur crainte devant la mise en échec. Mais ils ne faut pas s'illusionner, ils ne lâcheront pas même si nous les frappons.

"Le seul facteur qui milite en faveur des Canadiens, c'est qu'ils n'ont rien à perdre dans cette série. La principale faiblesse des nôtres, c'est le manque de jeu collectif. Nous sommes de bons individualistes... mais c'est tout.

Les Russes trop forts

– Fred Shero

"Le Canada ne peut pas gagner. J'aimerais ça qu'il le fasse mais c'est contre la logique.

"Les Russes sont trop forts au plan stratégique. Le seul facteur qui jouera en faveur des Canadiens, c'est la motivation. C'est faible. Le conditionnement physique laisse aussi à désirer. On dit qu'il suffit de contrôler la ligne de Kharlamov pour battre les Russes mais je ne le crois pas."

coup de griffe

Les masochistes

C'est terrible comme les gens ont le goût de se faire du mal. Il ne se passe pas un moment sans que quelqu'un part ait l'idée de se "péter la gueule".

Paduano-Leclair

Pas plus tard que lundi passé, pendant que nous travaillions à préparer ce numéro, l'Ange du ring, Donato Paduano, et le Démon du matelas, Jean-Claude Leclair, se frappaient sur la gueule à qui mieux mieux dans l'enceinte du centre Paul-Sauvé.

C'est le bon Paduano qui a gagné. On avait dit que Paduano se mettait un doigt dans l'oeil en rencontrant le méchant Leclair. Mais si on se fie à ce qu'on a raconté du combat, ce n'est justement pas dans son oeil que l'Italien a jugé bon de se fourrer le doigt mais bien plutôt dans celui de son jeune adversaire.

Les Ex...pirés

Il y a aussi les Expos. Je ne sais pas s'ils sont devenus maoschsites... mais ils ont l'air d'aimer ça à mort de se faire battre par tous leurs rivaux de la ligue Nationale.

Tellement qu'il faudrait, si on les aime autant qu'on le dit, les empêcher de se faire massacrer. Pittsburgh, Cincinnati et Saint-Louis ne sont plus des villes qu'on devrait les laisser fréquenter. Ils reviennent de là tout marqués.

Regardez leur fiche. Les voila maintenant écrasés presqu'au fond de la cave.

Suicide de luxe

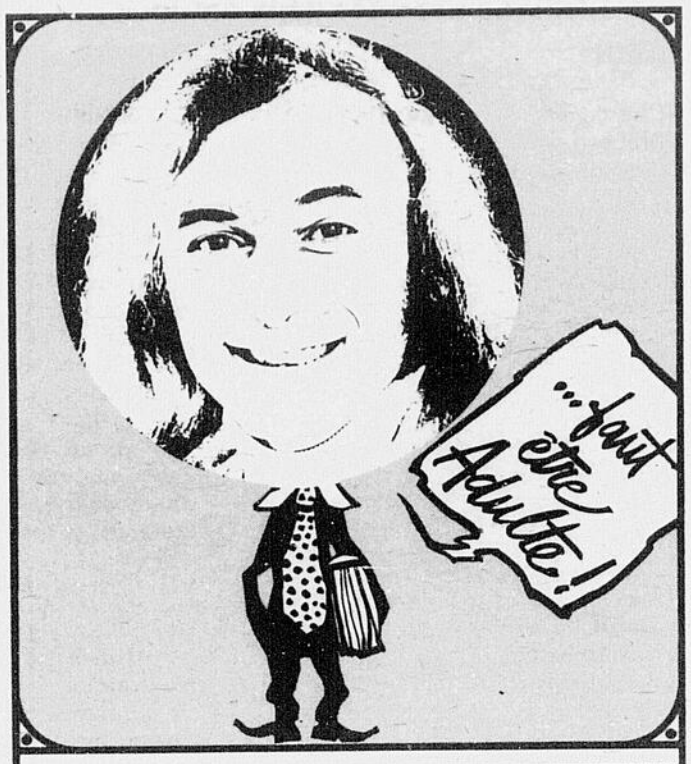
Et il ne faudrait pas oublier Evel Knievel. Lui, c'est un "désespéré de luxe". Knievel, c'est le gars qui dimanche passé à essayé de sauter le canyon de la rivière Snake aux USA.

Son saut de la mort lui a rapporté la petite bagatelle de 6 millions de dollars. Les spectateurs, ces sadiques qui espéraient le voir se péter la fiole sur la falaise opposée à la rampe de lancement, avaient payé $50.00 pour le billet d'entrée. Mais le massacre n'a pas eu lieu et c'est à vous en dégoûter de vous déplacer pour aller voir ça!

Le vrai massacre

A propos de massacre, n'oubliez pas de vous poster devant votre appareil de télévision pour voir les méchants Russes manger les petits Canadiens mardi soir et dans les jours qui suivent. Heureux de servir de cobayes aux "méthodes communistes", les Canadiens ont pris l'engagement formel de supporter tous les sévices pendant huit parties. C'est pas beau, ça? Des martyrs pareils, on n'a pas vu ça ici depuis le père Brébeuf.

Et puis, comme nous sommes dans les martyrs, priez donc un peu pour les pauvres gars qui vont essayer de jouer au hockey junior cette année et qui seront obligés de subir l'intimidation de ceux qui n'ont pas assez de talent pour s'imposer autrement.



services d'éducation des adultes

C.S.R. Chambly • Telephone: 670-3130
C.S.R. Chomedey de Laval • 663-8316
Comm. des Ecoles Cath. de Montréal • 273-0481
C.S.R. Deux Montagnes • 473-4694
C.S.R. Duvernay • 324-6420
C.S.R. Honoré Mercier • 348-4951
C.S.R. Lanaudière • 756-0511
C.S.R. Laurentides • 326-0333
C.S.R. Le Gardeur • 581-9671
C.S. Jérôme-Le Royer • 642-9520
C.R. Sault-Saint-Louis • 637-3741
C.S.R. Lignery • 659-9181
C.S.R. Meilleur • 372-0221
C.S.R. Mille-Iles • 625-1981 ou 1982
C.S.R. Ste-Croix • 748-7847
C.S.R. Salaberry • 371-2000
C.S.R. Vaudreuil Soulanges • 455-9311
Comm. des Ecoles Cath. de Verdun • 769-2771
C.S.R. Yamaska • 773-8401
C.S.R. Youville • 429-4671
C.S.R. d'Avignon • 263-5555
C.S.R. Lake Shore • 697-1990

Consultez les services d'éducation des adultes de votre commission scolaire

LE CEGEP, C'EST POUR TOUT LE MONDE

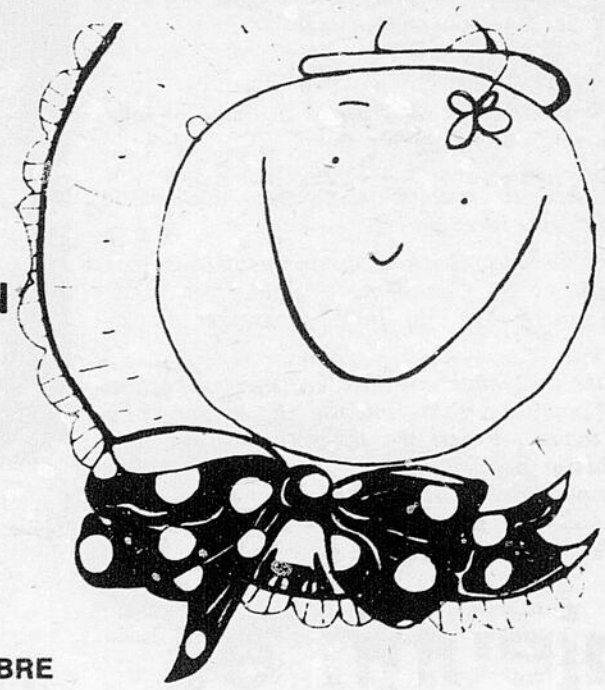
Vous demeurez dans

Plateau Mont-Royal
St-Edouard
Rosemont
St-Michel
St-Léonard
Anjou
Montréal-Nord

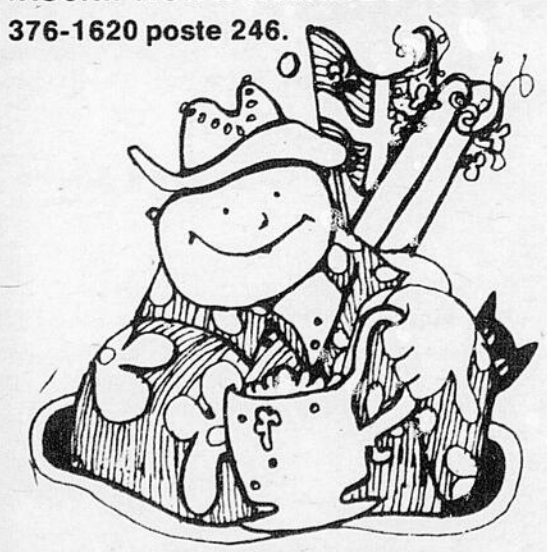
Cà fait longtemps... que çà vous tente?

LE SERVICE D'EDUCATION DES ADULTES
du Cegep de Rosemont

ouvre les ateliers à la population
DU 30 septembre au 20 décembre
le SOIR: 7 heures à 10 heures
PENDANT 12 semaines
COUT: $10.00



INSCRIPTION A PARTIR DU 16 SEPTEMBRE
376-1620 poste 246.



Venez avec nos moniteurs

- risquer votre première **peinture**
- travailler le **cuir** Léopold Tremblay
- apprendre la **guitare** Jacques Bendahan
- modeler et cuire une première **poterie** Ginette Maheu
- apprendre le **ballet - jazz** Lorraine Laferrière

EDUCATION DES ADULTES - ROSEMONT
6400 - 16e Avenue
Montréal H1X 2S9

ROSEMONT DANS VOTRE SALON

Le FRANCAIS
on le parle, on ne parle...
on le parlera,
on en parlera encore...

Pour ceux et celles qui veulent l'améliorer,

LE SERVICE D'EDUCATION DES ADULTES

du Cegep Rosemont
vous offre 3 cours **par correspondance**

601-911
Français écrit
(Les problèmes de la grammaire)
(Les problèmes de vocabulaire)

601-924
Langue de l'administration et de la technique
(Les problèmes de la langue dans ces secteurs)

601-902
Eléments de linguistique
(La sémantique, la phonétique, la syntaxe dans un contexte franco-canadien).
Vous pouvez suivre votre cours seul, en amoureux, en famille, en auto, en train, à pied, chez vous ou chez le voisin comme vous préférez.

Le Cegep, ça vous appartient aussi.

vite

Un athlète ontarien, Hugh Frazer, a décidé de s'installer au Québec. Il est champion canadien au 100 mètres en piste. "L'aide aux athlètes est meilleure au Québec qu'en Ontario" nous confie-t-il.

Larry Regan, un anglophone, continue toujours son oeuvre de bilinguisme au sein du **Canadien junior.** Il est l'instructeur d'une équipe composée en majorité de francophones.

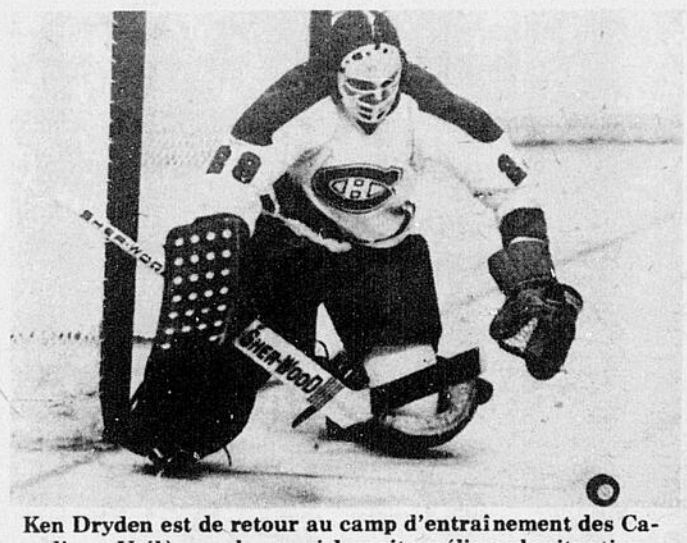
Richard Millaire a gagné dimanche dernier le tournoi de golf professionnel du Québec. Nul besoin de dire qu'il ne s'est pas mis millionnaire avec sa bourse. Le golf est jeune et pauvre au Québec.

Pierre Bouchard nous assure que l'esprit d'équipe sera formidable au camp d'entrainement des Canadiens cette année. Bravo Pierre. Mais il est malheureux que tu ne saches pas ce qui se passe quand tu nous dis "que tous les coéquipiers que j'ai rencontres semblent impatients de débuter la nouvelle saison".

Les Alouettes se portent très bien. Ils ou elles sont en tête du classement avec 4 points d'avance sur leurs plus proches rivaux, les Tigers Cats d'Hamilton.

Le 29 septembre on court. C'est en ce moment qu'aura lieu le **marathon annuel du Parc Lafontaine.** C'est pas fatigant à courir. Bienvenue à tous. Si ça vous fatigue de rester à rien faire pendant quelques heures, courez.

La saison de la chasse est commencée. En effet dans quelques régions du Québec la chasse à l'orignal, l'ours et, le caribou est ouverte depuis peu. Pour ce qui est du chevreuil, messieurs les chasseurs, vous devrez attendre au 26 octobre et ne tirer que sur un animal porteur d'un panache d'au moins trois pouces; si c'est possible enforêt de faire la différence entre un panache de deux pouces et un de trois pouces. Enfin, bonne chasse.



Ken Dryden est de retour au camp d'entrainement des Canadiens. Voilà une chose qui devrait améliorer la situation.

Nos Expos s'en promettent en septembre en jouant un total de 10 Jarry d'belles parties de suite à Jarry. Ça commence les 11 et 12 septembre contre les Cubs de Chicago et ça se continue les 13, 14 et 15 septembre contre les Pirates de Pittsburgh. Vive nos Expos, Vive Jarry, Vive septembre!

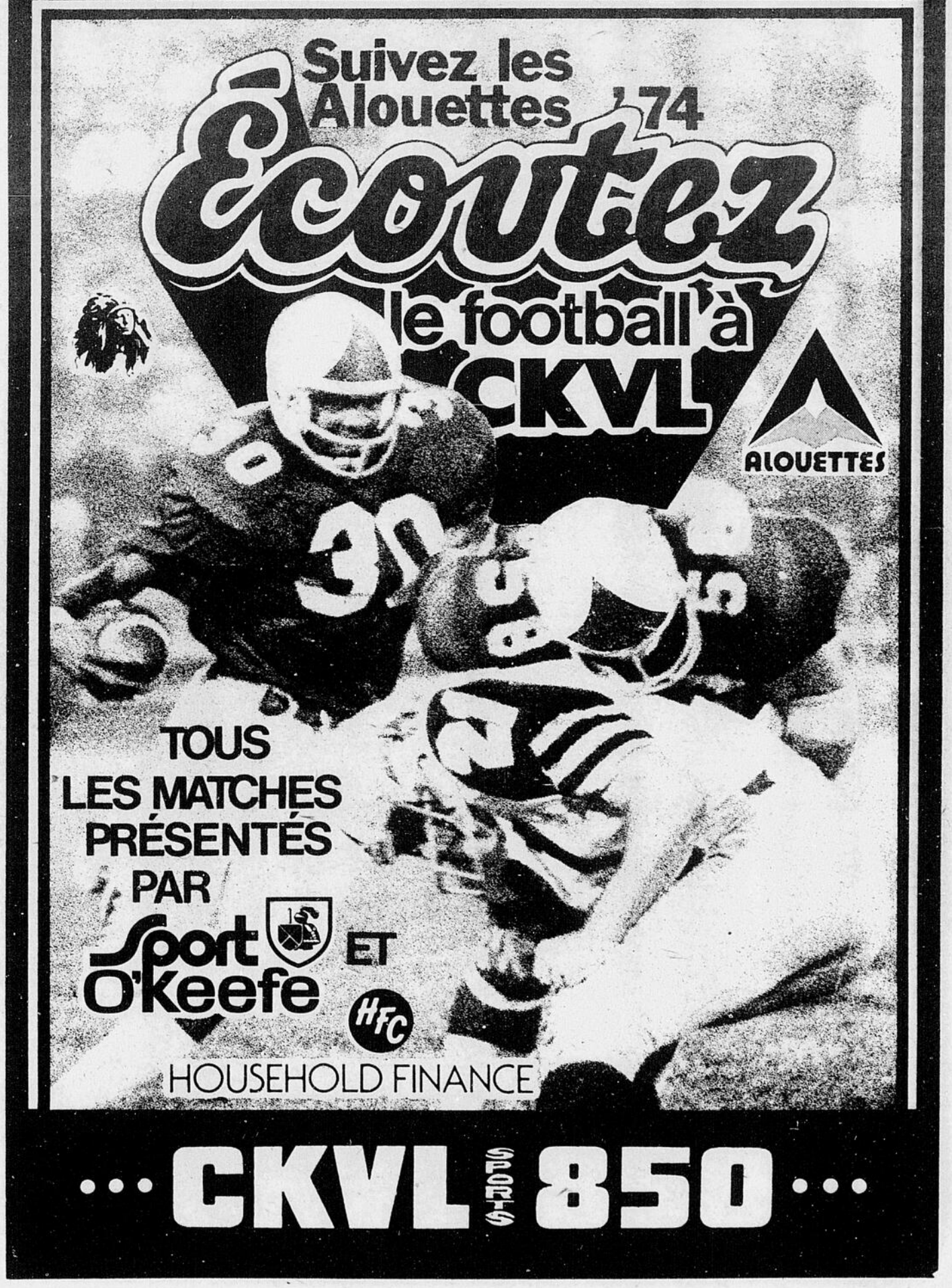
Série Expos/Chicago Mercredi 11 septembre—6h05
Un programme double*
Jeudi 12 septembre—8h05

Série Expos/Pittsburgh Vendredi 13 septembre—8h05
Samedi 14 septembre—2h15
Dimanche 15 septembre—2h15

*Expos au poil: Le mercredi 11 septembre, il y aura une démonstration de fourrures entre les parties du programme double. Ne manquez pas ça. Ça va être au poil!

Obtenez vos billets dès maintenant au parc Jarry ou à tout point de vente T.R.S. Pour renseignements, appelez: 273-0433.

Une Jarry d'partie d'plaisir avec nos Expos.



SI VOUS AVEZ DEJA VU MIEUX, DITES LE NOUS

DEVENEZ "MEMBRE A VIE" DE DISCO-CLUB TRANS-QUEBEC

ET BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES SUIVANTS:

1) Aucune obligation d'achat et ce, en aucun temps.
2) Le plus grand choix de disques, cartouches 8 pistes et cassettes, tant Québécois, Nord-Américain qu'**importés.**
3) Un service d'expédition ultra rapide à domicile.
4) Croyez-le ou non, Disco Club Trans-Québec assume lui-même les frais d'expédition sur vos achats.
5) Tous les produits vendus sont garantis par Disco Club Trans-Québec.
6) Nos membres bénéficient d'un service documentaire **gratuit.**
7) **Pourquoi ne pas transiger au Québec avec des québécois qui ont résolument décidé de sacrifier 80% de leurs profits afin de soulager le consommateur des hausses constantes de prix.**

30%

d'escompte du prix de liste normal suggéré sur tous vos achats de disques, cartouches et cassettes.

En octobre 1974 D-C.T-Q. vous offrira de

20% à 30%

d'escompte sur tous ses systèmes de son

Nous vous offrons aussi jusqu'à **60%** d'escompte sur tous nos SUPER-SPECIAUX du mois

(En voici quelques uns)

VOICI NOS SUPER-SPECIAUX CE MOIS-CI:

REGULIER: $7.29 SPECIAL $2.98

REGULIER: $7.29 SPECIAL $3.98

REGULIER: $7.29 SPECIAL $2.98

REGULIER: $7.29 SPECIAL $3.98

Voici un exemple d'économie basé sur l'escompte minimum de 30%

Si, vous décidiez d'acheter dans la prochaine année, 6 long-jeux de $7.29 chacun. Ainsi que 5 cartouches 8 pistes à $7.98 chacune. Voici quelle serait votre économie.

Prix de liste normal	**Prix maximum D-C T-Q.**
Long-Jeux: $43.74+$3.50 Taxe = $47.24	$30.60+$2.45 Taxe = $33.05
8 pistes : $39.90+$3.19 Taxe = $43.09	$27.95+$2.24 taxe = $30.19
$90.33	$63.24

Vous réalisez donc une économie de $27.09
(Ceci, n'est qu'un exemple seulement)

Vous économisez doublement sur nos super-spéciaux à 45% + 60% d'esc.

C'est en quelque sorte une police d'assurance-choix et une police d'assurance-économie POUR LA VIE

ES-TU TRANS-QUEBECOIS?
OBTIENS TA CARTE "MEMBRE A VIE" DE DISCO CLUB TRANS-QUEBEC
en retournant le coupon-réponse ci-dessous

$15.00 coût d'adhésion

Vous trouverez ci-inclus
mon ☐ chèque ☐ ou ☐ mandat de $15.00 pour ma carte "Membre à vie"

Nom .....

Adresse .....

Ville ..... Tél.: .....

Adressez le tout à
CASE POSTALE 2231
QUEBEC-PRESSE
9670 PELOQUIN
MONTREAL

RE: DISCO CLUB TRANS-QUEBEC
Tél.: 273-2578
pour plus d'informations.